

Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3 du code de l'environnement

N° 14734*03

Ministère chargé de
l'environnement

*Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative*

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Dossier complet le :	N° d'enregistrement :
13/12/2017	22/12/2017	2017-0320

1. Intitulé du projet

Création d'un pôle mixte (commerces, petites activités, logements, plateau sportif) sur le site de la Linière de la Vignette sur la commune de LINSELLES

2. Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

2.1 Personne physique

Nom Prénom

2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale

Nom, prénom et qualité de la personne habilitée à représenter la personne morale

RCS / SIRET Forme juridique

Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1

3. Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.))
39°	Travaux, constructions et opérations d'aménagement constitués ou en création qui soit crée une SP supérieure ou égale à 10 000 m ² et inférieure à 40 000 m ² et dont le terrain d'assiette ne couvre pas une superficie supérieure ou égale à 10 ha, soit couvre un terrain d'assiette d'une superficie supérieure ou égale à 5 ha et inférieure à 10 ha et dont la SP créée est inférieure à 40 000 m ² (Surface de terrain = 25 176 m ² / SP totale = 13 289 m ² dont 7726 m ² en réhabilitation).
41°	Aire de stationnement de + 50 unités dédiée au public (env.130 places publiques)

4. Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Il s'agit de créer une opération mixte venant s'installer sur une friche industrielle installée en site urbain. Le projet envisagé porte sur la création de 131 logements environ (dont 33 maisons et 98 logements collectifs dont 74 logements en accession sociale). Une partie des bâtiments existants sera conservée sur le site et réhabilitée. Environ 2 233m² de bâtiments seront démolis. Le parking existant gardera la même vocation mais sera réaménagé afin d'optimiser les emprises. Une place plus importante sera donnée aux espaces verts afin de créer un projet respectueux de l'environnement et intégré dans le paysage lointain. Afin de permettre la desserte de la zone de projet, plusieurs accroches viaires seront créées sur la Rue de la Vignette. Les cheminements doux sillonneront au sein d'espaces verts généreux pouvant servir également de zones de tamponnement des eaux pluviales (bassins/noues). En terme de stationnement, il est envisagé et ceci conformément au PLU, du stationnement à l'échelle de chacune des parcelles ainsi que l'aménagement de places visiteurs en accompagnement de voirie (cf Annexe 8). Le parking mutualisé réaménagé au centre de l'opération servira à la fois aux logements, aux usagers du plateau sportif, aux commerces et petites activités. Il comportera également des places supplémentaires à destination des usagers des différentes zones. Ce parking restera privé mais ouvert au public.



4.2 Objectifs du projet

L'aménagement de ce quartier permettra :

- la construction de logements de typologies variées (lots collectifs de type T1b à T4, maisons de type T4/T5) dont de l'accession sociale et répondant au Plan Local de l'Habitat et aux objectifs de construction de la MEL ;
- la mise en place d'un quartier mixte accueillant logements, commerces de proximité offrant une nouvelle offre sur le secteur de la Vignette, quelques petites activités et un plateau sportif pouvant à terme participer à la limitation des flux de véhicules ;
- l'amélioration du cadre de vie et le renouvellement urbain grâce à la réhabilitation de friches industrielles ;
- de favoriser les liens inter-quartiers par la création notamment d'un réseau de cheminements doux facilitant les déplacements sécurisés des piétons et cycles jusqu'à l'arrêt de bus, les équipements et commerces ainsi qu'avec les habitations environnantes...

A noter que le projet est compatible avec le SCOT et le Plan Local d'Urbanisme et notamment le règlement s'y appliquant à savoir le zonage UCasn (cf. Annexe 12). La vocation économique du site sera réalisée sur la base de la Charte des Parcs d'Activités du XXI^e siècle.

Basé sur de nombreux échanges avec la MEL ainsi que sur le bilan de la phase de concertation avec les riverains, le programme proposé aura une densité brute de 82 logements/ha (si est prise en compte uniquement le parcellaire dédié aux logements). Le projet induira une population de 300 habitants supplémentaires environ (sur la base de 2,3 habitants / logements).

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 dans sa phase travaux

Le permis de construire valant division sera déposé au premier trimestre 2018.

Après obtention du permis de construire valant division, l'ensemble des travaux est prévu sur une durée de 4/5 ans soit jusque 2021/2022.

Les premiers travaux VRD débuteront au premier trimestre 2019 par la viabilisation de l'opération (aménagements des voiries et réseaux). A l'issue de cette première phase de travaux VRD, les premières constructions pourront débuter. Il est envisagé que les premières livraisons se feront au second semestre 2020.

A noter que les installations de chantier seront positionnées dans le périmètre de l'opération. La desserte du chantier se fera depuis la Rue de la Vignette.

Il convient également de préciser que les travaux de réaménagement de la Rue de la Vignette (réaménagement + réalisation de pistes cyclables), portés par la MEL, seront engagés dans le même laps de temps.

4.3.2 dans sa phase d'exploitation

L'aménagement de la zone de projet permettra de répondre aux besoins des Linsellois. Elle permettra d'une part d'accompagner les Linsellois dans leur parcours résidentiel (offre diversifiée en logements de type T1b à T5, en maisons ou collectifs) et d'autre part, d'accueillir de nouvelles populations désireuses de s'implanter sur ce territoire.

Sa vocation mixte permettra également de proposer une offre en petites activités et commerces de proximité favorisant une nouvelle dynamique dans ce secteur. A cela s'ajoutera également une nouvelle offre en équipement sportif en créant un plateau sportif.

Comme souhaité, une partie du bâtiment existant, historiquement implanté sur la commune, sera réhabilité et permettra l'accueil de logements collectifs, du plateau sportif et des commerces et petites activités.

La desserte viaire de l'ensemble du projet se fera uniquement depuis la Rue de la Vignette par la création de 3 accroches : l'un pour la desserte des maisons et du collectif de 24 logements / le second pour la desserte du parking mutualisé public (logements, commerces, plateau sportif) et un troisième pour la desserte du collectif de 14 logements et les logements en partie réhabilitée.

A noter qu'un réseau de cheminements doux viendra mailler l'ensemble du projet et offrira des ouvertures / des liens vers les quartiers connexes (arrêt de bus sis Rue de la Vignette notamment...).

A terme, la zone de projet accueillera 131 logements environ représentant ainsi une population de 300 habitants supplémentaires.

Le réseau de cheminements doux permettra aux scolaires notamment de rejoindre aisément, rapidement et en toute sécurité l'arrêt de bus installé Rue de la Vignette ou encore Cimetière ainsi que les équipements communaux (cf. Annexe 11).

4.4 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

Le présent projet fera l'objet d'une demande de permis de construire valant division auprès de la commune de Linselles.

A noter qu'en fonction du principe de gestion des eaux pluviales retenu, si un dossier au titre de la loi sur l'eau est requis, il sera déposé après dépôt du permis de construire.

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques	Valeur(s)
Superficie globale de l'opération	25176 m ²
Surface Plancher globale	13289 m ² dont 5 563 m ² dédié au neuf et 7 726m ² à la réhabilitation
Surface Plancher dédiée aux logements	SP logts= 9790m ² (131 logements)
Places de stationnements créées pour le logement	182 places environ
Surface Plancher dédiée aux commerces/petites activités et plateau sportif	SP= 3499m ²
Places de stationnements créées pour petites activités/commerces/plateau sportif	62 places
Places de stationnement supplémentaires	54 places

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune(s) d'implantation

Rue de la Vignette
59 126 LINSELLES

Coordonnées géographiques¹

Long. 5 0 ° 7 4 ' 6 3 " 42 Lat. 3 _ ° 0 8 ' 4 6 " 03

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7°a), b) 9°a),b),c),d), 10°,11°a) b),12°,13°, 22°, 32°, 34°, 38° ; 43° a), b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement :

Point de départ :

Long. _ ° _ ' _ " _ Lat. _ ° _ ' _ " _

Point d'arrivée :

Long. _ ° _ ' _ " _ Lat. _ ° _ ' _ " _

Communes traversées :

Joignez à votre demande les annexes n° 2 à 6

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

Oui

Non

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Oui

Non

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ?

¹ Pour l'outre-mer, voir notice explicative

5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère en charge de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet se situe en dehors de Z.N.I.E.F.F., la plus proche se situant à environ 3,5 km au Nord et correspond aux Prairies humides de la Lys à Wervicq Sud (cf. Annexe 9 : Localisation des Z.N.I.E.F.F. les plus proches du projet).
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone de projet se situe en dehors des zones à dominante humide définies au sein du S.D.A.G.E. Artois Picardie (Cf. Annexe 10 : Localisation des ZDH). Au vu de l'antériorité du site et de sa forte imperméabilisation (cf. Annexe 15), on s'aperçoit que la parcelle était occupée par des bâtiments et des surfaces imperméables sur plus de 80 % de sa surface.

Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est concernée par le Plan de Prévention du Risque Inondations (PPRn) Ruissellement Nord-Ouest Lille (par ruissellement et coulées de boue). Celui-ci a été prescrit le 28/12/2016. La commune n'est pas concernée par un Plan de Prévention des Risques Technologiques.
Dans un site ou sur des sols pollués ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Etant donné que le projet concerne la requalification d'un friche industrielle, un diagnostic de pollution est en cours sur le site. A l'issue de cette étude, si une étude approfondie devait être envisagée ou si le site devait faire l'objet de dépollution, les mesures indiquées par le bureau d'études spécialisé seraient alors prises et mises en œuvre afin d'être compatible avec l'usage futur des terrains.
Dans une zone de répartition des eaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site n'est ni concerné par la présence de captages d'adduction d'eau potable au droit du site ni par les périmètres établis autour de ces captages. A noter que le forage présent au droit du site (cf. Annexe 8) sert à la surveillance des fluctuations de nappe. Géré par l'Agence de l'Eau, il sera conservé et mise en sécurité dans le cadre de l'aménagement de la parcelle.
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone de projet s'installe en dehors de site inscrit (cf. Annexe 13). Le site inscrit le plus proche est la Ferme d'Hautevalle sise à environ 650 m au Sud de la zone de projet.
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone de projet n'est pas concernée par la présence de site NATURA 2000. Le plus proche se situe à environ 28,1 km au Sud de la zone de projet et est intitulé "Les Cinq Tailles" sis sur la commune de Thumeries (site FR3112002). Une cartographie est reprise en Annexe 6 du présent CERFA.
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	



6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet envisagé est-il **susceptible** d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucune activité nécessitant des prélèvements d'eau ne sera présente sur le site.
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Une partie des bâtiments sera démolie. Un plan de gestion des déblais/remblais sera mis en place. Dans la mesure où elles ne seront pas polluées, les terres excavées seront préférentiellement réutilisées sur site.
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Apport de matériaux de construction. Pas d'utilisation des ressources naturelles du sous-sol.
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site est actuellement une friche industrielle occupée par des bâtiments vacants et des surfaces en enrobés à l'image du parking. Les espaces végétalisés sont peu nombreux et le site présente peu d'intérêt au niveau de la faune et de la flore. Le projet aura un impact positif puisqu'il prévoit la création de nombreuses surfaces végétalisées (utilisation de diverses essences végétales locales) et perméables. Ces aménagements permettront le développement d'une biodiversité aujourd'hui quasi inexistante.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	NON CONCERNE

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	NON CONCERNE
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site est concerné par le risque Retrait/Gonflement des Argiles : aléa moyen (cf. Annexe 7 : Carte des aléas Argiles). Des reconnaissances de sol et des dispositions constructives adéquates permettront de tenir compte de ce risque. Le site se trouve en zone de sismicité faible.
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site n'accueillera pas d'activités susceptibles de présenter un risque sanitaire.
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet va induire des flux de déplacements supplémentaires dans le secteur. Néanmoins, au vu de la desserte en transports en commun disponible aux abords du site(cf. Annexe 11) ainsi que de la proximité avec le centre-ville et les équipements, services/commerces..., les flux de véhicules pourront être réduits. De plus, la zone de projet est globalement bien desservie par les modes doux.
	Est-il source de bruit ? Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Pendant la phase chantier, des nuisances sonores sont possibles pour les zones d'habitation environnantes et notamment Rues de la Vignette et de la Viscourt et Avenue de la Drève. C'est pourquoi, il conviendra de réaliser les travaux autant que possible en jours et heures ouvrés. Le projet engendra une augmentation du trafic routier et donc du bruit de manière permanente.



	Engendre-t-il des odeurs ? Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des vibrations ? Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	De manière temporaire, en phase travaux, le projet pourra engendrer des vibrations liées à la construction des logements et au fonctionnement des engins de chantier. Dès lors que la phase chantier sera terminée, plus aucune vibration ne viendra altérer la qualité de vie des riverains.
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ? Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet engendrera des émissions lumineuses limitées à l'éclairage des espaces publics créés. Néanmoins, afin de limiter les impacts liés aux émissions lumineuses, il sera mis en place du matériel performant (type LED'S).
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les seuls rejets de polluants seront principalement liés à la circulation routière ainsi qu'au moyen de chauffage mis en place. Au regard de l'offre disponible en transport en commun et modes doux, il est envisageable de limiter l'usage de la voiture dans ce nouveau quartier de vie. A noter que des liaisons douces créées à l'intérieur du projet permettront d'assurer le lien entre les zones de logement, le centre ville et les commerces existants ou à créer sur les abords et les arrêts de bus.
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Si l'infiltration des eaux pluviales est rendue impossible d'un point de vue technique (perméabilité des sols / étude de pollution...), la solution de rejet au réseau sera retenue en accord avec la MEL, gestionnaire. Dans ce cas, les eaux pluviales de l'ensemble de l'opération seraient gérées in-situ avant rejet à débit limité à 2 l/s/ha au réseau existant Rue de la Vignette . Les ouvrages de tamponnement créés de type alternatifs (noues ou/et bassins paysagers / bassins enterrés) permettront de tamponner le volume induit par une pluie trentennale avec prise en compte de l'impact de la pluie centennale.
	Engendre-t-il des effluents ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les seuls effluents seront les eaux usées induites par les logements créés. Afin d'assurer la collecte des eaux usées du projet, un réseau gravitaire Eaux Usées sera créé rejoignant les réseaux existants Rue de la Vignette. A terme, ces eaux usées rejoindront la station d'épuration de Comines afin d'être traitées avant rejet à la Lys.
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	En phase de chantier, les déchets produits seront évacués dans des centres de traitement appropriés. A terme, le projet produira essentiellement des déchets liés aux habitations créées (déchets ménagers, déchets verts, verre...). La gestion des déchets est assurée par une collecte en porte à porte. De plus, les Linsellois dispose d'une déchetterie permettant d'assurer les apports volontaires.

Patrimoine / Cadre de vie / Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	S'agissant d'un projet de requalification de friche industrielle, le cadre de vie sera amélioré notamment pour les riverains de la Rue de la Vignette. Une attention particulière sera portée sur le parti paysager. En effet, des espaces verts seront créés entre les différentes poches d'aménagement envisagées. De plus, des espaces verts en accompagnement de voirie ainsi qu'au droit du parking offriront à terme des perméabilités au site. Un espace vert généreux sera aménagé en entrée du parking. A noter que le volet architectural fera l'objet d'un soin particulier dans le choix des matériaux.
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet aura un impact positif étant donné la transformation d'une friche en quartier mixte accueillant logements, commerces et petites activités et plateau sportif. L'imperméabilisation du site sera réduite au profit d'espaces verts plus généreux. La recherche de la densification du site a été recherchée afin d'optimiser les espaces.

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

Oui Non Si oui, décrivez lesquelles :

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

Oui Non Si oui, décrivez lesquels :



6.4 Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

Cf. Annexe 4 notamment et différentes annexes thématiques

7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Au regard du projet envisagé, nous pensons qu'il puisse être dispensé d'évaluation environnementale. En effet, il s'agit d'un :

- projet de requalification de friches permettant à terme l'accueil d'une opération mixte en terme de typologies et de fonctionnalités ;
- projet qui favorisera une nouvelle dynamique du quartier ;
- projet mené en étroite collaboration avec les services de la MEL et les riverains (concertation en amont) ;
- projet bénéficiant d'une bonne desserte par les modes doux et de transports en commun (proximité immédiate arrêts de bus) ;
- compatibilité avec les documents d'urbanisme en vigueur + projet soumis à différentes procédures d'urbanisme (permis de construire)...

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

Objet		
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - non publié ;	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Un plan du projet <u>ou</u> , pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6°a), b) et c), 7°a), b), 9°a), b), c), d), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;	<input checked="" type="checkbox"/>
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6°a), b) et c), 7° a), b), 9°a), b), c), d), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;	<input checked="" type="checkbox"/>
6	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	<input checked="" type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

Objet
Annexe 7 : Aléa retrait-gonflement des argiles Annexe 8 : Forage existant Annexe 9 : Localisation des ZNIEFF les plus proches de la zone de projet Annexe 10 : Localisation des zones à dominante humide issues du SDAGE Artois-Picardie Annexe 11 : Desserte de la zone par les transports en commun Annexe 12 : Extrait du plan de zonage et du Règlement au sein du PLU en vigueur Annexe 13 : Localisation des Monuments Historiques sis aux abords de la zone de projet Annexe 14 : Accessibilité du site Entreprise DEMEYERE Annexe 15 : Reportage photographique historique du site

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus



Fait à

LILLE

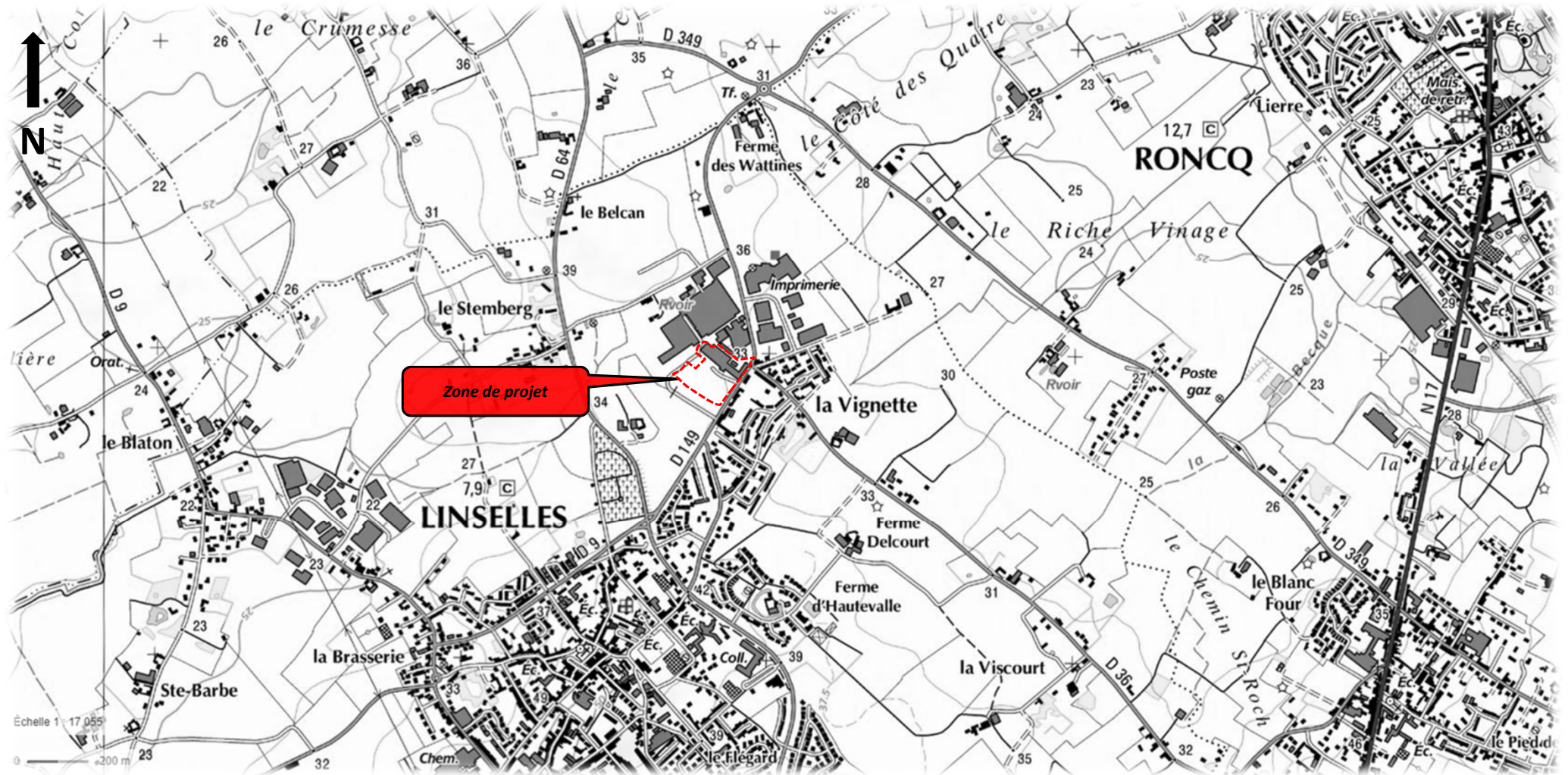
le, 05/12/2017

Signature



Annexe 2 : Plan de situation

Source : Géoportail-IGN

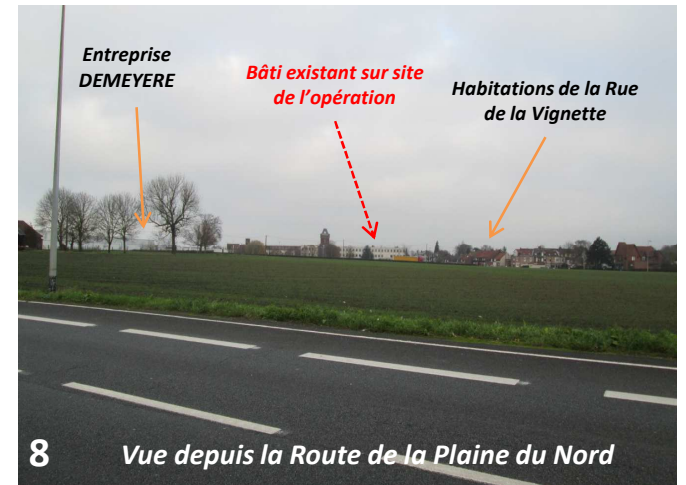
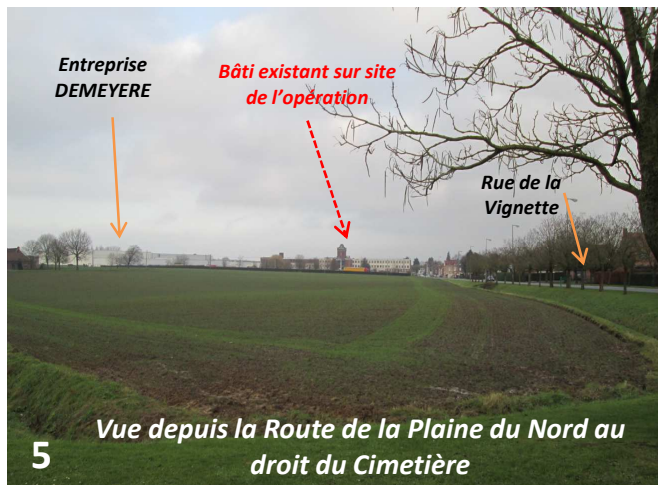
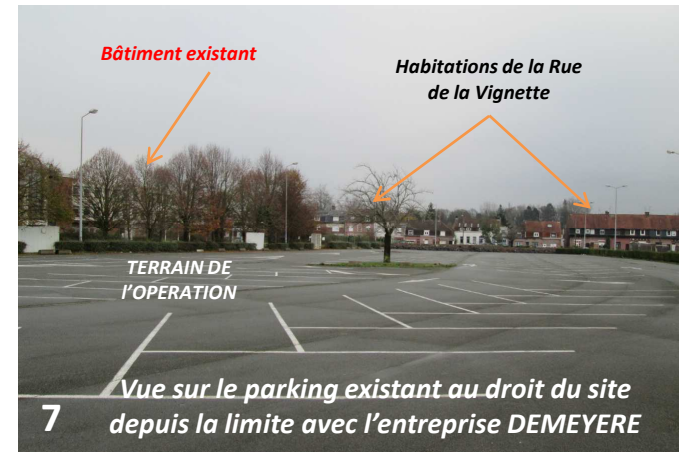


Annexe 3 : Localisation du reportage photographique sur photo aérienne (Vues depuis l'extérieur vers le site de projet et voiries / carrefours existantes)

Source : Géoportail pour la photo aérienne



Annexe 3 : Reportage photographique



Annexe 3 : Localisation du reportage photographique sur photo aérienne (Vues depuis les limites de site vers l'extérieur)

Source : Géoportail pour la photo aérienne



Annexe 3 : Reportage photographique



Logements collectifs : 14 logements – PC2**DONNEES DE BASE**

Typologie	T2	T3	T4		
Nombre de logements	8 lgt	6 lgt	0 lgt	TOTAL	14 lgt

RECAPITULATIF

Surface Plancher LOGEMENTS	908 m ²				
SHAB	799 m ²				
NB LGTS	14 lgt	Acc.Social	14 lgt	Acc.Privé	0 lgt
Total parkings PLU (1pl / lgt)	14 pl				
Emprise de la parcelle / Catégorie	1491 m ²				

Logements collectifs : 24 logements – PC2**DONNEES DE BASE**

Typologie	T2	T3	T4	T1b		
Nombre de logements	16 lgt	6 lgt	1 lgt	1 lgt	TOTAL	24 lgt

RECAPITULATIF

Surface Plancher LOGEMENTS	1359 m ²				
SHAB	1196 m ²				
NB LGTS	24 lgt	Acc.Social	0 lgt	Acc.Privé	24 lgt
Total parkings PLU (1,75pl / lgt)	42 pl				
Emprise de la parcelle / Catégorie	2646 m ²				

Logements Maisons – PC2**DONNEES DE BASE**

Typologie	T2	T3	T4	T5		
Nombre de logements	0 lgt	0 lgt	15 lgt	18 lgt	TOTAL	33 lgt

RECAPITULATIF

Surface Plancher LOGEMENTS	3297 m ²				
SHAB	2967 m ²				
NB LGTS	33 lgt	Acc.Social	0 lgt	Acc.Privé	33 lgt
Total parkings PLU (2pl / lgt)	66 pl				
Supplémentaire	10 pl				
Emprise de la parcelle / Catégorie					
15 Maisons	3456 m ²				
18 Maisons	5299 m ²				

Logements Collectif Réhabilitation – PC2**RECAPITULATIF**

Surface Plancher LOGEMENTS	4227 m ²
SHAB	3554 m ²
NB LGTS	60 lgt
RdC	155 m ²
R+1	2036 m ²
R+2	2036 m ²
Total parkings PLU (1pl / lgt)	60 pl
Supplémentaire	0 pl
Emprise de la parcelle / Catégorie	6409 m ²

Surface Plancher PLATEAUX SPORTIFS	2366 m ²
RdC	2366 m ²
Total parkings PLU (1pl / 40m ² de SP et 1pl /60m ² >240m ²)	41 pl
Emprise de la parcelle / Catégorie	3039 m ²

Surface Plancher COMMERCES	1133 m ²
RdC	1133 m ²
Total parkings PLU (1pl / 40m ² de SP et 1pl /60m ² >240m ²)	21 pl
Supplémentaire	44 pl
Emprise de la parcelle / Catégorie	2836 m ²

TOTAL Surface de Plancher Réhabilitation	7726 m²
---	---------------------------

RECAPITULATIF GENERAL

Surface Plancher Opération : TOTAL PC2	13289 m ²
Surface Plancher Neuf	5563 m ²
Surface Plancher Réhabilitation	7726 m ²
Surface Plancher Logements (Réhab+neuf)	9790 m ²
Nombre Total de logements	131 lgt
Nombre Total de parkings	298 pl
Logement	182 pl
Plateau sportif	41 pl
Commerce	21 pl
Supplémentaire	54 pl
Emprise Totale du terrain :	25176m ²
Emprise au sol de l'opération :	7286 m ²
Surface bâti existante démolie :	2233 m ²

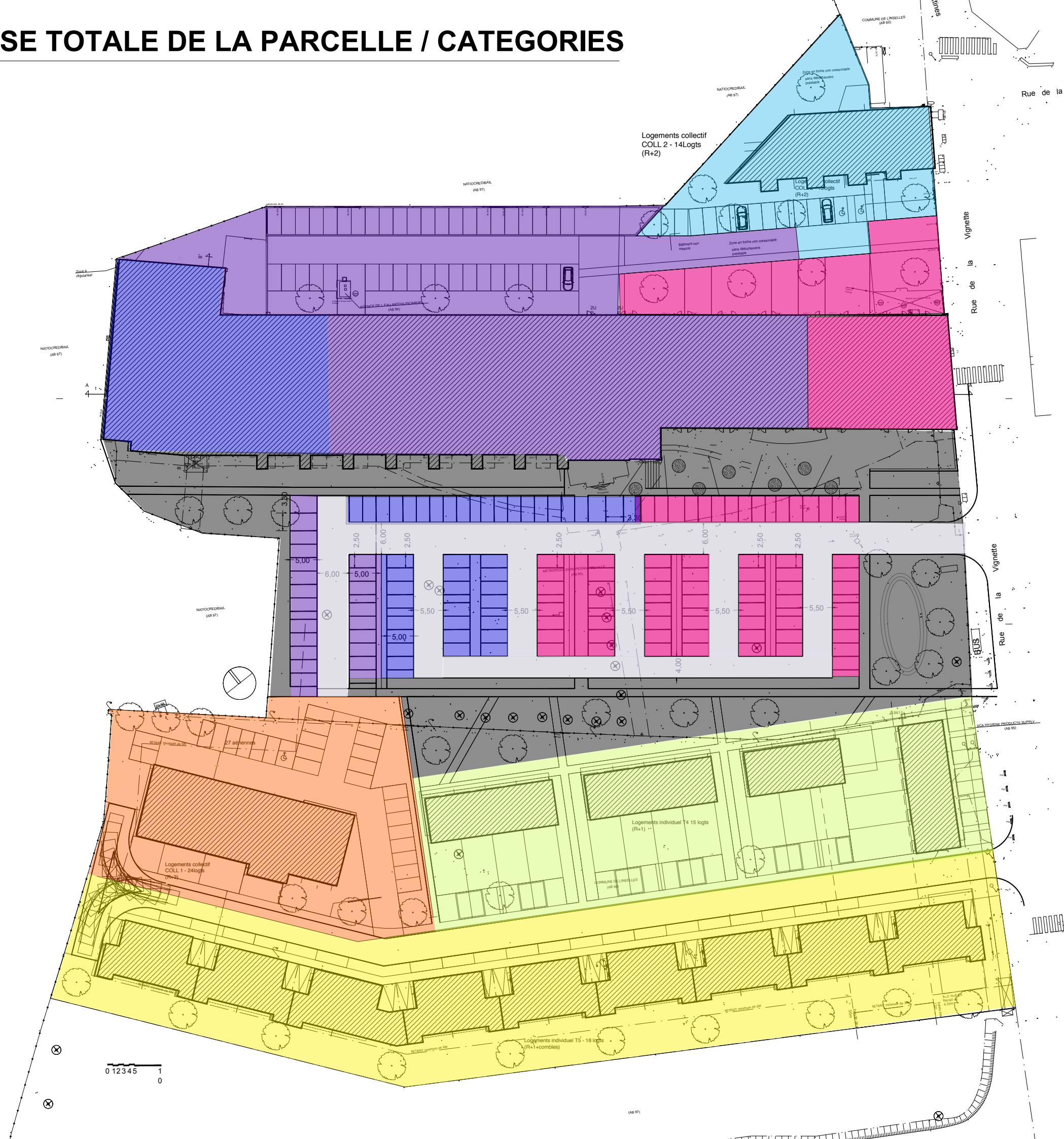
EMPRISE DE L'OPERATION ET TERRAIN



Surface terrain : 25 176 m²

Emprise au sol : 7286 m²

EMPRISE TOTALE DE LA PARCELLE / CATEGORIES

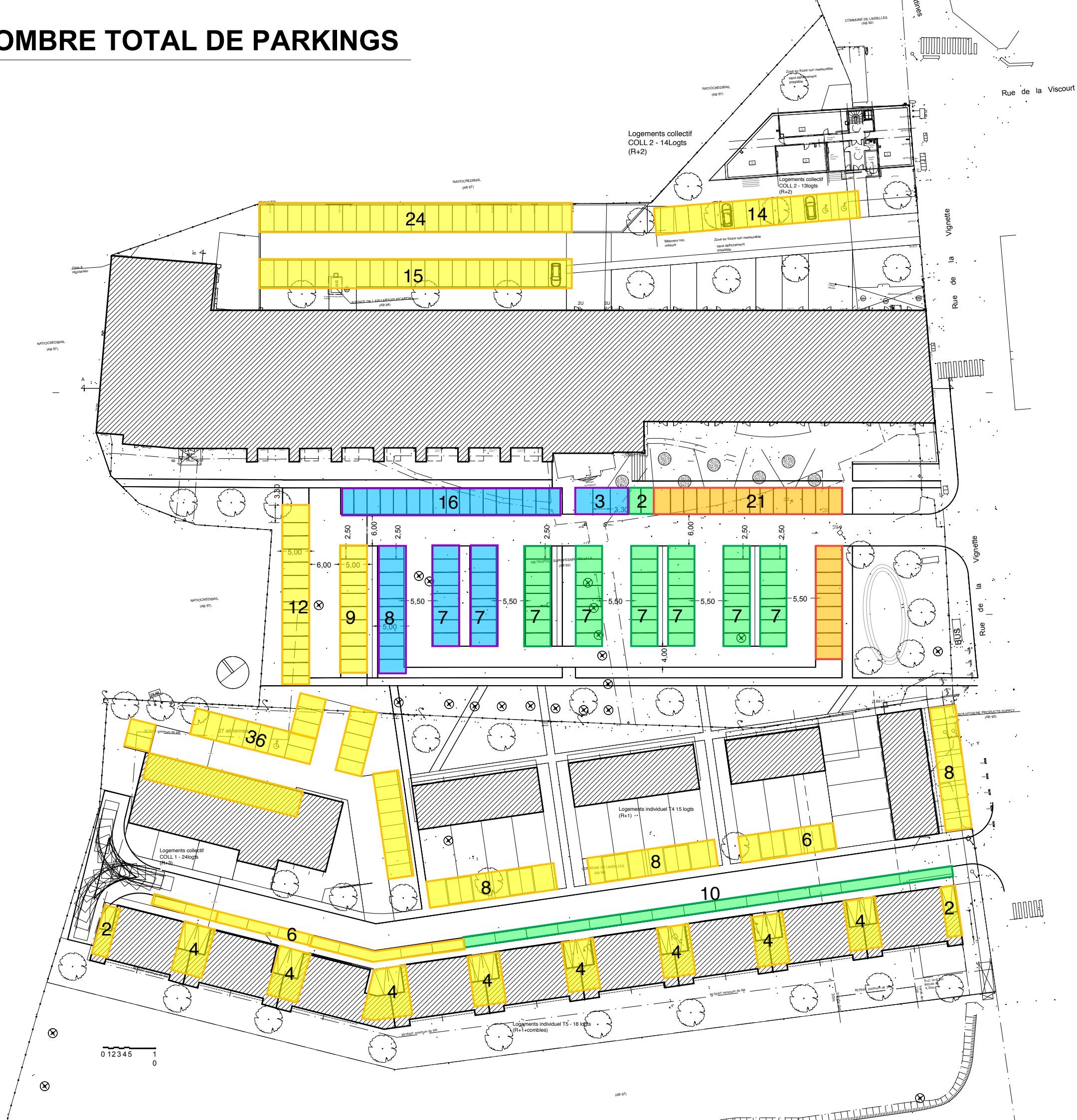


Parcelle /Catégorie	
Collectif : 14lgts :	$(1249+242) = 1491 \text{ m}^2$
Collectif rehab :	$(4349+933+1127) = 6409 \text{ m}^2$
Plateau sportif :	$(1886+522+631) = 3039 \text{ m}^2$
Commerces :	$(2284+250+302) = 2836 \text{ m}^2$
Collectifs 24lgts :	$(2284+362) = 2646 \text{ m}^2$
15 Maisons :	$(3056+400) = 3456 \text{ m}^2$
18 Maisons :	$(4820+479) = 5299 \text{ m}^2$
EMPRISE TOTALE DU TERRAIN : 25 176m ²	

Surface parking mutualisée : 1705 m ²	
Collectif rehab	933 m ²
Plateau sportif :	522 m ²
Commerces :	250m ²

Surface espaces verts mutualisée : 3543 m ²	
Collectif 14lgts :	242 m ²
Collectif rehab :	1127 m ²
Plateau sportif :	631 m ²
Commerces :	302 m ²
Collectifs 24lgts :	362 m ²
15 Maisons :	400 m ²
18 Maisons :	479 m ²

NOMBRE TOTAL DE PARKINGS

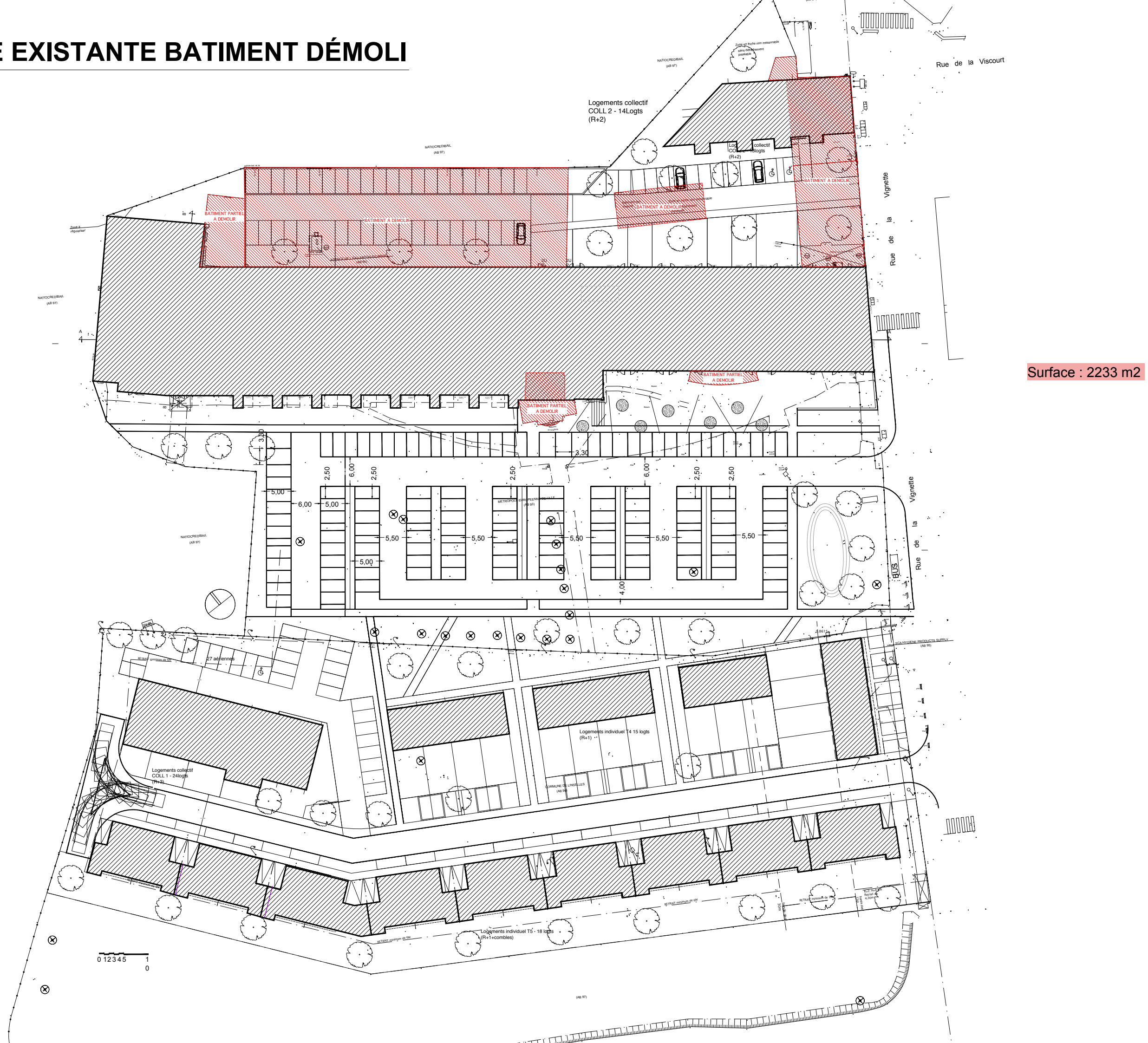


Parkings

- Plateau sportif = Total 66 places
- Commerces
Petites activités = Total 21 places
- Logements = Total 182 places
- Supplémentaires = Total 54 places

TOTAL = 298 places

SURFACE EXISTANTE BATIMENT DÉMOLI



Surface : 2233 m²

Annexe 5 : Abords de la zone de projet



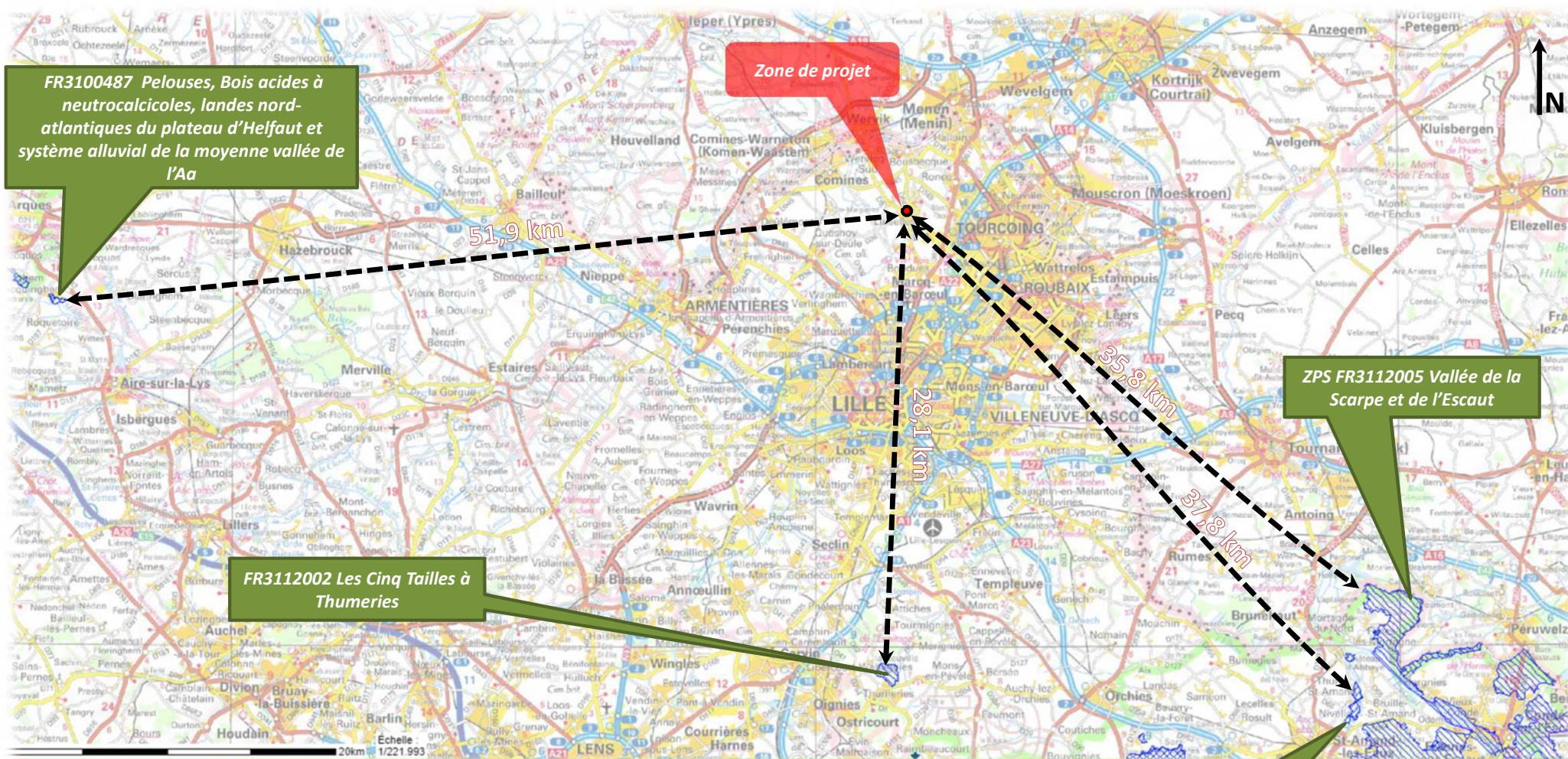
Légende					
	Zone de projet		Zones dédiées aux activités		Habitat diffus
	Quartiers majoritairement dédiés à l'habitat (+ commerces)		Equipements (cimetière / Ecoles / Ecole de Musique)		Jardins familiaux
			Parcelles agricoles		

Annexe 5 : Abords de la zone de projet



Annexe 6 : Localisation des zones NATURA 2000 les plus proches

Source : D.R.E.A.L. Hauts-de-France



FR3100487 Pelouses, Bois acides à neutrocalcicoles, landes nord-atlantiques du plateau d'Helvaux et système alluvial de la moyenne vallée de l'Aa

Zone de projet

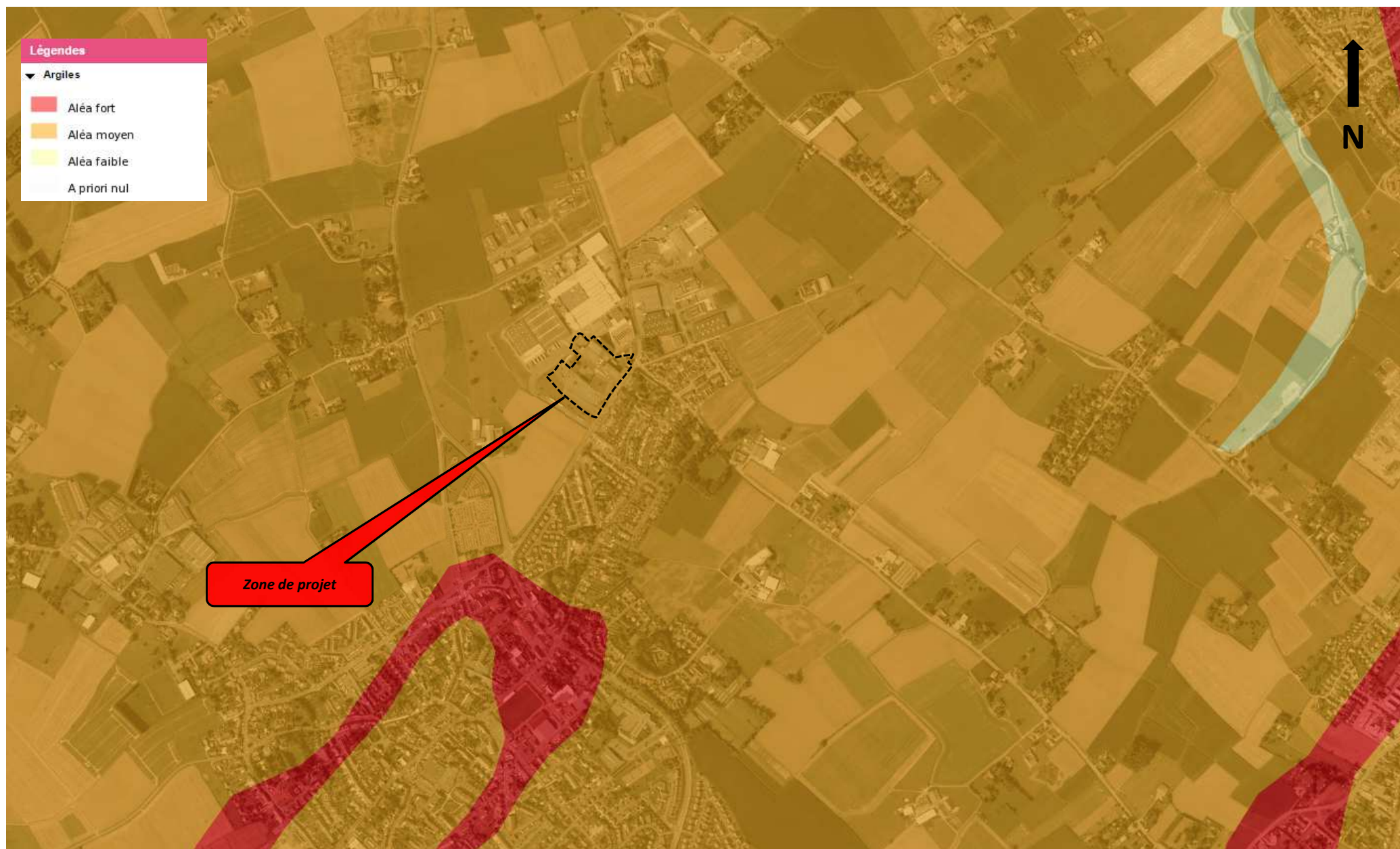
FR3112002 Les Cinq Tailles à Thumeries

ZPS FR3112005 Vallée de la Scarpe et de l'Escaut

SIC FR3100507 Forêts de Raismes, Saint-Amand, Wallers et Marchiennes et Plaine Alluviale de la Scarpe

Annexe 7 : Aléa retrait-gonflement des argiles

Source : Prim.net



Annexe 8 : Forage existant au droit de la parcelle

Localisation du forage et historique

Le forage n'est plus en service depuis octobre 2003 et a fait l'objet de deux mémoires de cessation d'activités séparés datés du 30 mai 2004.

Le forage a été exploité depuis le 19^{ème} siècle pour l'alimentation en eau industrielle. En 1988, le forage cesse d'être utilisé pour alimenter les eaux de process et est utilisé pour l'alimentation du réservoir incendie et de la chaufferie.

En 2001, le forage est uniquement utilisé pour le réservoir d'eau et fait l'objet d'une cessation d'activité en octobre 2003.

Le forage est situé dans l'ancien atelier de montage des machines comme l'illustre le plan de localisation ci-contre ainsi que la photo présentée ci-dessous.

Dès 2004, l'Agence de l'Eau a souhaité pouvoir équiper ce site d'une station automatique d'acquisition du niveau de la nappe avec transfert des données via la ligne téléphonique.

En 2008, la Métropole Européenne de Lille a cédé la parcelle AB 94 (ex parcelle 6671) à l'Agence de l'Eau pour qu'elle puisse suivre le niveau d'eau dans le forage.

Devenir du forage

Ce forage est donc la propriété de l'Agence de l'Eau qui possède la parcelle AB 94 de 9m².

Dans le cadre de l'aménagement de la zone, la MEL a sollicité la DREAL sur le devenir envisagé de ce forage. Il a été demandé de maintenir le forage avec réfection de la tête de forage et mise en sécurité de ce dernier lors des travaux de réhabilitation ou de déconstruction de cette partie de bâtiment.

Il est précisé que le forage est dans un état moyen. En cas de travaux à proximité de ce forage, celui-ci devra être protégé avec une dalle en acier de forte épaisseur et le dynamitage en sera proscrit.

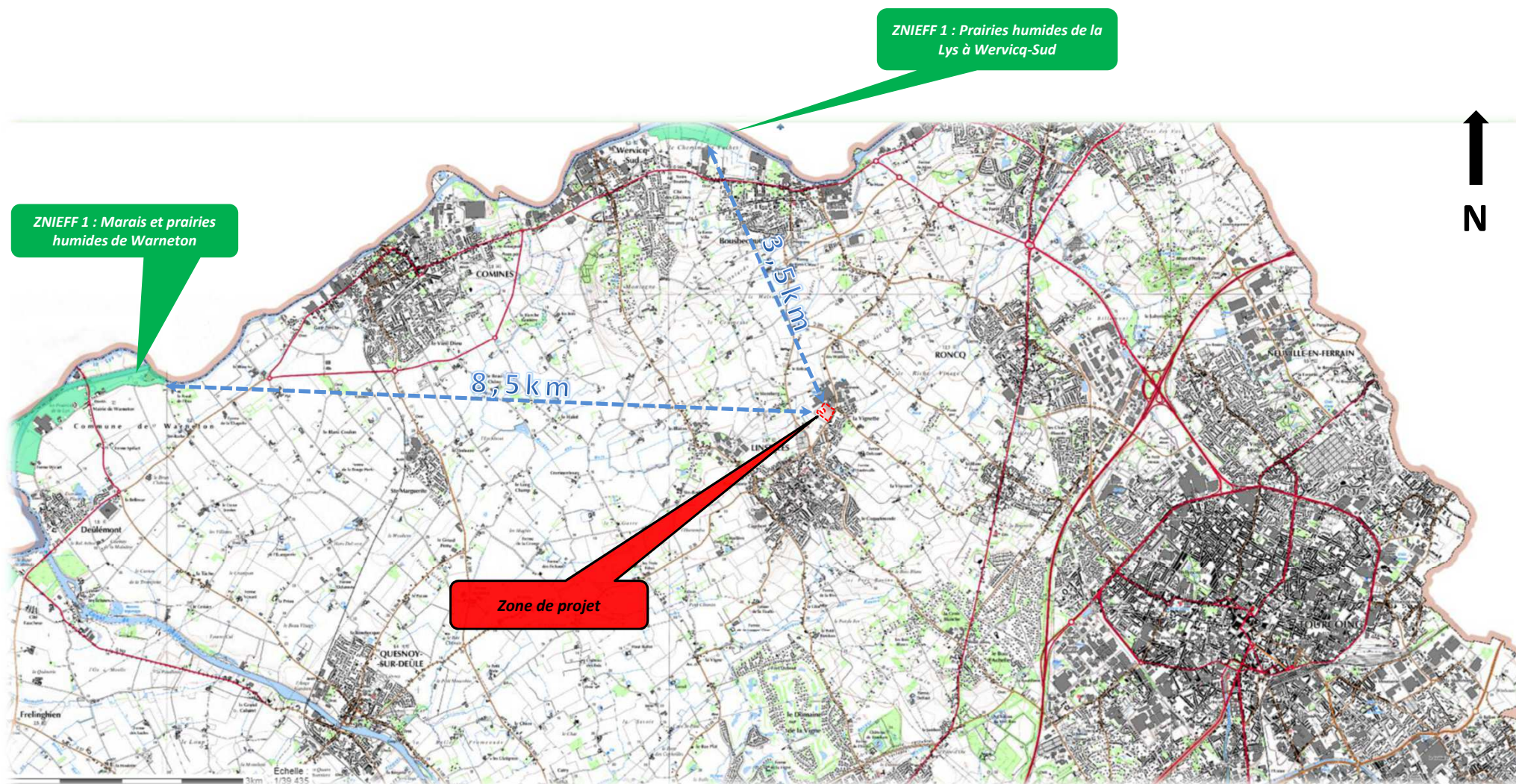
Servitude de passage

Il convient de préciser qu'une servitude de passage piétonnière a été accordée sur ce secteur par la Métropole Européenne de Lille à l'Agence de l'Eau. Cette servitude de passage piétonnière est constituée à titre gratuit par la Métropole Européenne de Lille au profit de l'Agence de l'eau sur une emprise minimum de 3,5 mètres depuis la rue Vignette sur la parcelle métropolitaine cadastrée à Linselles en section AB 0093 et solide pour permettre la traversée de poids lourds (transport de tubage, foreuse), au cas où le forage devrait être réhabilité. L'assiette de cette servitude pourra être déplacée en fonction des aménagements futurs qui seront réalisés sur le secteur sous réserve de laisser un passage d'au moins trois mètres de large à l'Agence de l'Eau.



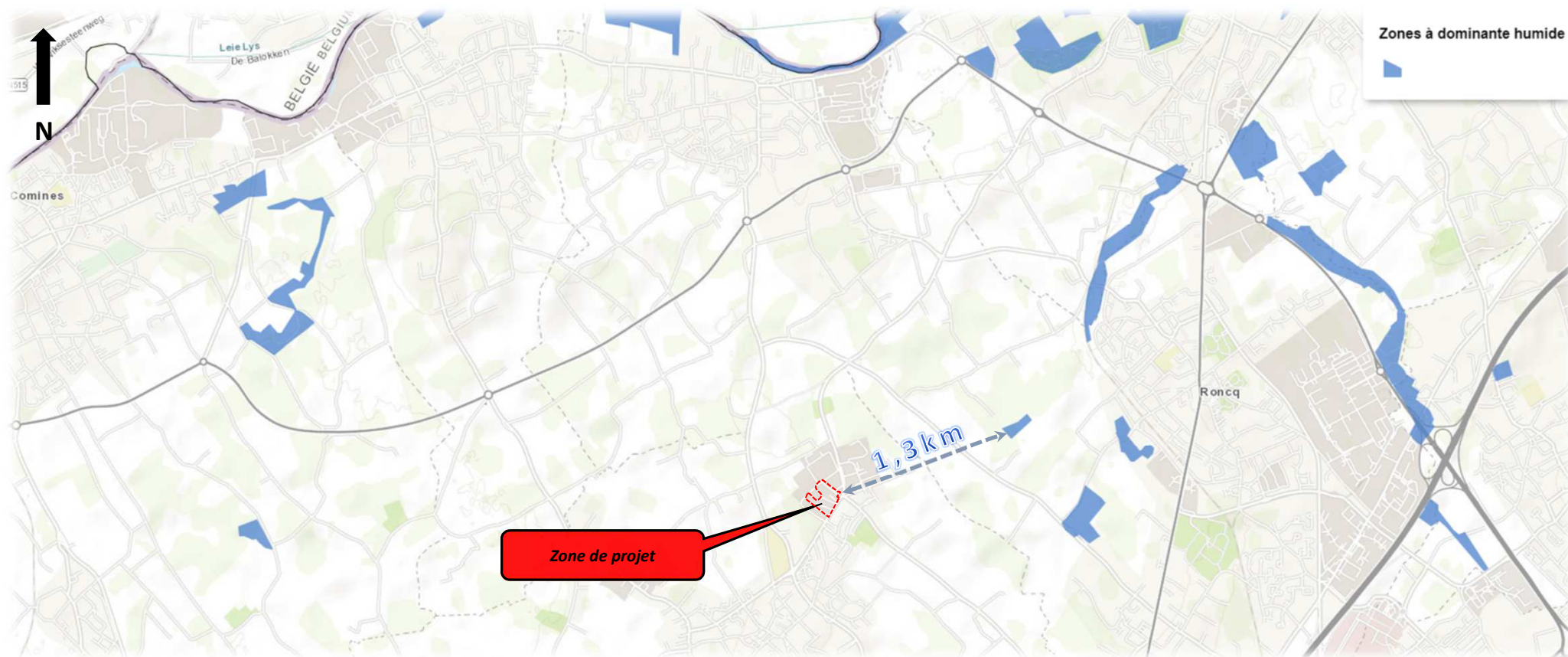
Annexe 9 : Localisation des Z.N.I.E.F.F. les plus proches

Source : D.R.E.A.L. Hauts-de-France

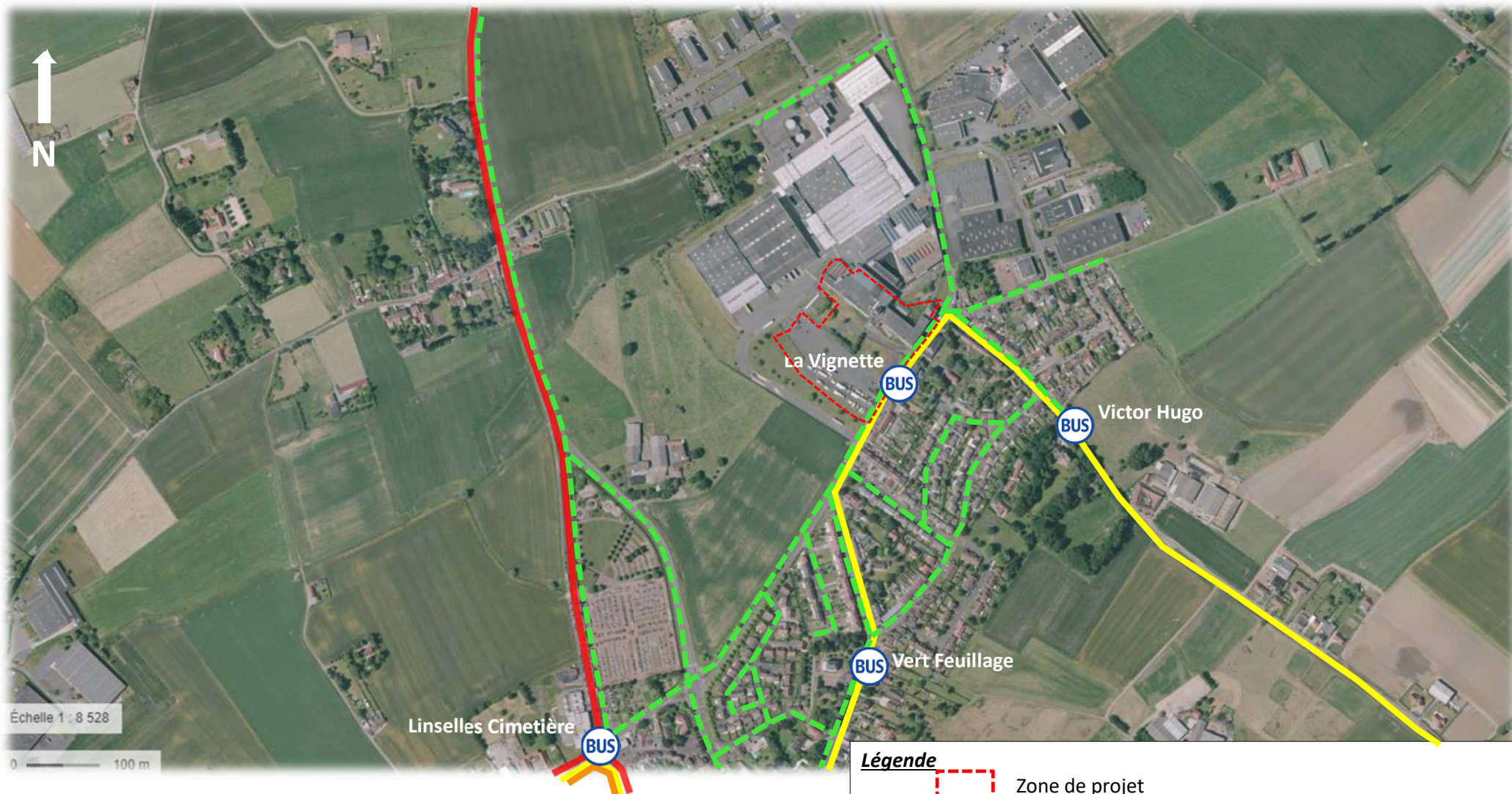


Annexe 10 : Localisation des Zones à Dominante Humide

Source : Agence de l'Eau Artois-Picardie / S.D.A.G.E. Artois-Picardie



Annexe 11 : Desserte en transports en commun



Légende



Zone de projet



Arrêts de bus

Lignes de bus



Ligne 87 : Tourcoing / Roncq / Linselles



Ligne 86 : Gare Lille Flandres / Quesnoy-sur-Deûle



Ligne 78 : Quesnoy-sur-Deûle / Wasquehal / Tourcoing



Trottoirs / bandes cyclables

Annexe 11 : Desserte en transports en commun

Desserte en bus

L'arrêt de bus « La Vignette » assure la desserte de la zone de projet puisqu'il s'installe au droit du site. Cet arrêt est desservi par la ligne 87 du réseau TRANSPOLE.

- **la ligne 87 : Tourcoing / Roncq / Linselles.** Cette ligne dispose d'un cadencement intéressant : un bus toutes les 30mn environ entre 6h et 20h. Il faut compter environ 25 mn de trajet pour rejoindre le terminus de Tourcoing.

On note également l'arrêt de bus « Cimetière » présent à environ 700 m au Sud de la zone de projet. Cet arrêt est desservi par la ligne 87 identifiée précédemment ainsi que par deux autres lignes à savoir :

- **la ligne 86 : Comines Mairie / Gare Lille Flandres.** Cette ligne dispose d'un bon cadencement : un bus toutes les 30 mn environ entre 7h et 23h. Il faut compter environ 35 mn de trajet pour rejoindre la Gare Lille Flandres et 25 mn pour rejoindre Comines ;

- **la ligne 78 : Quesnoy-sur-Deûle / Wasquehal – Tourcoing.** Cette ligne dispose d'un faible cadencement (environ 4 bus/j aller-retour). Il faut compter environ 25 mn de trajet pour rejoindre la Gare de Quesnoy et 6 mn pour rejoindre le collège / lycée de Bondues.

Desserte en train

La zone de projet n'est pas directement desservie par une gare.

Cheminements doux existants

Un réseau de cheminements doux existe dans ce secteur. En effet, des aménagements dédiés sont présents en accompagnement de voirie (trottoirs notamment et bandes cyclables) permettent d'assurer les connexions inter-quartiers et notamment entre les zones d'habitat / les zones de loisirs / les zones d'activités, de bureaux et de services ainsi que les commerces.

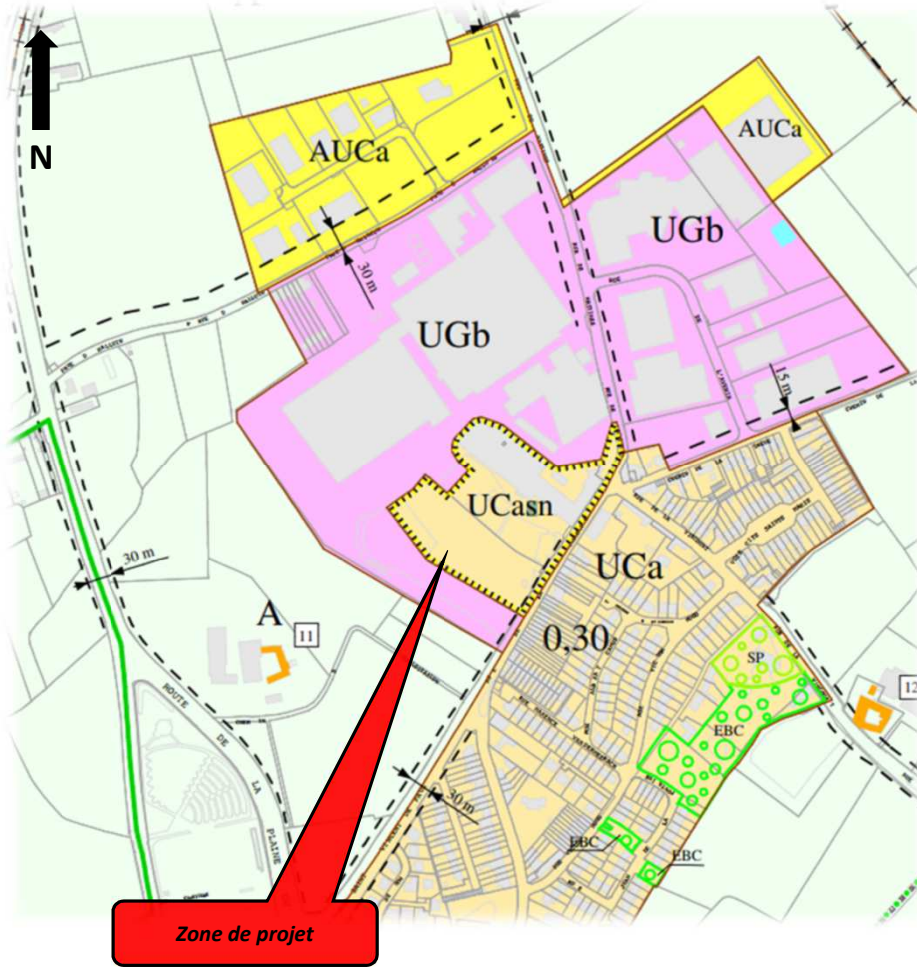
L'ensemble de ces cheminements permet ainsi aux futurs usagers de la zone de se promener ou de se déplacer en toute sécurité vers les arrêts de bus, vers la gare ou vers les différents espaces composant la ville.

Dans le cadre du projet et ceci en accompagnement des programmes d'aménagement (logements, bureaux /commerces), des cheminements doux seront créés afin d'irriguer ce nouveau quartier de vie mais aussi de privilégier des déplacements en toute sécurité vers le réseau de cheminements doux existant.

Annexe 12 : Extrait du plan de zonage du Plan Local d'Urbanisme

Source : PLU MEL

LEGENDE : P.L.U.



DESTINATION DES SOLS

UA	ZONE URBAINE MIXTE A CARACTERE CENTRAL ET A DOMINANTE D'HABITAT
UB	ZONE URBAINE MIXTE DE DENSITE ELEVEE ET A DOMINANTE D'HABITAT
UC	ZONE URBAINE MIXTE DE DENSITE MOYENNE A DOMINANTE D'HABITAT, ASSURANT LA TRANSITION ENTRE LES QUARTIERS CENTRAUX ET LES QUARTIERS DE FAIBLE DENSITE
UD	ZONE URBAINE DE FAIBLE DENSITE A URBANISATION MODEREE A DOMINANTE D'HABITAT
UE	ZONE D'ACTIVITES PERIPHERIQUE
UF	ZONE D'ACTIVITES A VOCATION INDUSTRIELLE ET ARTISANALE A MAINTENIR, PRIVILEGIER ET RENFORCER
UG	ZONE D'ACTIVITES DIVERSIFIEES : BUREAUX-COMMERCE-SERVICES
UX	ZONE A DOMINANTE COMMERCIALE
UL	ZONES D'EURALILLE [UL1:EURALILLE / UL2:EURALILLE 2 / UL3:PEPINIERE]
UM	ZONE DE LA HAUTE BORNE

UK	ZONE DES RIVES DE LA HAUTE DEULE
UU	ZONE D'EQUIPEMENTS UNIVERSITAIRES ET D'ACTIVITES SCIENTIFIQUES
UH	ZONE DE LA CITADELLE DE LILLE
UN	ZONE DE L'UNION
UV	ZONE D'AEROPORT OU D'AERODROME
AUC	ZONE NATURELLE A URBANISER CONSTRUCTIBLE
AUD	ZONE NATURELLE A URBANISER DIFFEREE
A	ZONE AGRICOLE
UP	ZONE DE PARC URBAIN
NP	ZONE NATURELLE POUVANT ACCUEILLIR DES CONSTRUCTIONS RESPECTANT LA PRESEVATION DES SITES ET DES PAYSAGES
NE	ZONE NATURELLE DE PROTECTION DES MILIEUX ECOLOGIQUEMENT SENSIBLES

EMPLACEMENTS RESERVES

	RESERVES D'INFRASTRUCTURE		EMPLACEMENT RESERVE POUR DU LOGEMENT [E.R.L.]
	RESERVES DE SUPERSTRUCTURE		SERVITUDE DE PROJET D'EQUIPEMENT PUBLIC
			SERVITUDE DE MIXITE SOCIALE

	PERIMETRE D'ATTENTE D'UN PROJET D'AMENAGEMENT
	SECTEUR DE POURCENTAGE DE LOGEMENTS LOCATIFS
	SERVITUDE DE TAILLE DE LOGEMENTS

PROTECTIONS ENVIRONNEMENTALES ET ARCHITECTURALES

	ESPACES BOISES CLASSES A CONSERVER OU A CREER		JARDINS FAMILIAUX		PRESCRIPTION SPECIALE ARCHITECTURALE
	ESPACES BOISES SECTEUR DE PARC		PROTECTION TERRAINS CULTIVES EN ZONE URBAINE		DISCIPLINES ARCHITECTURALES
	FORTE QUALITE PAYSAGERE DES SECTEURS RESERVES PRINCIPALEMENT A L'EXPLOITATION AGRICOLE		ZONES DE PROTECTION DU P.I.G. DES CHAMPS CAPTANTS		SECTEURS D'INTERET PAYSAGER
			PERIMETRES DE PROTECTION RAPPROCHEE [D.U.P. CHAMPS CAPTANTS]		INVENTAIRE DES BATIMENTS AGRICOLES

RISQUES TECHNOLOGIQUES ET NATURELS

	SITES "SEVESO" PROTEGES AU TITRE D'UN P.I.G.		INSTALLATIONS CLASSEES [PERIMETRE AUTOUR DES INSTALLATIONS A RISQUE]
	SITES POLLUES		SECTEURS A RISQUES D'INONDATIONS

PRESCRIPTIONS DIVERSES

	PRESCRIPTION SPECIALE DE VOIRIE		PLAFOND DE HAUTEUR SPECIFIQUE
	MARGE DE REcul		SECTEUR A VOCATION DOMINANTE DE PARC [EURALILLE]
	ALIGNEMENT OBLIGATOIRE [X% - ALIGNEMENT SUR X% DU LINEAIRE CONSTRUIT]		SECTEUR A CARACTERE PAYSAGER [EURALILLE 2]
	LIMITE DE CONSTRUCTIBILITE		SECTEUR D'ESPACE LIBRE [HAUTE BORNE]
	BCP1 [RIVES DE LA HAUTE DEULE]		LOCALISATION PROJETEE DES EQUIPEMENTS PUBLICS ET D'INTERET GENERAL
	BCP2 [RIVES DE LA HAUTE DEULE]		ESPACES PUBLICS [TRACE SUSCEPTIBLE D'AJUSTEMENT]
	ORIENTATION DES CONSTRUCTIONS		VOIRIE OPTIONNELLE
	CONTINUTE BATIE		ESPACES VERTS
	ANGLE DE DEPART DES CONSTRUCTIONS		AUTRES EQUIPEMENTS D'INTERET GENERAL
	CLOTURE IMPOSEE		CORRIDOR BOISE
	IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES [IENA RACINE]		



EMPRISES BATIES

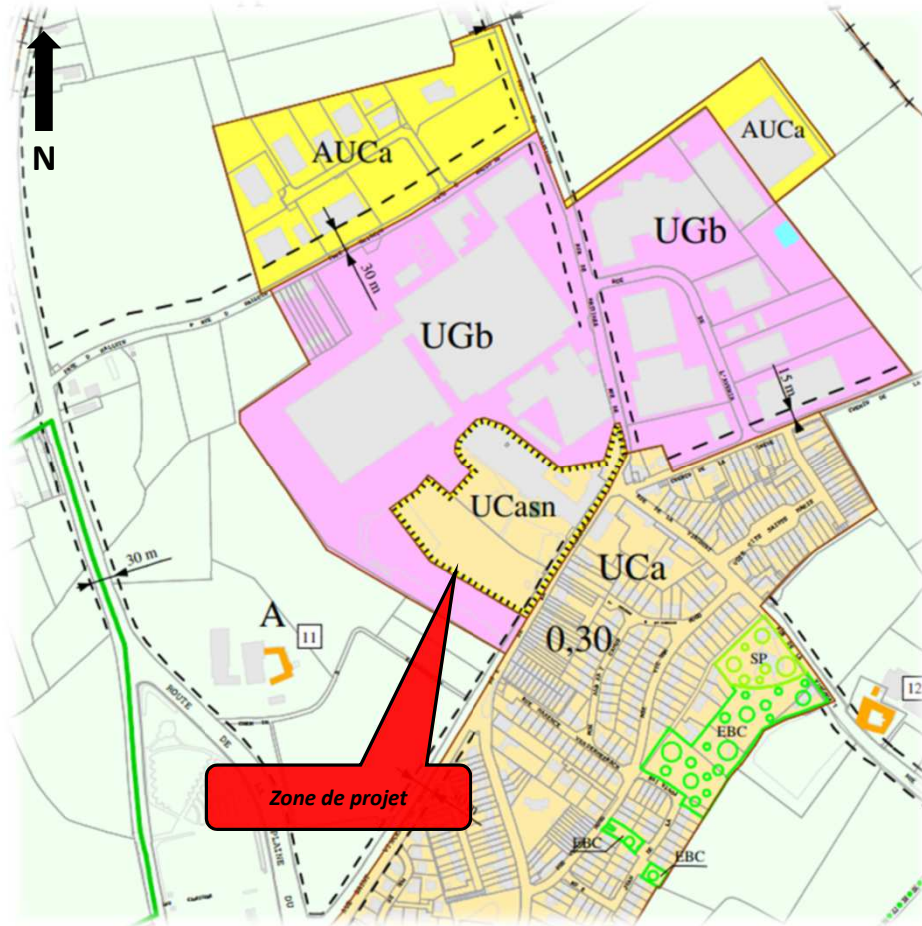
++ --- ++ LIMITE COMMUNALE
--- LIMITE PARCELLAIRE

VOIES D'EAU [RIVIERES, CANAUX, PLANS D'EAU ...]

LE P.L.U. DES COMMUNES PERIPHERIQUES EST PORTE A TITRE INDICATIF
Echelle : 1/5000e

Annexe 12 : Extrait du plan de zonage du Plan Local d'Urbanisme

Source : PLU MEL



Au regard du plan de zonage du P.L.U., la zone de projet est reprise en zone :

- **UCasn** correspondant à la « SCA Linselles » et correspondant à un secteur de la zone UCa destiné à la requalification urbaine à dominante d'habitat, pouvant comporter des activités et des équipements publics. Le secteur est identifié par un indice « s » et un indice « n » indiquant la présence de pollution.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES

U.C., U.C.z., U.C.-E1, U.C.-E1 bis, U.C.-F2 ET U.C.-F3

DES CENTRES RURAUX

Sont également applicables les "Dispositions générales" figurant au Titre I du présent règlement.

PROTECTION DES CHAMPS CAPTANTS

La protection des champs captants d'eau potable du sud de Lille est assuré par une protection relevant de deux régimes juridiques différents une déclaration d'utilité publique (D.U.P.) et un projet d'intérêt général (P.I.G.). Les dispositions relatives à la D.U.P. ne sont pas applicables au P.I.G. et inversement.

La D.U.P. porte sur les communes de DON, EMMERIN, HOUPLIN-ANCOISNE, NOYELLES-LEZ-SECLIN et SECLIN. On distingue des zones UC particulières (UC-E1, UC-E1 bis, UC-F2 et UC-F3) pour lesquelles des dispositions figurent aux articles 1, 2 et 4 ; pour les autres articles la règle générale s'applique dans la limite des constructions autorisées dans la zone :

- UC-E1 : de vulnérabilité totale de protection des champs captants d'eau potable.
- UC-E1 bis : de vulnérabilité totale de protection des champs captants d'eau potable, dont la constructibilité est très limitée.
- UC-F2 : de protection rapprochée autour des champs captants d'eau potable, dont les usages des sols sont moins contraignants que dans les zones précédentes.
- UC-F3 : de protection rapprochée autour des champs captants d'eau potable, dont les contraintes sont limitées essentiellement aux forages et aux excavations.

Le P.I.G. porte sur les communes de DON, EMMERIN, LESQUIN, NOYELLES-LEZ-SECLIN, SAINGHIN-EN-WEPPES, SECLIN, TEMPLEMARS et WAVRIN. Des secteurs S1, S2, S3 peuvent se superposer aux zones UC et UCz et leurs dispositions spécifiques figurent aux articles 1, 2 et 4 du règlement. Pour les autres articles la règle générale s'applique dans la limite des constructions autorisées dans la zone.

REGLE DE RECIPROCITE SUR L'IMPLANTATION DE BATIMENTS AGRICOLES ET NON AGRICOLES

Des conditions de distance d'implantation des bâtiments sont imposées par l'article L.111-3 du code rural repris à l'article 3 paragraphe 4 des "Dispositions générales" figurant au Titre I du présent règlement.

CARACTERE DE LA ZONE

Il s'agit d'une zone urbaine mixte de densité moyenne assurant une transition entre les quartiers centraux et les quartiers de plus faible densité, avec une dominante d'habitat, pouvant comporter des commerces, des services, des bureaux, des activités artisanales et industrielles, des équipements publics, compatibles avec un environnement urbain.

Le secteur UCasn, dite « SCA Linselles », sur la commune de Linselles, est un secteur de la zone UCa destiné à la requalification urbaine à dominante d'habitat, pouvant comporter des activités et des équipements publics. Le secteur est identifié par un indice « s » et un indice « n » indiquant la présence de pollution.

La zone UCz 1 de la Z.A.C. « Le Domaine de la Vallée » à BOUSBECQUE est une zone à dominante d'habitat.

La zone UCz 2 de la Z.A.C. « Les Pierres Bleues » à LINSELLES est une zone à dominante d'habitat.

La zone UCz 3 de la Z.A.C. « Le Ghermanez » à EMMERIN est une zone à dominante d'habitat. Sauf dispositions contraires, les dispositions de la zone UCa sont applicables à la zone UCz 3.

La zone UCz 4 de la Z.A.C. « Les Jardins de Floriade » à QUESNOY-SUR-DEULE est une zone à dominante d'habitat. Sauf dispositions contraires, les dispositions de la zone UCa sont applicables à la zone UCz 4.

Les zones UCz 5 et UCz 6 de la Z.A.C. « Domaine des Tilleuls » à COMINES sont des zones à dominante d'habitat. La zone UCz5 est affectée à de l'habitat individuel isolé et la zone UCz 6 à de l'habitat individuel ou jumelé.

La zone UCz 7 de la Z.A.C. « Les Jardins du Blanc Balot » à SANTES est une zone à dominante d'habitat. Sauf dispositions contraires, les dispositions de la zone UCa sont applicables à la zone UCz 7.

La zone UCz 8 de la Z.A.C. « Piste Clincke » à HALLUIN est une zone à dominante d'habitat. Sauf dispositions contraires, les dispositions de la zone UC sont applicables à la zone UCz 8. Sauf dispositions contraires, les dispositions de la zone UC sont applicables à la zone UCz 8.

La zone UCz 9 de la Z.A.C. « Auguste Blanqui » à HALLUIN est une zone à dominante d'habitat. Sauf dispositions contraires, les dispositions de la zone UC sont applicables à la zone UCz 9.

Les zones UCz 10 et UCz 11 de la Z.A.C. « Les Prés de Lys » à Wervicq-Sud sont des zones à dominante d'habitat. Sauf dispositions contraires, les dispositions de la zone UCa sont applicables aux zones UCz 10 et UCz 11.

Dans la zone UCa 0,30 du collège Schuman à Halluin, des dispositions particulières sont prévues à l'article 10 du règlement concernant la hauteur à l'égout des toitures.

Des secteurs peuvent se superposer aux zones UC :

- secteurs "i" de risque d'inondations,
- secteurs "n" où les sols sont pollués.

Les constructions autorisées dans cette zone peuvent bénéficier des dispositions favorisant la diversité de l'habitat ainsi que la performance énergétique et les énergies renouvelables:

En application de l'article L127-1 du code de l'urbanisme, la réalisation de programmes de logements comportant des logements locatifs sociaux peut faire l'objet d'une majoration du coefficient d'occupation des sols fixée à 20% dans le respect des dispositions des articles R 127-2 et R 127-3 du code de l'urbanisme,

En application de l'article L128-1 du code de l'urbanisme, les constructions satisfaisant à des critères de performance énergétique élevée ou alimentées à partir d'équipements performants de production d'énergie renouvelable ou de récupération peuvent faire l'objet d'une majoration du coefficient d'occupation des sols fixée à 20% dans le respect des dispositions de l'article R 111-21 du code de la construction et de l'habitation et de son arrêté d'application .

SECTION 1 - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL
ARTICLES 1 et 2 DES ZONES
U.C., U.C.z., U.C.-E1, U.C.-E1 bis, U.C.-F2 et U.C.-F3

ARTICLE 1 - TYPES D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DU SOL INTERDITS

I) DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES U.C. ET U.C.z.

Sont interdits :

- 1) Les types d'occupation ou d'utilisation du sol contraires au caractère de la zone tel que défini ci-dessus.
- 2) Le stationnement des caravanes, à l'exception des installations provisoires pour chantiers et foires, des installations prévues à l'article U.C. 2 paragraphe I)-B)-5) et 6), des aires spécialement aménagées pour l'accueil des gens du voyage, et du stationnement d'une caravane sur le terrain comportant la résidence de l'utilisateur.
- 3) L'ouverture de toute carrière.
- 4) Les stations-service sous immeuble occupé par des tiers ainsi qu'en sous-sol.
- 5) Les éoliennes, sauf celles autorisées à l'article 2.
- 6) Les dépôts de matériaux sur l'ensemble des berges des rivières, sauf dans le cadre de travaux d'aménagement programmés sur le domaine public fluvial.

II) DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE U.C.z.

A) Dans la zone UCz 1 de la Z.A.C. « Le Domaine de la Vallée » à BOUSBECQUE

Sont interdits :

- 1) Les lignes aériennes de quelque nature que ce soit, et tous branchements aériens.
- 2) Les dépôts de toute nature.

- 3) Les affouillements et exhaussements non liés à l'aménagement et à la réalisation des constructions et annexes.
- 4) Les établissements classés prévus par la loi 76.663 du 19 juillet 1976.
- 5) Les garages en sous-sol.

B) Dans la zone UCz 2 de la Z.A.C. « Les Pierres Bleues » à LINSELLES

Tout est interdit sauf ce qui est autorisé à l'article 2 paragraphe II)-B).

C) Dans la Z.A.C. « Domaine des Tilleuls » à COMINES

Tout est interdit sauf ce qui est autorisé à l'article 2 paragraphe II)-E).

D) Dans la zone UCz 9 de la Z.A.C. « Auguste Blanqui » à HALLUIN

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent.

E) Dans les zones UCz 10 et UCz 11 de la Z.A.C. « Les Prés de Lys » à WERVICQ-SUD

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent.

La disposition suivante s'ajoute : Les garages en sous-sol et les caves sont interdits.

III) DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES UC-E1, UC-E1 BIS, UC-F2 ET UC-F3 DE LA D.U.P. DES CHAMPS CAPTANTS

Sont interdits, en plus des dispositions des paragraphes I), II) et V) :

A) Dispositions communes, applicables aux zones UC-E1 et UC-E1 bis

- 1) Les forages et puits, sauf ceux nécessaires à l'extension ou aux études concernant le champ captant et à la surveillance de sa qualité.
- 2) L'ouverture et l'exploitation de carrières, ou d'excavations autres que les carrières.
- 3) Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes.
- 4) L'implantation d'ouvrages de transit des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées, à l'exclusion de ceux permettant l'assainissement des habitations existantes.
- 5) L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux.
- 6) Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature.
- 7) L'épandage ou l'infiltration des lisiers liquides et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle.
- 8) L'épandage de sous-produits urbains et industriels (boues de stations d'épurations, matières de vidanges...).
- 9) L'implantation de nouveaux bâtiments d'élevage.
- 10) Le camping et le caravanage.
- 11) La création et l'agrandissement de cimetière.
- 12) La création d'infrastructures routières de grand transit.
- 13) La création de plans d'eau, à l'exception des ouvrages de rétention des eaux pluviales.

B) Dispositions applicables aux zones UC-E1

L'installation de dépôts d'ordures ménagères ou industrielles, d'immondices, de détritiques, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux.

C) Dispositions applicables aux zones UC-E1 bis

- 1) Les dépôts de tous types, y compris de matériaux inertes.
- 2) La modification des voies de communication existantes (linéaire ou ponctuelle, redressement de virage).
- 3) La réalisation d'ouvrage d'infiltration des eaux pluviales en provenance de routes ou de surfaces aménagées.

D) Dispositions applicables aux zones UC-F2

- 1) Les forages et puits, sauf ceux nécessaires à l'extension ou aux études concernant le champ captant et à la surveillance de sa qualité.
- 2) L'ouverture et l'exploitation de carrières, ou d'excavations autres que les carrières.
- 3) L'installation de dépôts d'ordures ménagères ou industrielles, d'immondices, de détritiques, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux.
- 4) L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux.
- 5) L'épandage ou l'infiltration des lisiers liquides et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle.
- 8) La création de plans d'eau, à l'exception des ouvrages de rétention des eaux pluviales.

E) Dispositions applicables aux zones UC-F3

- 1) A WAVRIN, les forages et puits, à plus de 10 mètres de profondeur, sauf ceux nécessaires à l'extension ou aux études concernant le champ captant et à la surveillance de sa qualité.
- 2) En dehors de WAVRIN, les forages et puits, sauf ceux nécessaires à l'extension ou aux études concernant le champ captant et à la surveillance de sa qualité
- 3) A WAVRIN, l'ouverture et l'exploitation de carrières, ou d'excavations autres que les carrières à plus de 10 mètres de profondeur.
- 4) A SECLIN, l'ouverture et l'exploitation de carrières, ou d'excavations autres que les carrières à plus de 2,50 mètres de profondeur.

IV) DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SECTEURS S1 ET S3 DU P.I.G. DES CHAMPS CAPTANTS

A) Dispositions applicables aux secteurs S1

Sont interdits, en plus de ce qui l'est aux paragraphes I), II) et V) :

- L'ouverture de toute carrière,
- les dépôts souterrains enterrés de produits chimiques,
- les puits et forages (à l'exception de ceux liés à l'exploitation des captages d'eau potable),
- les ouvrages souterrains de transport d'hydrocarbures et de produits chimiques.

B) Dispositions applicables aux secteurs S3

Sont interdits les puits et forages de plus de dix mètres de profondeur, à l'exception de ceux nécessaires à la surveillance et à la restructuration du champ captant.

V) DISPOSITIONS RELATIVES A L'INVENTAIRE DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL ET PAYSAGER

1) Dispositions générales

Sont interdits tous travaux dans le rayon de 15 mètres autour d'un "élément de patrimoine végétal à protéger", figuré dans les fiches I.P.A.P, sauf :

- les affouillements indispensables à la réalisation de dessertes par les réseaux,
- les travaux d'aménagement de l'espace public strictement nécessaires et dans la mesure où ils ne nuisent pas à la survie des "éléments de patrimoine végétal à protéger" et n'altèrent pas leur qualité sanitaire.

2) Pour les becques

Sont interdits à moins de respecter les conditions fixées à l'article 2 paragraphe VI)-2)-a) :

- le busage intégral d'une "becque à protéger".
- toute nouvelle construction et extension de construction existante situées à moins de 10 mètres des berges d'une "becque à protéger".

ARTICLE 2 - TYPES D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DU SOL SOUMIS A DES CONDITIONS PARTICULIERES

I) DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE U.C.

A) Conditions liées à la longueur de front à rue de l'unité foncière

1) Pour être constructible, toute unité foncière doit être riveraine d'une voie publique ou privée sur une longueur égale ou supérieure à 5 mètres. Cette règle ne s'applique pas aux travaux effectués sur des constructions existantes, ni à la construction des bâtiments nécessaires aux installations d'Electricité de France.

Dans les lotissements et opérations groupées telles que définies en annexe documentaire, les unités foncières issues de la division doivent présenter une longueur riveraine de la voie publique ou privée, existante ou créée dans le cadre de l'opération, supérieure à 5 mètres, ou avoir leur plus petite dimension égale ou supérieure à 5 mètres.

2) Toutefois, dans le cas de "dent creuse" telle que définie en annexe documentaire, les constructions et reconstructions peuvent être autorisées sur des unités foncières riveraines d'une voie publique ou privée sur une longueur inférieure à 5 mètres.

3) Toute unité foncière située à l'angle de deux voies et dont la plus grande dimension est égale ou inférieure à 15 mètres est considérée comme une "dent creuse" si elle répond aux conditions définies en annexe documentaire.

4) Toute unité foncière située en arrière-plan, et raccordée à la voie publique ou privée par un accès automobile dans les conditions fixées à l'article U.C. 3, doit avoir sa plus petite dimension égale ou supérieure à 5 mètres (voir en annexe documentaire le schéma sur la notion d'arrière-plan).

5) Si la surface ou la configuration d'une unité foncière est de nature à compromettre l'aspect ou l'économie de la construction à y édifier, ou la bonne utilisation des unités foncières voisines, le permis de construire peut être refusé ou subordonné à un remembrement préalable.

B) Autres conditions

1) La création d'établissements à usage commercial d'une surface inférieure à 2.000 m² comportant ou non des installations classées pour la protection de l'environnement, sous réserve qu'ils satisfassent à la législation en vigueur et que l'activité considérée corresponde à des besoins liés au caractère de la zone.

2) Dans les jardins familiaux repris au plan sous une trame JF ne sont autorisés que les abris de jardin.

3) Sur les terrains cultivés repris au plan sous une trame vvv ne sont autorisés que les serres, les travaux confortatifs sur les bâtiments existants et les reconstructions après sinistres.

4) Les établissements à usage d'activité, comportant ou non des installations classées pour la protection de l'environnement, sont autorisés sous réserve qu'ils satisfassent à la législation en vigueur.

5) Le stationnement de 1 à 5 caravanes (selon les normes nationales actuelles) est autorisé pendant moins de 3 mois continus, sous réserve d'une part qu'il soit limité aux parcelles supportant ou jouxtant un bâtiment existant alimenté en eau potable, équipé pour l'évacuation des eaux usées et des eaux vannes et pour l'entreposage des déchets, et d'autre part d'une surface minimale de 100 m² par emplacement et d'une intégration végétale et paysagère.

6) Le campement à la ferme dans la limite maximale de vingt campeurs ou de six abris de campement (selon les normes nationales actuelles).

7) Les dépôts à l'air sont autorisés sous réserve du respect de la législation en vigueur et d'être obligatoirement ceinturés de plantations denses et de haute tige, afin de les rendre totalement invisibles. Il peut en outre être imposé l'édification d'une clôture de haie vive ou à claire-voie.

8) Les dispositions du présent règlement ne font pas obstacle à la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit par un sinistre dès lors qu'il a été régulièrement édifié.

9) Dans les secteurs affectés au domaine public ferroviaire repérés au plan, sont seules autorisées les constructions et installations nécessaires au fonctionnement du service public ferroviaire.

10) Dans les secteurs de prescriptions spéciales d'une largeur de 70 mètres comptés à partir de l'axe de la voie repérés au plan, ne sont admises que les constructions à usage autre que d'habitation ou de bureau.

11) Les éoliennes correspondant aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernés sont autorisées dans la limite des conditions posées à l'article L111-6-2 du code de l'urbanisme (issu de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010, art 12). Ces dispositifs devront garantir une intégration architecturale et paysagère dans le bâti existant et dans le milieu environnant.

Leur implantation est réglementée comme précisée ci-après :

- implantation sur construction :

En toiture, l'implantation des éoliennes est autorisée sous réserve du respect des dispositions de l'article 10 du présent règlement concernant les « ouvrages techniques »,

En façade, l'implantation des éoliennes est autorisée sous réserve du respect du règlement général de voirie communautaire,

- implantation sur le terrain sans prendre appui sur une construction:

L'implantation des éoliennes est autorisée sous réserve du respect d'un recul par rapport aux limites séparatives et par rapport aux voies et emprises publiques, au moins égal à la hauteur du dispositif, pales incluses, dans le respect des autres règles du PLU.

Les dispositifs favorisant la retenue des eaux pluviales sont autorisés.

En toiture, l'implantation des dispositifs de production d'énergie renouvelable à partir de rayonnement solaire est autorisée sous réserve du respect des dispositions de l'article 10 du présent règlement concernant les « ouvrages techniques ».

II) DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE U.C.z.

A) Dans la zone UCz 1 de la Z.A.C. « Le Domaine de la Vallée » à BOUSBECQUE

- 1) Pour être constructible, toute unité foncière doit présenter une largeur minimum de :
- 8 mètres pour les locatifs,
 - 10 mètres pour les logements jumelés en accession,
 - 12 mètres pour les logements individuels en accession.

Pour les parcelles situées en retrait des voies et desservies par des accès privatifs de 4 mètres de large, la largeur de l'unité foncière prise en compte est celle mesurée en fin d'accès.

La largeur de façade à rue ne peut pas être inférieure à 4 mètres.

- 2) L'habitat est autorisé sous forme :
- de logements individuels isolés,
 - de logements individuels mitoyens par groupe de 5 maximum,
 - de logements collectifs, avec un maximum de 5 logements par entrée.

3) Les activités compatibles avec le caractère de la zone (professions libérales), sont autorisées si elles viennent en complément des surfaces affectées à la résidence principale de l'utilisateur dans le respect résidentiel de la zone.

4) En dehors des emprises des constructions peuvent s'implanter des services et équipements publics (EDF-GDF-Câbles) respectant les dispositions de l'article 1.

B) Dans la zone UCz 2 de la Z.A.C. « Les Pierres Bleues » à LINSELLES

- 1) Seules sont autorisées les occupations et utilisations suivantes :
- l'habitat sous forme de logements individuels isolés ou groupés, de logements collectifs,
 - les activités compatibles avec le caractère de la zone si elles constituent une occupation mixte habitat-activité (professions libérales) dans le respect du caractère résidentiel du secteur,
 - les équipements médicaux et para-médicaux.

2) Pour être constructible, toute unité foncière doit être riveraine d'une voie publique ou privée sur une longueur égale ou supérieure à 4 mètres.

De plus, les parcelles devront présenter une largeur minimum de :

- 8 mètres pour les locatifs,
- 10 mètres pour les logements groupés en accession,
- 12 mètres pour les logements individuels en accession,

Pour les parcelles situées en retrait des voies et desservies par des accès privatifs de 4 mètres de large, la largeur de parcelle prise en compte est celle mesurée en fin d'accès.

La construction de bâtiments nécessaires à EDF est autorisée quelque soit la dimension du terrain. Un poste de distribution EDF sera construit en maçonnerie de briques et couvert d'une toiture en tuiles.

C) Dans la zone UCz 3 de la Z.A.C. « Le Ghermanez » à EMMERIN

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent.

D) Dans la zone UCz 4 de la Z.A.C. « Les Jardins de Floriade » à QUESNOY-SUR-DEULE

Dans la zone UCz 4 les dispositions du paragraphe I) s'appliquent sous réserve pour les activités de type artisanal et de services d'être sans nuisances.

E) Dans la Z.A.C. « Domaine des Tilleuls » à COMINES

1) Pour être constructible, toute unité foncière doit comporter une largeur de façade minimum de 15 mètres en UCz 5 et de 8 mètres en UCz 6.

- La construction des bâtiments nécessaires à E.D.F. est autorisée quelque soit la dimension du terrain.

2) Seules sont autorisées les occupations du sol suivantes :

- l'habitat sous forme de logements individuels isolés ou jumelés,
- les activités compatibles avec le caractère de la zone si elles constituent une occupation mixte habitat-activité (professions libérales) dans le respect du caractère résidentiel du secteur.

F) Dans la zone UCz 7 de la Z.A.C. « Les Jardins du Blanc Balot » à SANTES

Dans la zone UCz 7 les dispositions du paragraphe I) s'appliquent sous réserve pour les activités de type artisanal et de services d'être sans nuisances.

G) Dans la zone UCz 8 de la Z.A.C. « Piste Clincke » à HALLUIN

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent.

H) Dans la zone UCz 9 de la Z.A.C. « Auguste Blanqui » à HALLUIN

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent.

I) Dans les zones UCz 10 et UCz 11 de la Z.A.C. « Les Prés de Lys » à WERVICQ-SUD

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent à l'exception du paragraphe I)-B)-7) relatif aux dépôts à l'air libre.

III) DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES UC-E1, UC-E1 BIS, UC-F2 ET UC-F3 DE LA D.U.P. DES CHAMPS CAPTANTS

Les dispositions des paragraphes I), II), V) et VI) s'appliquent.

De plus, sont autorisés :

A) Dispositions communes, applicables aux zones UC-E1, UC-E1 bis et UC-F2

Pour les bâtiments agricoles :

- les constructions nouvelles à moins de 100 mètres du bâtiment principal de l'exploitation ou les extensions des bâtiments agricoles existant à la date de l'arrêté approuvant la DUP de protection des champs captants du sud de Lille, si ces constructions sont nécessaires à la mise en conformité avec les prescriptions du règlement sanitaire départemental ou avec celles du code de l'environnement relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement, et sous réserve que le radier soit étanche, que le recueil des déjections animales soit assuré par une fosse étanche et que l'assainissement de l'ensemble de la nouvelle installation soit conforme à la réglementation (assainissement collectif ou non collectif).

- les extensions non liées aux dits travaux de mise en conformité, dans la limite de 25% de la surface totale des bâtiments existants à la date de l'arrêté approuvant la DUP de protection des champs captants du sud de Lille, sous réserve que le radier soit étanche et que le recueil des déjections animales soit assuré par une fosse étanche et que l'assainissement de l'ensemble de la nouvelle installation soit conforme à la réglementation (assainissement collectif ou non collectif).

B) Dans les zones UC-E1

1) La modification de voies de communication existantes, sous réserve de l'emploi de matériaux non susceptibles d'altérer la qualité des eaux superficielles et souterraines et sous réserve de la mise en place de dispositif de collecte et de rétention des produits répandus lors de déversements accidentels, en vue de la protection des eaux superficielles et souterraines.

2) Le défrichement, sous réserve de la création d'un boisement compensatoire d'une surface équivalente et dans le périmètre de vulnérabilité totale.

3) La réalisation d'ouvrages d'infiltration des eaux pluviales en provenance de routes ou de surfaces imperméabilisées, sous réserve qu'ils comprennent un dispositif de rétention des hydrocarbures et des matières en suspension et un dispositif de collecte et de rétention des produits répandus lors d'un déversement accidentel de véhicule.

4) Les voies tertiaires.

C) Dans les zones UC-E1 bis

Le défrichement, sous réserve de la création d'un boisement compensatoire d'une surface équivalente et dans le périmètre de vulnérabilité totale.

D) Dans les zones UC-F2

1) Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes, à condition de n'utiliser que des matériaux inertes.

2) L'implantation d'ouvrages de transit des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées, sous réserve de dispositifs étanches.

3) Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature. Les cuves de stockage d'hydrocarbures doivent respecter strictement la législation en vigueur (double enveloppe et système de détection de fuites).

4) Le camping et le caravanage, sous réserve que l'assainissement de l'installation soit conforme au zonage d'assainissement.

5) La modification de voies de communication existantes, sous réserve de l'emploi de matériaux non susceptibles d'altérer la qualité des eaux superficielles et souterraines et sous réserve de la mise en place de dispositif de collecte et de rétention des produits répandus lors de déversements accidentels, en vue de la protection des eaux superficielles et souterraines.

6) A WAVRIN, la création d'infrastructures routières de grand transit, sous réserve de l'emploi de matériaux non susceptibles d'altérer la qualité des eaux superficielles et souterraines et sous réserve de la mise en place de dispositif de collecte et de rétention des produits répandus lors de déversements accidentels en vue de la protection des eaux superficielles et souterraines.

7) A WAVRIN, la création de zone industrielle, sous réserve du respect de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et sous réserve d'un système d'assainissement de l'ensemble de la nouvelle installation conforme à la réglementation existante.

8) Le défrichement, sous réserve de la création d'un boisement compensatoire d'une surface équivalente et dans le périmètre de protection rapprochée.

9) La réalisation d'ouvrages d'infiltration des eaux pluviales en provenance de routes ou de surfaces aménagées, sous réserve qu'ils comprennent un dispositif de rétention des hydrocarbures et des matières en suspension et un dispositif de collecte et de rétention des produits répandus lors d'un déversement accidentel de véhicule.

10) Les voies tertiaires.

IV) DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SECTEURS S1 ET S2 DU P.I.G. DES CHAMPS CAPTANTS

Les dispositions des paragraphes I), II), V) et VI) s'appliquent sous réserve de respecter les prescriptions suivantes :

A) Dispositions communes, applicables aux secteurs S1 et S2

Sont autorisés :

- Les remblaiements à condition d'être réalisés avec des matériaux inertes ou dont la composition chimique n'est pas de nature à polluer les eaux.
- Les nouveaux axes routiers ne seront autorisés qu'à condition d'être réalisés avec des matériaux aptes à ne pas polluer la qualité des eaux souterraines et sous réserve que :
 - la collecte des eaux de plates-formes routières sera réalisée de manière à ne pas avoir d'impacte négatif sur la nappe de la craie ;
 - un système de confinement permettra de collecter les polluants liquides toxiques pour l'eau en cas de déversement accidentel ;
- Les ouvrages constitutifs des réseaux d'assainissement sont admis à condition d'être réalisés avec des matériaux susceptibles de ne pas altérer la qualité des eaux souterraines, d'être installés à l'abri des chocs et de donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou physico-chimiques.

B) Dispositions applicables aux secteurs S1

Peuvent être admis :

- les établissements à usage d'activités comportant des dépôts aériens d'hydrocarbures et de produits liquides susceptibles de polluer les eaux souterraines dans la mesure où les aires de stockage, de remplissage et de soutirage seront conçues et aménagées de telle sorte qu'à la suite d'un incident ou d'un incendie, les produits répandus ne puissent pas se propager ou polluer les eaux souterraines.
- les établissements à usage d'activités comportant des dépôts aériens de produits chimiques, organiques ou minéraux de nature à polluer les eaux à la suite d'un incident, d'un incendie ou d'une inondation dans la mesure où les aires de stockage et de mise en œuvre de ces produits seront aménagées de telle sorte que les liquides en contact avec ces dépôts ne puissent pas se propager et polluer les eaux souterraines.
- les dépôts souterrains d'hydrocarbures seront admis sous réserve qu'ils soient conçus et aménagés de telle sorte qu'à la suite d'un incident ou d'un incendie, les produits répandus ne puissent pas se propager ou polluer les eaux souterraines.

C) Dispositions applicables aux secteurs S2

Peuvent être admis :

- les établissements à usage d'activités comportant des dépôts, aériens ou en fosse, d'hydrocarbures et de produits liquides susceptibles de polluer les eaux souterraines dans la mesure où les aires de stockage, de remplissage et de soutirage seront conçues et aménagées de telle sorte qu'à la suite d'un incident ou d'un incendie, les produits répandus ne puissent pas se propager ou polluer les eaux souterraines.
- les établissements à usage d'activités comportant des dépôts, aériens ou en fosse, de produits chimiques, organiques ou minéraux de nature à polluer les eaux à la suite d'un incident, d'un incendie ou d'une inondation dans la mesure où les aires de stockages et de mise en œuvre de ces produits seront aménagées de telle sorte que les liquides en contact avec ces dépôts ne puissent pas se propager et polluer les eaux souterraines.
- les dépôts souterrains d'hydrocarbures seront admis sous réserve qu'ils soient conçus et aménagés de telle sorte qu'à la suite d'un incident ou d'un incendie, les produits répandus ne puissent pas se propager ou polluer les eaux souterraines.

V) CONDITIONS LIEES A DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

A) Risques naturels

Dans les secteurs de risque d'inondations repérés au plan par l'indice "I" :

1) Toute construction nouvelle doit respecter les dispositions suivantes :

- La sécurité des occupants et des biens doit être assurée ;
- Le premier niveau de plancher des constructions doit être situé à plus de 0,50 mètre au-dessus du niveau des plus hautes eaux de référence ;
- Le niveau des postes vitaux tels que l'électricité, le gaz, l'eau, la chaufferie, le téléphone et les cages d'ascenseurs doit être situé à 1 mètre au-dessus du niveau des plus hautes eaux de référence ;
- La surface imperméable maximum doit être inférieure à 20 % de la surface de l'unité foncière ;
- Les caves et les sous-sols sont strictement interdits.

2) L'extension des bâtiments existants est autorisée sous réserve que la sécurité des personnes et des biens soit assurée dans la limite de :
- 20 % d'imperméabilisation de l'unité foncière + 30 m² d'emprise au sol pour les constructions à usage d'habitation (annexes et dépendances comprises) ;
- 20 % d'imperméabilisation de l'unité foncière + 30 % de l'emprise au sol des bâtiments existants à usage d'activité économique ou de service.

3) Les changements de destination des habitations existantes sont autorisés à condition qu'ils n'entraînent pas une présence accrue en zone inondable.

B) Risques technologiques

Dans les secteurs de sols pollués repérés au plan par l'indice "n", le pétitionnaire de tout projet de construction ou installation doit faire la preuve que le type d'occupation des sols prévu est compatible avec la pollution résiduelle du sol.

VI) DISPOSITIONS RELATIVES A L'INVENTAIRE DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL ET PAYSAGER

1) Dispositions générales

Sont autorisés les travaux visant à améliorer le confort ou la solidité, l'extension, le changement de destination ainsi que les travaux de gestion, de rénovation ou de remise en état d'un "élément de patrimoine architectural à protéger" dans la mesure où ils ne portent pas atteinte à la cohérence architecturale et à la perception générale de cet élément, et dans la mesure où ils contribuent à restituer une des composantes d'origine de cet élément.

2) Dispositions relatives à certains éléments

a) Pour les becques, sont autorisés :

Le busage d'une "becque à protéger" dans la mesure où il est strictement indispensable à la réalisation d'un accès ou d'un passage.

Les exhaussements, affouillements et travaux de gestion du cours d'eau réalisés à moins de 10 mètres des berges d'une "becque à protéger", dans la mesure où ils ne portent pas atteinte à la qualité sanitaire de la végétation environnante et ne l'altèrent pas.

b) Pour les mares et étangs

Sont autorisés les exhaussements et affouillements dans la mesure où ils sont strictement indispensables à la gestion et l'entretien des mares et étangs.

c) Pour les forts

A l'intérieur des limites parcellaires des "forts à protéger", sont autorisés les affouillements sous réserve qu'ils soient strictement nécessaires à leur mise en valeur ou qu'ils permettent de révéler des parties de fortification dissimulées ou ensevelies.

d) Pour les chemins et promenades

A condition de ne pas interrompre la continuité des "chemins et promenades", de ne pas altérer la qualité du pavage existant ou d'être suivis d'une remise en état de celui-ci, sont autorisés :

- les travaux d'amélioration, de restauration ou de réfection ;
- les exhaussements et affouillements indispensables à la desserte par les réseaux.

e) Pour les petits édifices religieux entourés d'arbres

Ne sont autorisées que les nouvelles constructions observant un recul au moins égal à la hauteur à l'âge adulte de l'arbre le plus proche d'un "petit édifice religieux" sans pouvoir être inférieur à 30 mètres, mesuré à partir de tout point de cet arbre.

SECTION 2 - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL ARTICLES 3 à 13 DES ZONES U.C., U.C.z., U.C.-E1, U.C.-E1 bis, U.C.-F2 et U.C.-F3

ARTICLE 3 - DESSERTE PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES, ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

Conformément à l'article R.421-15 du code de l'urbanisme, lorsque la délivrance du permis de construire a pour effet la création ou la modification d'un accès à une voie publique, l'autorité ou le service chargé de l'instruction de la demande consulte l'autorité ou le service gestionnaire de cette voie.

I) DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES U.C. ET U.C.z.

A) Accès

1) Définition

L'accès est la portion franchissable de la limite séparant l'unité foncière, sur laquelle est projetée une opération, de la voie d'accès ou de desserte publique ou privée ouverte à la circulation. Dans le cas d'une servitude de passage sur fonds voisin, l'accès est constitué par le débouché sur la voie.

2) Configuration

- a) Les accès doivent être en nombre limité, localisés et configurés en tenant compte des critères suivants :
- la topographie et morphologie des lieux dans lesquels s'insère la construction;
 - la nature des voies sur lesquelles les accès sont susceptibles d'être aménagés afin de préserver la sécurité des personnes (visibilité, vitesse sur voie, intensité du trafic...);
 - le type de trafic engendré par la construction (fréquence journalière et nombres de véhicules accédant à la construction, type de véhicules concernés...);
 - les conditions permettant l'entrée et la sortie des véhicules dans le terrain sans manœuvre sur la voie de desserte.
- b) Pour être constructible, un terrain doit comporter un accès automobile à une voie publique ou privée, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur fonds voisin ou éventuellement obtenu par l'application de l'article 682 du code civil relatif aux terrains enclavés (reproduit en annexe documentaire). L'accès doit répondre à l'importance et à la destination de la construction ou de l'ensemble des constructions qui y sont édifiés ou dont l'édification est demandée.
- c) Les caractéristiques des accès des constructions nouvelles doivent permettre de satisfaire aux règles minimales de desserte et de sécurité, défense contre l'incendie, protection des piétons, enlèvement des ordures ménagères, etc. Le permis de construire peut être refusé ou soumis à des conditions spéciales, conformément aux dispositions de l'article R.111-4 du code de l'urbanisme rappelé dans les dispositions générales du présent règlement.
- d) Dans les périmètres de valorisation des axes lourds de transport en commun repérés au plan, l'accès à l'unité foncière doit être aménagé de manière à la raccorder au plus près de l'entrée d'une station de métro, de tramway ou d'une gare, sauf impossibilité technique.
- e) La desserte des postes de distribution d'hydrocarbure doit être assurée en dehors de la voie publique.

B) Voies d'accès et de desserte

1) Les terrains doivent être desservis par des voies publiques ou privées répondant à l'importance et à la destination de la construction ou de l'ensemble des constructions qui y sont édifiés ou dont l'édification est demandée.

Les dispositions régissant le classement dans le domaine public communautaire sont fixées par le règlement général de voirie de la communauté urbaine.

2) Le schéma de la voirie, partie intégrante des espaces extérieurs de toute opération, doit être structuré. Il présente, inclus dans l'unité foncière considérée, un ensemble de voies hiérarchisées dont le dimensionnement est adapté à la polyvalence des fonctions et usages à assurer. Aucune voie automobile nouvelle d'intérêt privé ne doit avoir une emprise inférieure à 5 mètres. De même aucune voie automobile nouvelle d'intérêt public notamment en raison de ses fonctions urbaines, ne peut avoir une emprise inférieure à 9 mètres.

3) Les voies en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale, afin de permettre aux véhicules de faire aisément demi-tour.

Lorsque l'impasse est située en limite du périmètre urbanisable, il doit être réservé la possibilité de prolonger ultérieurement la voie sans occasionner de destruction.

4) Dans les périmètres de valorisation des axes lourds de transport en commun repérés au plan, les voiries réalisées dans le cadre d'une autorisation de lotir ou de construire doivent être aménagées pour permettre une desserte, notamment piétonnière et cyclable, au plus près de l'entrée d'une station de métro, de tramway ou d'une gare, sauf impossibilité technique.

II) DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE U.C.z.

A) Dans la zone UCz 1 de la Z.A.C. « Le Domaine de la Vallée » à BOUSBECQUE

Les voies intérieures à créer doivent être librement ouvertes à la circulation publique.

B) Dans la zone UCz 2 de la Z.A.C. « Les Pierres Bleues » à LINSELLES

Le point d'accroche du réseau des voies internes au secteur est indiqué au plan.

Aucun autre accès sur la RD 9 (route de Hautevalle) n'est autorisé. Les constructions pourront avoir un accès direct sur la voirie principale de l'opération ou être reliées à la voirie principale par un réseau de voies internes.

C) Dans la zone UCz 4 de la Z.A.C. « Les Jardins de Floriade » à QUESNOY-SUR-DEULE

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent.

La disposition suivante s'ajoute : les voies d'intérêts privées en impasse dont la longueur n'excède pas 50 mètres ou desservant au plus 6 lots sont dispensées d'aire de retournement. Leur emprise minimale est de 5 mètres.

D) Dans la Z.A.C. « Domaine des Tilleuls » à COMINES

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent.

E) Dans la zone UCz 7 de la Z.A.C. « Les Jardins du Blanc Balot » à SANTES

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent.

La disposition suivante s'ajoute : les voies d'intérêts privées en impasse dont la longueur n'excède pas 50 mètres ou desservant au plus 6 lots sont dispensées d'aire de retournement. Leur emprise minimale est de 5 mètres.

F) Dans la zone UCz 8 de la Z.A.C. « Piste Clincke » à HALLUIN

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent.

La disposition suivante s'ajoute : aucun accès direct n'est autorisé sur la RN 17.

G) Dans la zone UCz 9 de la Z.A.C. « Auguste Blanqui » à HALLUIN

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent.

H) Dans les zones UCz 10 et UCz 11 de la Z.A.C. « Les Prés de Lys » à WERVICQ-SUD

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent.

III) DISPOSITIONS RELATIVES A L'INVENTAIRE DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL ET PAYSAGER

Les caractéristiques des voies et accès doivent être telles que le segment à buser d'une "becque à protéger" soit le moindre.

ARTICLE 4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

I) DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE U.C.

A) Eau

Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée au réseau public d'eau potable.

B) Assainissement

1) Eaux usées

Il doit être tenu compte du règlement d'assainissement de la communauté urbaine.

Sur l'unité foncière, la séparation des eaux usées et des eaux pluviales est obligatoire pour toutes les constructions neuves et cela sur l'ensemble du territoire communautaire.

Toutes eaux usées domestiques et assimilées doivent être évacuées sans aucune stagnation par des canalisations souterraines raccordées au réseau collectif d'assainissement, en respectant les caractéristiques de ce réseau, ou grâce à un dispositif d'assainissement non collectif conforme (pour les constructions situées en zonage d'assainissement non collectif).

Dans le cas d'une situation en zonage collectif, tout projet d'assainissement doit être conforme à l'article 32 du règlement d'assainissement communautaire, concernant la protection contre le reflux des eaux d'égout.

Dans le cas d'un assainissement non collectif, le pétitionnaire doit suivre les prescriptions relatives au règlement d'assainissement communautaire dans sa partie assainissement non collectif (chapitre III).

Toute construction déversant des eaux usées domestiques ou assimilées, située en zonage d'assainissement collectif, se soumet à l'article L.1331-1 du code de la santé publique.

Est obligatoire, dans le délai de deux ans à compter de la mise en service de l'égout, le raccordement des immeubles d'habitation et assimilés aux égouts disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès directement ou par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage.

A la mise en service d'un égout public destiné à recevoir les eaux usées domestiques sans aucun traitement préalable, les dispositifs d'assainissement individuels existants sont supprimés (article L.1331-5 du code de la santé publique).

En l'absence de réseau collectif d'assainissement, et sous réserve de l'agrément des services compétents, les eaux et matières usées doivent être dirigées vers des dispositifs de traitement (conformément aux prescriptions de l'arrêté du 6 mai 1996 modifié sur les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif et de la circulaire interministérielle n°97-49 du 22 mai 1997 relative à l'assainissement non collectif) et évacuées conformément aux exigences des textes réglementaires. Toutes dispositions doivent être prises pour permettre le raccordement au réseau lorsque celui-ci sera réalisé.

Conformément à l'article L.1331-10 du code de la santé publique, le raccordement au réseau public des établissements déversant des eaux industrielles n'est pas obligatoire. Toutefois, les eaux industrielles peuvent, sous condition, être rejetées au réseau public d'assainissement pour être traitées dans une station d'épuration communautaire. Elles doivent pour cela satisfaire au règlement d'assainissement communautaire.

2) Eaux pluviales

Dans les zones UC-E1 bis, la réalisation d'ouvrages d'infiltration des eaux pluviales en provenance de routes ou de surfaces imperméabilisées est interdite.

L'infiltration sur l'unité foncière doit être la première solution recherchée pour l'évacuation des eaux pluviales recueillies sur l'unité foncière.

Si l'infiltration est insuffisante, le rejet de l'excédent non infiltrable sera dirigé de préférence vers le milieu naturel.

L'excédent d'eau pluviale n'ayant pu être infiltré ou rejeté au milieu naturel est soumis à des limitations avant rejet au réseau d'assainissement communautaire.

Sont concernés par ce qui suit :

- toutes les opérations dont la surface imperméabilisée est supérieure à 400 m² (voirie et parking compris). En cas de permis groupé ou de lotissement, c'est la surface totale imperméabilisée de l'opération qui est comptabilisée.

- tous les cas d'extension modifiant le régime des eaux : opérations augmentant la surface imperméabilisée existante de plus de 20%, parking et voirie compris.

- tous les cas de reconversion - réhabilitation dont la surface imperméabilisée est supérieure à 400 m² : le rejet doit se baser sur l'état initial naturel du site. La surface imperméabilisée considérée est également celle de l'opération globale. Le volume à tamponner est alors la différence entre le ruissellement de l'état initial naturel du site et le volume ruisselé issu de l'urbanisation nouvelle (une étude de sol sera demandée pour déterminer l'état initial naturel du site).

- tous les parkings de plus de 10 emplacements.

Sur l'ensemble du territoire communautaire, le débit de fuite maximal à la parcelle est fixé à 2 litres par hectare et par seconde.

Pour les opérations définies ci-dessus de surface inférieure à 2 hectares, le débit de fuite est forfaitairement fixé à 4 litres par seconde.

En l'absence de réseau ou en cas de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales, et éventuellement ceux visant à la limitation des débits évacués de l'unité foncière, sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

L'évacuation des eaux et matières usées dans les fossés ou les réseaux pluviaux est interdite.

C) Réseaux divers

Les réseaux divers de distribution (eau potable, gaz, électricité, téléphone, etc.) doivent être souterrains. Leur pose en galerie technique peut être prescrite pour des opérations importantes. Eventuellement, les câbles peuvent être suspendus aux façades des immeubles. Ces prescriptions ne sont pas imposées en cas de simples poses ou renforcement de câbles électriques, téléphoniques ou de télédistribution en dehors de toute demande d'autorisation de lotir ou de construire.

Pour la desserte en électricité des lotissements et des "opérations groupées" les réseaux nouveaux de distribution de 1^{ère} catégorie doivent être souterrains. Leur pose en galerie technique peut être prescrite pour des opérations importantes.

Les travaux de renforcement de réseaux de distribution électrique existants de 1^{ère} catégorie peuvent être réalisés sur le même type de réseaux (aérien ou souterrain). Toutefois, selon l'importance des travaux de renforcement (remplacement des supports sur une distance assez importante) et si la continuité de la ligne le permet, les travaux de renforcement de lignes aériennes doivent être réalisés en souterrain.

II) DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE U.C.z.

En l'absence de dispositions réglementaires spécifiques applicables à une zone UCz, les dispositions générales du paragraphe I) s'appliquent.

Les dispositions spécifiques aux zones UCz sont susceptibles de faire l'objet d'adaptations afin de se conformer au règlement d'assainissement communautaire reprenant la législation en vigueur.

A) Dans la zone UCz 1 de la Z.A.C. « Le Domaine de la Vallée » à BOUSBECQUE

Les réseaux doivent de préférence être implantés dans les accotements des chaussées ou en piétonniers. Les branchements conformes aux réglementations en vigueur doivent être réalisés sous la forme de murets en maçonnerie de briques comprenant les coffrets EDF-GDF et la boîte aux lettres.

B) Dans la zone UCz 2 de la Z.A.C. « Les Pierres Bleues » à LINSELLES

Les réseaux divers de distribution doivent être souterrains. Leur pose en galerie technique peut être prescrite pour des opérations importantes.

C) Dans la zone UCz 3 de la Z.A.C. « Le Ghermanez » à EMMERIN

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent.

La disposition suivante s'ajoute : les eaux de toitures doivent être infiltrées à la parcelle.

D) Dans la zone UCz 4 de la Z.A.C. « Les Jardins de Floriade » à QUESNOY-SUR-DEULE

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent.

E) Dans la Z.A.C. « Domaine des Tilleuls » à COMINES

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent.

La disposition suivante s'ajoute : les réseaux divers de distribution doivent être mis en souterrain.

F) Dans la zone UCz 7 de la Z.A.C. « Les Jardins du Blanc Balot » à SANTES

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent.

G) Dans la zone UCz 8 de la Z.A.C. « Piste Clincke » à HALLUIN

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent.

H) Dans la zone UCz 9 de la Z.A.C. « Auguste Blanqui » à HALLUIN

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent.

I) Dans les zones UCz 10 et UCz 11 de la Z.A.C. « Les Prés de Lys » à WERVICQ-SUD

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent.

III) DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SECTEURS S1 ET S2 DU P.I.G. DES CHAMPS CAPTANTS

Les dispositions suivantes s'appliquent en plus de ce qui est prévu aux paragraphes I), II) et IV) :

- les réseaux de collecte des eaux vannes, usées ou par temps de pluie devront être réalisés en matériaux aptes à ne pas altérer la qualité des eaux souterraines,
- l'étanchéité des réseaux sera particulièrement soignée,
- le choix des matériaux devra prévoir la longévité la plus longue possible,
- l'évacuation des eaux usées se fera par raccordement au réseau public d'assainissement ; sauf dans les zones délimitées en assainissement non collectif.

IV) DISPOSITIONS RELATIVES A L'INVENTAIRE DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL ET PAYSAGER

Les travaux de desserte par les réseaux doivent être réalisés de telle sorte qu'ils ne nuisent pas à la survie des "éléments de patrimoine végétal à protéger" et n'altèrent pas leur qualité sanitaire.

ARTICLE 5 - SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Dans les zones d'assainissement non collectif reportées sur les plans d'assainissement collectif et non collectif qui constituent une annexe du P.L.U., les unités foncières doivent avoir une superficie d'au moins 700 m² dont une surface libre minimale disponible de 150 à 200 m² pour répondre aux filières d'assainissement autonome.

ARTICLE 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

I) DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE U.C.

1) Les règles d'implantation par rapport aux voies ne s'appliquent qu'aux constructions principales. Les constructions annexes peuvent être implantées en retrait.

2) Les constructions et installations doivent, pour la façade entière ou un segment d'une longueur minimale de 3 mètres, soit être édifiées à l'alignement ou à la limite de la voie privée (ou obéir à la marge de recul inscrite au plan), soit être édifiées en retrait de l'alignement ou de la limite de la voie privée (ou de la marge de recul inscrite au plan). Ce retrait ne peut être inférieur à 5 mètres.

Toutefois :

- ce retrait volontaire peut varier en fonction de la composition architecturale sous réserve que la construction s'intègre harmonieusement à l'ensemble urbain environnant.

- dans les secteurs de parc repérés au plan par l'indice SP, le retrait par rapport à un alignement peut varier afin d'assurer la protection du boisement.

c) dans le cas de "dent creuse", la limite d'implantation en façade à partir de celle de l'une des constructions voisines peut être imposée pour des raisons architecturales et esthétiques.

3) - Les garages des constructions à usage d'habitation individuelle, y compris dans les opérations groupées et les lotissements, doivent être implantés soit à l'alignement ou à la limite de la voie privée, soit en observant un retrait minimum de 5 mètres au rez-de-chaussée sauf lorsque l'esthétique et la forme urbaine environnante recommandent de les implanter à l'alignement ou à la limite de la voie privée. La distance de 5 mètres se mesure à partir du point de l'entrée du garage le plus proche de la voie.

- Pour les garages en sous-sol ou surélevés, individuels ou collectifs, il est imposé une aire de rétablissement en domaine privé, horizontale ou avec une pente de 2% maximum, sauf en cas d'impossibilité due à la disposition des lieux, dans des conditions telles que la sécurité des passants soit préservée (voir schéma en annexe documentaire).

4) La distance comptée entre l'aplomb d'un ouvrage tel que antenne, mât, pylône, enseigne, etc. et le viaduc, la trémie ou le passage au sol d'une ligne de métro existante ou déclarée d'utilité publique, doit être supérieure à la hauteur de cet ouvrage.

5) Les surplombs et saillies doivent respecter le règlement de voirie.

II) DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE U.C.z.

A) Dans la zone UCz 1 de la Z.A.C. « Le Domaine de la Vallée » à BOUSBECQUE

1) Les constructions doivent être implantées à 3 mètres au minimum de l'alignement et 5 mètres au minimum pour les garages.

2) En bordure de la RD 64, les constructions doivent respecter la marge de recul du plan.

B) Dans la zone UCz 2 de la Z.A.C. « Les Pierres Bleues » à LINSELLES

Les constructions doivent être implantées soit à l'alignement, soit à 3 mètres au minimum de l'alignement pour l'habitation principale et à 5 mètres minimum pour les entrées de garage.

De plus, les constructions doivent respecter la marge de recul de 30 mètres existante sur la RD 9.

C) Dans la zone UCz 3 de la Z.A.C. « Le Ghermanez » à EMMERIN

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent. Sous réserve au paragraphe I)-2) que si la profondeur de l'unité foncière est inférieure ou égale à 20 mètres, le retrait des constructions à usage d'habitation ne peut être inférieur à 3 mètres.

D) Dans la zone UCz 4 de la Z.A.C. « Les Jardins de Floriade » à QUESNOY-SUR-DEULE

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent.

E) Dans la Z.A.C. « Domaine des Tilleuls » à COMINES

Les constructions doivent être implantées à 3 mètres au minimum de l'alignement pour l'habitation principale et à 5 mètres minimum pour les entrées de garage. De plus, les constructions doivent respecter la marge de recul de 40 mètres existante sur la R.D. 945.

F) Dans la zone UCz 7 de la Z.A.C. « Les Jardins du Blanc Balot » à SANTES

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent. Sous réserve au paragraphe I)-2) que si la profondeur de l'unité foncière est inférieure ou égale à 20 mètres, le retrait des constructions à usage d'habitation ne peut être inférieur à 3 mètres.

G) Dans la zone UCz 8 de la Z.A.C. « Piste Clincke » à HALLUIN

Les constructions à usage d'habitation doivent être édifiées en retrait de l'alignement. Ce retrait ne peut être ni inférieur à 2 mètres ni supérieur à 7 mètres.

Pour les maisons situées à l'angle de deux voies, les murs pignons doivent respecter un retrait minimum de 3 mètres par rapport à la voie qui les longe.

Pour les garages, il est imposé un retrait minimum de 5 mètres à compter de l'alignement.

Les constructions à usage artisanal ou commercial doivent être édifiées en retrait de l'alignement. Ce retrait ne peut être inférieur à 10 mètres le long du chemin de Péruweltz.

Les constructions édifiées le long de la RN 17 doivent respecter un recul minimum par rapport à l'axe de celle-ci de 17 mètres pour les constructions à usage artisanal ou commercial et de 25 mètres pour les constructions à usage d'habitation.

H) Dans la zone UCz 9 de la Z.A.C. « Auguste Blanqui » à HALLUIN

Les constructions et installations doivent, pour la façade entière ou un segment d'une longueur minimale de 3 mètres, soit être édifiées à l'alignement ou à la limite de la voie privée (ou obéir à la marge de recul inscrite au plan), soit être édifiées à 5 mètres au minimum de l'alignement ou de la limite de la voie privée (ou de la marge de recul inscrite au plan).

Pour les maisons situées à l'angle de deux voies, les murs pignons doivent respecter un retrait minimum de 3 mètres par rapport à l'alignement ou à la limite de la voie privée qui les longe.

Les garages des constructions à usage d'habitation individuelle doivent être implantés soit à l'alignement ou à la limite de la voie privée, soit en observant un retrait minimum de 5 mètres au rez-de-chaussée sauf lorsque l'esthétique et la forme urbaine environnante recommandent de les implanter à l'alignement ou à la limite de la voie privée. La distance de 5 mètres se mesure à partir du point de l'entrée du garage le plus proche de la voie.

I) Dans les zones UCz 10 et UCz 11 de la Z.A.C. « Les Prés de Lys » à WERVICQ-SUD

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent.

III) DISPOSITIONS RELATIVES A L'INVENTAIRE DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL ET PAYSAGER

1) Dispositions générales

Les constructions nouvelles contiguës ou intégrées à un "élément de patrimoine architectural à protéger" doivent être implantées avec un retrait identique à celui observé par la construction de l'"élément de patrimoine architectural à protéger" la plus proche ou par l'ensemble de l'"élément de patrimoine architectural à protéger", sauf si la construction s'intègre harmonieusement à l'ensemble urbain environnant.

2) Dispositions relatives à certains éléments

a) Pour les arbres isolés et bouquets

Les nouvelles constructions, extensions aux abords d'un "arbre isolé ou bouquet à protéger" doivent respecter un retrait par rapport à l'alignement au moins égal à un rayon de 15 mètres autour de l'"arbre isolé ou bouquet à protéger".

b) Pour les alignements d'arbres à protéger

Les nouvelles constructions, extensions aux abords d'un "alignement d'arbres à protéger" doivent respecter un retrait par rapport à l'alignement au moins égal à un rayon de 15 mètres autour de l'"alignement d'arbres à protéger".

c) Pour les petits édifices religieux entourés d'arbres

Aux nouvelles constructions, extensions aux abords d'un "petit édifice religieux entouré d'arbres à protéger" doivent respecter une distance comptée horizontalement entre tout point du bâtiment au point de l'arbre d'un "petit édifice religieux entouré d'arbres à protéger" qui en est le plus rapproché au moins égale à la hauteur à l'âge adulte dudit arbre sans pouvoir être inférieure à 30 mètres.

ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES.

(voir les schémas en annexe documentaire)

I) DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE U.C.

A) Pour les constructions nouvelles et reconstructions

1) Tout point d'un bâtiment doit être :

- compris dans le gabarit délimité par un angle de 60° par rapport à l'horizontale à partir d'1 mètre de hauteur, sur les limites séparatives à compter du niveau du terrain naturel de l'unité foncière d'implantation (tel que défini à l'annexe documentaire) ou de celui de l'unité foncière inférieure si l'unité voisine est à un niveau différent.

- et à une distance du point le plus proche des limites séparatives au moins égale à 3 mètres. Les lucarnes ne sont pas concernées par le recul de 3 mètres (voir schéma en annexe documentaire).

2) Toutefois, et sous réserve de l'application des dispositions du présent règlement :

a) A l'intérieur d'une bande de quinze mètres de profondeur à compter de l'alignement de la voie publique ou de la limite de la voie privée qui dessert l'unité foncière (ou de la marge de recul inscrite au plan), ou de la limite de constructibilité figurant dans un arrêté de lotissement, ou de l'emplacement réservé d'infrastructure inscrit pour l'élargissement de la voie :

- Est autorisée la construction de bâtiments jouxtant une ou les limites séparatives latérales de l'unité foncière. Les toitures et superstructures doivent être comprises dans un gabarit à 60° par rapport à l'horizontale à partir de la ou des limites séparatives latérales concernées.

- Dans le cas d'unité foncière d'une profondeur égale ou inférieure à 15 mètres, la hauteur des constructions ne doit pas excéder 3,20 mètres sur la limite séparative non latérale. Au-dessus de cette hauteur et sur une distance horizontale de 3 mètres par rapport à la ou aux limites séparatives non latérales, les toitures et superstructures doivent être comprises dans un gabarit à 45° par rapport à l'horizontale à partir de la ou des limites séparatives concernées.

- Les constructions édifiées à l'intérieur d'une bande de 15 mètres de profondeur à compter de l'alignement d'une voie ou de la limite d'une voie privée, ou de la limite de constructibilité par rapport à une voie figurant dans un arrêté de lotissement, doivent respecter la règle relative aux constructions édifiées à l'extérieur de la bande de 15 mètres, lorsqu'elles sont contiguës à la limite séparative de l'"opération groupée" ou du lotissement dans lequel s'implantent ces constructions (un schéma explicatif de cette règle figure dans l'annexe documentaire).

b) Au-delà de cette bande de quinze mètres de profondeur :

- Est autorisée la construction de bâtiments jouxtant une ou plusieurs limites séparatives de l'unité foncière et dont la hauteur sur cette ou ces limites n'excède pas 3,20 mètres au-dessus du niveau naturel de l'unité foncière d'implantation (tel que défini à l'annexe documentaire) ou de celui de l'unité foncière inférieure si l'unité voisine est à un niveau différent. Au-dessus de cette hauteur et sur une distance horizontale de 3 mètres par rapport aux limites séparatives, les toitures et superstructures doivent être comprises dans un gabarit à 45° par rapport à l'horizontale à partir de la ou des limites séparatives concernées.

- Cette hauteur de 3,20 mètres peut être dépassée pour la construction, la reconstruction, l'extension, la transformation de bâtiments à usage d'activités s'ils sont contigus à des bâtiments à usage autre que d'habitation implantés sur l'unité foncière voisine, avec l'accord du propriétaire concerné.

c) Au-delà d'une bande de trente mètres de profondeur :

Les constructions édifiées à plus de 30 mètres de profondeur par rapport à la voie desservant l'unité foncière doivent respecter un retrait minimum de 6 mètres par rapport aux limites séparatives de l'unité foncière (voir schéma en annexe documentaire). En cas de division, les 6 mètres se calculent par rapport aux limites séparatives externes de l'unité foncière qui fait l'objet de la division. Les reconstructions des bâtiments situés dans la bande des 6 mètres ne sont pas concernées par cette règle. Le retrait de 6 mètres n'est pas exigé pour les abris de jardin non attenants à l'habitation et inférieurs ou égaux à 10 m² et à 2,50 mètres de hauteur.

Le gabarit est celui défini au paragraphe 1) premier tiret.

d) Dans le cas de "dent creuse", il y a lieu, si nécessaire, de fournir un contrat dit de "cour commune".

3) Abris de jardin et abris à bûches

a) Les constructions légères à usage d'abris de jardin, dont la surface de plancher est inférieure ou égale à 10 m² et dont la hauteur est inférieure ou égale à 2,50 mètres sont autorisées :

- pour celles attenants à l'habitation principale, à jouxter la limite séparative ou à respecter une distance minimale de 3 mètres par rapport à elle.

- pour celles non attenants à l'habitation principale, à jouxter la limite séparative ou à respecter une distance minimale d'1 mètre par rapport à elle.

Les abris de jardin d'une dimension supérieure à 10 m² sont soumis au régime de droit commun de l'article 7.

b) Les abris à bûches d'une profondeur d'1 mètre maximum sont autorisés soit à jouxter la limite séparative, soit à s'implanter à 1 mètre minimum de celle-ci.

B) Pour les extensions

Les extensions sont soumises aux dispositions du paragraphe I)-A) précité à l'exception des deux cas ci-après :

1) Sur les unités foncières riveraines d'une voie publique ou privée sur une longueur égale ou inférieure à 7 mètres, les extensions arrières et latérales de bâtiments sont autorisées comme suit :

a) A l'intérieur d'une bande de quinze mètres de profondeur à compter de l'alignement de la voie publique ou de la limite de la voie privée qui dessert l'unité foncière (ou de la marge de recul inscrite au plan), ou de la limite de constructibilité figurant dans un arrêté de lotissement, ou de l'emplacement réservé d'infrastructure inscrit pour l'élargissement de la voie :

La construction ajoutée doit, soit jouxter les limites séparatives latérales en respectant la hauteur fixée à l'article 10 (et sans excéder 3,20 mètres de hauteur sur la limite séparative non latérale en cas d'unité foncière d'une profondeur inférieure ou égale à 15 mètres avec un gabarit à 60° maximum), soit respecter une marge d'isolement de 2 mètres minimum par rapport à une ou plusieurs limites séparatives, sans pouvoir excéder 3,20 mètres de hauteur à l'égout des toitures de ce côté avec une toiture à 45° maximum au-dessus de cette hauteur.

b) Au-delà de cette bande de quinze mètres :

La construction ajoutée doit, soit jouxter une ou les limites séparatives, soit respecter une marge d'isolement de 2 mètres minimum par rapport à une ou plusieurs limites séparatives, sans pouvoir, dans les deux cas, excéder 3,20 mètres de hauteur à l'égout des toitures avec une toiture à 45° maximum au-dessus de cette hauteur (un schéma explicatif de cette règle figure à l'annexe documentaire).

2) Les extensions de bâtiments implantés à moins de trois mètres de la limite séparative sont autorisées sans jouxter la limite séparative, tel que figuré en annexe documentaire :

- en prolongement du bâtiment existant dans le cas où celui-ci se situe à plus de 2 mètres de la limite séparative ;

- à une distance minimale de 2 mètres de la limite séparative dans le cas où le bâtiment existant est à une distance de cette limite inférieure ou égale à 2 mètres.

C) Pour les travaux sur les immeubles existants

Lorsque, par son gabarit ou son implantation, un immeuble bâti existant n'est pas conforme aux prescriptions du présent article, le permis de construire ne peut être accordé que :

1) pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer la conformité de l'implantation ou du gabarit de cet immeuble avec ces prescriptions.

2) pour des travaux qui sont sans effet sur l'implantation ou le gabarit de l'immeuble.

D) Dans les jardins familiaux

Dans les jardins familiaux, soit non protégés, soit à protéger et repérés au plan par l'indice JF, les prospects ci-dessus ne s'appliquent pas par rapport aux limites séparatives entre lots, mais seulement par rapport aux limites séparatives extérieures de l'ensemble du jardin familial.

II) DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE U.C.z.

A) Dans la zone UCz 1 de la Z.A.C. « Le Domaine de la Vallée » à BOUSBECQUE

1) L'implantation des constructions doit se faire avec un recul minimum de 3 mètres par rapport aux limites des propriétés mitoyennes à la zone UCz 1.

2) Les constructions en limite séparative sont autorisées.

3) Dans tous les autres cas, un recul minimum de 2 mètres par rapport aux limites parcellaires doit être respecté et une distance de 3 mètres entre pignons est obligatoire.

B) Dans la zone UCz 2 de la Z.A.C. « Les Pierres Bleues » à LINSSELLES

A l'intérieur ou à l'extérieur de la bande de 15 mètres à compter de l'alignement, l'implantation des constructions doit respecter un recul minimum de 3 mètres par rapport aux limites périmétriques du secteur. Les constructions à usage d'habitation en limite séparative sont autorisées.

Dans tous les autres cas, un recul minimum de 2 mètres par rapport aux limites parcellaires doit être respecté.

C) Dans la zone UCz 3 de la Z.A.C. « Le Ghermanez » à EMMERIN

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent.

D) Dans la zone UCz 4 de la Z.A.C. « Les Jardins de Floriade » à QUESNOY-SUR-DEULE

1) Tout point d'un bâtiment doit être compris à une distance du point le plus proche des limites séparatives au moins égale à 2,50 mètres.

2) Toutefois, et sous réserve de l'application des dispositions du présent règlement :

a) A l'intérieur d'une bande de 15 mètres de profondeur à compter de l'alignement (ou de la marge de recul inscrite au plan), ou de la limite de la voie privée, ou de la limite de constructibilité figurant dans un arrêté de lotissement ou de l'emplacement réservé d'infrastructure inscrit pour l'élargissement de la voie :

- Est autorisée la construction de bâtiments jouxtant une ou les limites séparatives latérales de l'unité foncière.

- Dans le cas d'unité foncière d'une profondeur égale ou inférieure à 15 mètres la hauteur des constructions ne doit pas excéder 3,20 mètres sur la limite séparative non latérale. Au-dessus de cette hauteur, les constructions devront respecter un recul de 2,50 mètres par rapport à la limite séparative non latérale.

b) Au-delà de cette bande de 15 mètres de profondeur :

Est autorisée la construction de bâtiments jouxtant une ou plusieurs limites séparatives de l'unité foncière et dont la hauteur sur cette ou ces limites n'excède pas 3,20 mètres de hauteur au-dessus du niveau naturel de l'unité foncière d'implantation ou de celui-ci de l'unité foncière inférieure si l'unité voisine est à un niveau différent. Au-dessus de cette hauteur, les constructions devront respecter un recul de 2,50 mètres par rapport aux limites séparatives.

De plus, les pignons des constructions implantées à angle de deux voies publiques pourront être implantés :

- soit en limite séparative ;

- soit avec un recul qui ne pourra être inférieur à 3 mètres

E) Dans la Z.A.C. « Domaine des Tilleuls » à COMINES

Tout point d'un bâtiment doit être compris à une distance du point le plus proche des limites périmétriques de la zone au moins égale à 2,50 mètres.

Dans la zone UCz 5, tout point d'un bâtiment doit être compris à une distance du point le plus proche des limites séparatives au moins égale à 2,50 mètres.

Dans la zone UCz 6, sont autorisées les constructions jouxtant les limites séparatives de l'unité foncière. A défaut, tout point d'un bâtiment doit être compris à une distance du point le plus proche des limites séparatives au moins égale à 2,50 mètres.

F) Dans la zone UCz 7 de la Z.A.C. « Les Jardins du Blanc Balot » à SANTES

1) Tout point d'un bâtiment doit être compris à une distance du point le plus proche des limites séparatives au moins égale à 2,50 mètres.

2) Toutefois, et sous réserve de l'application des dispositions du présent règlement :

a) A l'intérieur d'une bande quinze mètres de profondeur à compter de l'alignement (ou de la marge de recul inscrite au plan), ou de la limite de la voie privée, ou de la limite de constructibilité figurant dans un arrêté de lotissement ou de l'emplacement réservé d'infrastructure inscrit pour l'élargissement de la voie :

- est autorisée la construction de bâtiments jouxtant une ou les limites séparatives latérales de l'unité foncière,

- dans le cas d'unité foncière d'une profondeur égale ou inférieure à 15 mètres, la hauteur des constructions ne doit pas excéder 3,20 mètres sur la limite séparative non latérale. Au-dessus de cette hauteur, les constructions devront respecter un recul de 2,50 mètres par rapport à la limite séparative non latérale.

b) Au-delà de cette bande de quinze mètres de profondeur : les dispositions du paragraphe I)-A)-2)-b) s'appliquent.

G) Dans la zone UCz 8 de la Z.A.C. « Piste Clincke » à HALLUIN

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent.

La disposition suivante s'ajoute au paragraphe I)-A)-2)-a) :

- Les constructions doivent être implantées à une distance minimum de 3 mètres par rapport aux limites séparatives.

- Toutefois, elles peuvent jouxter la limite séparative nord ou est de l'unité foncière créée, sauf dans le cas où celle-ci est confondue avec la limite de ZAC ou avec un alignement de voirie.

H) Dans la zone UCz 9 de la Z.A.C. « Auguste Blanqui » à HALLUIN

La zone UCz 9 constitue une unité foncière unique destinée à recevoir une ou plusieurs opérations groupées. Les limites périmétriques de la zone en constituent les limites séparatives.

Tout point d'un bâtiment doit être compris à une distance du point le plus proche des limites séparatives de l'unité foncière au moins égale à 3 mètres.

Les dispositions du paragraphe I)-A)-3) et I)-B) s'appliquent.

I) Dans les zones UCz 10 et UCz 11 de la Z.A.C. « Les Prés de Lys » à WERVICQ-SUD

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent.

III) DISPOSITIONS RELATIVES A L'INVENTAIRE DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL ET PAYSAGER

Pour les nouvelles constructions, extensions aux abords d'un "arbre isolé ou bouquet à protéger" planté en limite séparative, tout point du bâtiment doit respecter un retrait au moins égal à un rayon de 15 mètres autour de l'"arbre isolé ou bouquet à protéger".

ARTICLE 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

I) DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE U.C.

1) En cas de construction nouvelle, de reconstruction, d'extension, de changement de destination, de division de logement, ou de travaux d'ouverture de baies, les baies éclairant les pièces principales d'habitation ne doivent être masquées par aucune partie d'immeuble qui, à l'appui des baies, serait vue sous un angle de plus de 60 degrés au-dessus du plan horizontal, tel que figuré en annexe documentaire.

2) Entre deux bâtiments non contigus doit toujours être ménagée une distance suffisante pour permettre l'entretien facile des marges d'isolement et des bâtiments eux-mêmes et, s'il y a lieu, le passage et le fonctionnement du matériel de lutte contre l'incendie. Cette distance doit être d'au moins quatre mètres entre deux bâtiments non contigus si l'un des deux au moins présente une hauteur à l'égout des toitures supérieure à sept mètres au-dessus du niveau du terrain naturel (tel que défini à l'annexe documentaire).

3) Lors du permis collectif dans les "opérations groupées" de logements individuels, telles que définies en annexe documentaire, une distance de 4 mètres minimum est imposée entre deux bâtiments non contigus.

II) DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE U.C.z.

A) Dans la zone UCz 1 de la Z.A.C. « Le Domaine de la Vallée » à BOUSBECQUE

1) Les annexes, d'une hauteur maximale de 3 mètres, doivent être implantées en liaison avec le bâtiment principal ou faire l'objet d'une composition d'ensemble de l'opération.

2) Les serres et abris en bois d'une hauteur maximale de 3 mètres doivent être implantées en tenant compte des règles du dernier alinéa des dispositions applicables à la zone UCz à l'article 7.

B) Dans la zone UCz 2 de la Z.A.C. « Les Pierres Bleues » à LINSELLES

1) Les dispositions du paragraphe I)-1) et 2) s'appliquent.

2) Les annexes autres que les serres et abris de jardins en bois d'une hauteur maximale de 3 mètres, doivent être implantées en liaison avec le bâtiment principal ou faire l'objet d'une composition d'ensemble de l'opération.

C) Dans la zone UCz 3 de la Z.A.C. « Le Ghermanez » à EMMERIN

Les dispositions du paragraphe I)-1) et 2) s'appliquent.

D) Dans la zone UCz 4 de la Z.A.C. « Les Jardins de Floriade » à QUESNOY-SUR-DEULE

Les dispositions du paragraphe I)-1) et 2) s'appliquent.

E) Dans la Z.A.C. « Domaine des Tilleuls » à COMINES

Les dispositions du paragraphe I)-1) et 2) s'appliquent.

La disposition suivante s'ajoute : les annexes autres que les serres et abris de jardin en bois, d'une hauteur maximale de 3 mètres, doivent être implantés en liaison avec le bâtiment principal et faire l'objet d'une composition d'ensemble avec la construction.

F) Dans la zone UCz 7 de la Z.A.C. « Les Jardins du Blanc Balot » à SANTES

Les dispositions du paragraphe I)-1) et 2) s'appliquent.

G) Dans la zone UCz 8 de la Z.A.C. « Piste Clincke » à HALLUIN

Les dispositions du paragraphe I)-1) et 2) s'appliquent.

H) Dans la zone UCz 9 de la Z.A.C. « Auguste Blanqui » à HALLUIN

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent.

I) Dans les zones UCz 10 et UCz 11 de la Z.A.C. « Les Prés de Lys » à WERVICQ-SUD

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent.

ARTICLE 9 - EMPRISE AU SOL

(voir les schémas en annexe documentaire)

I) DEFINITION

1) Principe

L'emprise au sol des constructions correspond à la projection verticale de leur volume hors œuvre, tel que figuré en annexe documentaire, y compris les constructions annexes (dont les surfaces non closes, par exemple les abris à voiture), les balcons, les oriels, les auvents (voir schéma en annexe documentaire).

2) Toutefois, ne sont pas pris en compte :

- les terrasses non couvertes, de plain-pied avec le rez-de-chaussée et non constitutives de surface de plancher.
- les bâtiments enterrés lorsqu'ils ne dépassent pas du sol ou ne le dépassent que de moins de 0,60 mètre par rapport au niveau naturel (tel que défini à l'annexe documentaire).
- les rampes d'accès lorsqu'elles descendent à partir de la voie. Celles qui montent ne comptent que pour leur partie excédant 0,60 mètre par rapport au niveau naturel (tel que défini à l'annexe documentaire).

II) DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE U.C.

A) Norme

1) Principe général

a) La surface maximale d'emprise des constructions par rapport à la superficie de l'unité foncière est fixée à :

- 30 % lorsque le mode principal d'occupation déterminé par la surface de plancher est l'habitation.
- 75 % lorsque le mode principale d'occupation déterminé par la surface de plancher est l'activité agricole.
- 60 % dans les autres cas.

- en zone UCasn de Linselles, 50 % lorsque le mode principal d'occupation déterminé par la surface de plancher est l'habitation, 100 % dans les autres cas.

b) Lorsque l'opération envisagée a pour objet l'extension d'une habitation ou la création de pièces supplémentaires dans une habitation sur une unité foncière issue d'une opération groupée, créée depuis le 27 septembre 1985, l'emprise au sol des constructions, toutes extensions comprises, est limitée à 70 % de la surface de cette unité foncière.

2) Exceptions

Le dépassement de l'emprise fixée au paragraphe II)-A)-1)-a) ci-dessus est autorisé dans les cas suivants :

a) sur les unités foncières d'une superficie inférieure à 500 m² et situées entre deux voies distantes de moins de 15 mètres.

b) sur les unités foncières situées à l'angle de deux voies, d'une superficie inférieure à 500 m², et riveraines des voies sur une longueur développée de 30 mètres maximum, angle (avec ou sans pan coupé) compris, telles que définies en annexe documentaire.

c) en cas de "dent creuse".

d) dans le cas prévu à l'article U.C. 7 paragraphe I)-B)-1), à condition de ne pas augmenter le nombre de logements.

e) en cas de création de pièces supplémentaires destinées à une amélioration justifiée des conditions d'habitabilité pour les occupants et n'ayant pas pour effet d'augmenter le nombre de logements.

B) Cas particuliers

1) Cas des bâtiments existants dépassant déjà l'emprise au sol autorisée

Lorsque, par son emprise, un immeuble bâti existant n'est pas conforme aux prescriptions du présent article, l'autorisation d'urbanisme ne peut être accordée que :

- 1) Pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer la conformité de l'emprise de cet immeuble avec ces prescriptions,
- 2) Pour des travaux sans effet sur l'emprise de l'immeuble.

2) Les secteurs de parc

Dans les secteurs de parc repérés au plan par l'indice SP l'emprise au sol de toute construction, voirie et aires de stationnement ne peut excéder 20 % de la superficie du secteur de parc couvrant l'unité foncière concernée, sauf pour les terrains et salles de sports.

Ce maximum est porté à 25 % pour toute opération de construction ou de lotissement où l'espace boisé est égal ou supérieur à 1 ha d'un seul tenant.

Tout projet nécessite un relevé topographique et une étude de végétation.

3) Les abris de jardin

Tout abri individuel dans les jardins familiaux, soit non protégés, soit à protéger et repérés au plan par l'indice JF, ne peut excéder 5 m² de surface de plancher.

III) DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE U.C.z

A) Dans la zone UCz 1 de la Z.A.C. « Le Domaine de la Vallée » à BOUSBECQUE

La surface maximale d'emprise au sol ne doit pas excéder :

- 50% de la superficie de la parcelle pour le locatif,
- 35% de la superficie de la parcelle pour l'accession,
- 30% de la superficie de la parcelle pour les lots libres.

B) Dans la zone UCz 2 de la Z.A.C. « Les Pierres Bleues » à LINSELLES

La surface maximale d'emprise des constructions est fixée à 50 % par rapport à la superficie de l'unité foncière.

C) Dans la zone UCz 3 de la Z.A.C. « Le Ghermanez » à EMMERIN

Les dispositions des paragraphes I) et II) s'appliquent.

D) Dans la zone UCz 4 de la Z.A.C. « Les Jardins de Floriade » à QUESNOY-SUR-DEULE

Les dispositions des paragraphes I) et II) s'appliquent.

La disposition suivante s'ajoute au paragraphe II)-A)-1)-a) :

La surface brute maximale d'emprise des constructions par rapport à la superficie de l'unité foncière est fixée à 100% pour les bâtiments à vocation sociale ou de type résidence-foyer pour personnes dépendantes.

E) Dans la Z.A.C. « Domaine des Tilleuls » à COMINES

La surface brute maximale d'emprise des constructions par rapport à la superficie de l'unité foncière est fixée à 40 %.

L'emprise au sol de toute surface imperméabilisée ne peut excéder 50 % de la superficie de l'unité foncière.

F) Dans la zone UCz 7 de la Z.A.C. « Les Jardins du Blanc Balot » à SANTES

Les dispositions des paragraphes I) et II) s'appliquent.

La disposition suivante s'ajoute au paragraphe II)-A)-1)-a) :

La surface brute maximale d'emprise des constructions par rapport à la superficie de l'unité foncière est fixée à 70% pour les bâtiments à vocation sociale.

G) Dans la zone UCz 8 de la Z.A.C. « Piste Clincke » à HALLUIN

Les dispositions des paragraphes I) et II) s'appliquent.

H) Dans la zone UCz 9 de la Z.A.C. « Auguste Blanqui » à HALLUIN

Les dispositions des paragraphes I) et II) s'appliquent.

I) Dans les zones UCz 10 et UCz 11 de la Z.A.C. « Les Prés de Lys » à WERVICQ-SUD

Les dispositions des paragraphes I) et II) s'appliquent.

ARTICLE 10 - HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

I) DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE U.C.

A) Hauteur relative

1) La différence de niveau entre tout point de la façade d'un bâtiment et tout point de l'alignement opposé ne doit pas excéder la distance comptée horizontalement entre ces deux points. Pour le calcul de cette distance, il est tenu compte de la largeur d'emprise de la voie existante ou de la largeur de la voie prévue au plan local d'urbanisme, et du retrait de la construction par rapport à l'alignement (ou à la marge de recul inscrite au plan) ou à la limite de la voie privée. Lorsque la voie automobile ou piétonnière est d'une largeur inférieure ou égale à 3,20 mètres, la hauteur relative maximale est fixée à 3 mètres.

Un dépassement égal au 1/10 de la largeur de la voie et au maximum d'1 mètre est admis lorsque la hauteur calculée comme il est indiqué ci-dessus ne permet pas d'édifier un nombre entier d'étages droits. La même tolérance est admise pour les murs pignons, cheminées, saillies et autres éléments de construction reconnus indispensables.

Lorsque la voie est en pente, la hauteur est prise au milieu du bâtiment ou au milieu de chaque section de bâtiment de 30 mètres de longueur.

Si la construction est édifiée à l'angle de deux voies de largeur différente, la partie du bâtiment bordant la voie la plus étroite peut avoir la même hauteur que celle du bâtiment bordant la voie la plus large sur une longueur n'excédant pas 15 mètres comptés à partir du point d'intersection des alignements (ou des marges de recul inscrites au plan) ou des limites des voies privées.

Lorsque la distance entre deux voies de largeur différente est inférieure à 15 mètres, la hauteur de la construction édifiée entre les deux voies peut être celle déterminée à partir de la voie la plus large.

2) Les toitures, combles aménagés et étages en retrait doivent être compris dans un gabarit maximum d'une pente de 60° à partir de la corniche. Toutefois, une toiture avec brisis est acceptée lorsqu'elle s'intègre dans le rang bâti traditionnel et que l'égout des toitures s'aligne sur celui de l'une des constructions contiguës.

B) Hauteur à l'égout des toitures

1) La hauteur des constructions ne peut excéder 9 mètres par rapport au niveau naturel de l'unité foncière (tel que défini à l'annexe documentaire), sauf pour le collège Schuman à Halluin et sauf en zone UCasn de Linselles où cette hauteur n'est pas réglementée.

2) Les constructions édifiées sur des unités foncières concernées par une discipline architecturale inscrite au plan doivent respecter la hauteur de 6 mètres à l'égout des toitures.

3) Dans le cas de "dent creuse", une hauteur sous corniche identique à celle de l'un des immeubles voisins peut être imposée pour des raisons architecturales et esthétiques.

4) Pour le collège Schuman à Halluin, la hauteur des constructions ne peut excéder 13,50 mètres par rapport au niveau naturel de l'unité foncière.

C) Hauteur absolue

1) La hauteur absolue au faîtage ou à l'acrotère d'une toiture-terrace de toute construction est fixée à 16,50 mètres à partir du niveau du terrain naturel de l'unité foncière d'implantation (tel que défini à l'annexe documentaire), sauf en zone UCasn de Linselles où cette hauteur est limitée à 21 mètres.

2) Les constructions édifiées sur les unités foncières concernées par une discipline architecturale inscrite au plan doivent respecter une hauteur maximale de 13,50 mètres.

3) Dans les jardins familiaux, soit non protégés, soit à protéger et repérés au plan par l'indice JF, la hauteur des abris individuels est fixée à 2,50 mètres maximum.

4) En cas de terrain en pente cette hauteur est comptée à partir du plan horizontal calculé conformément à l'annexe documentaire relative à l'article 10 du présent règlement.

5) Exceptions

a) Ne sont pas soumis à cette règle les équipements d'infrastructure lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent (château d'eau, pylône E.D.F., tour de relais de faisceau hertzien, locaux et antennes de télécommunication).

b) Ne sont pas soumis à cette règle les équipements publics de superstructure et les équipements d'intérêt collectif lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent (tour de séchage des centres de secours, etc.).

c) Cette hauteur peut être dépassée pour la construction de cheminées lorsque les autorités compétentes en matière d'installations classées l'exigent pour des raisons de rejets de fumées et gaz polluants.

d) Cette hauteur peut être dépassée lorsqu'un motif d'urbanisme sérieux le rend nécessaire et si des exigences particulières d'insertion dans le site sont respectées, ou lorsque ce dépassement est indispensable au fonctionnement du bâtiment.

e) Un dépassement d'1,20 mètre par rapport à cette hauteur est autorisé pour les ouvrages techniques, ascenseurs, cheminées.

II) DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE U.C.z.

A) Dans la zone UCz 1 de la Z.A.C. « Le Domaine de la Vallée » à BOUSBECQUE

Le niveau fini du rez-de-chaussée ne peut pas être établi à plus de 0,50 mètre du niveau de l'accès à l'alignement de la propriété.

1) Hauteur relative

Non réglementée.

2) Hauteur à l'égout des toitures

Non réglementée.

3) Hauteur absolue

Pour les collectifs, la hauteur maximale autorisée est rez-de-chaussée + 1 niveau + comble aménageable.

Pour les autres constructions, la hauteur maximale au faîtage est de 9,50 mètres par rapport au niveau zéro de l'habitation.

B) Dans la zone UCz 2 de la Z.A.C. « Les Pierres Bleues » à LINSELLES

Le niveau fini du rez-de-chaussée ne pourra être établi à plus de 0,50 mètre du niveau de l'accès à l'alignement de la propriété ou du niveau du terrain naturel (tel que défini à l'annexe documentaire).

1) Hauteur relative

Les dispositions du paragraphe I)-A) s'appliquent.

2) Hauteur à l'égout des toitures

La hauteur des constructions ne peut excéder 9 mètres par rapport au niveau naturel de l'unité foncière (tel que défini à l'annexe documentaire).

3) Hauteur absolue

La hauteur des constructions ne peut excéder 16,50 mètres par rapport au niveau naturel de l'unité foncière (tel que défini à l'annexe documentaire).

C) Dans la zone UCz 3 de la Z.A.C. « Le Ghermanez » à EMMERIN

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent.

D) Dans la zone UCz 4 de la Z.A.C. « Les Jardins de Floriade » à QUESNOY-SUR-DEULE

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent.

E) Dans la Z.A.C. « Domaine des Tilleuls » à COMINES

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent.

F) Dans la zone UCz 7 de la Z.A.C. « Les Jardins du Blanc Balot » à SANTES

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent.

G) Dans la zone UCz 8 de la Z.A.C. « Piste Clincke » à HALLUIN

1) Pour la hauteur relative, les dispositions du paragraphe I)-A) s'appliquent.

2) Pour la hauteur à l'égout des toitures, la hauteur des constructions ne peut excéder 6 mètres par rapport au niveau naturel de l'unité foncière (tel que défini à l'annexe documentaire).

3) La hauteur absolue au faîtage ou à l'acrotère d'une toiture-terrasse de toute construction est fixée à 11,50 mètres à partir du niveau du terrain naturel de l'unité foncière d'implantation (tel que défini à l'annexe documentaire).

H) Dans la zone UCz 9 de la Z.A.C. « Auguste Blanqui » à HALLUIN

1) Hauteur relative

Non réglementée.

2) Hauteur à l'égout des toitures

Non réglementée.

3) Hauteur absolue

Les dispositions du paragraphe I)-C) s'appliquent

I) Dans les zones UCz 10 et UCz 11 de la Z.A.C. « Les Prés de Lys » à WERVICQ-SUD

1) En UCz9

a) Hauteur relative

Les dispositions du paragraphe I)-A) s'appliquent.

b) Hauteur à l'égout des toitures

La hauteur des constructions ne peut excéder 9 mètres par rapport au niveau naturel de l'unité foncière (tel que défini à l'annexe documentaire).

c) Hauteur absolue

La hauteur des constructions ne peut excéder 13,50 mètres par rapport au niveau naturel de l'unité foncière (tel que défini à l'annexe documentaire).

2) En UCz10

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent.

III) DISPOSITIONS RELATIVES A L'INVENTAIRE DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL ET PAYSAGER

Les constructions nouvelles contiguës ou intégrées à un "élément du patrimoine architectural à protéger" doivent par leur hauteur et leur volumétrie être en harmonie avec l'"élément du patrimoine architectural à protéger".

Tous les travaux effectués sur un "élément du patrimoine architectural à protéger" doivent respecter le gabarit de cet élément.

La hauteur à l'égout des toitures et la hauteur au faîtage d'un "élément de patrimoine architectural à protéger" ne peuvent être modifiées.

Néanmoins, dans le cas d'un bâtiment faisant l'objet d'un projet global de réhabilitation, des modifications peuvent être acceptées si elles sont nécessaires à son fonctionnement, dans des conditions de confort et de sécurité répondant aux normes actuelles, ne remettent pas en cause sa cohérence et sa qualité architecturale, et contribuent à la préservation de son caractère patrimonial.

ARTICLE 11 - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS, AMENAGEMENT DES ABORDS, PROTECTION DES ELEMENTS DE PAYSAGE

I) PRINCIPE GENERAL

En aucun cas les constructions et installations à édifier ou à modifier ne doivent par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou leur aspect extérieur, porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains, ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales (article R.111-21 du code de l'urbanisme).

II) DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE U.C.

Est déconseillé tout pastiche d'une architecture archaïque ou étrangère à la région.

1) Choix des matériaux et traitement des façades

a) Choix des matériaux

Est interdit l'emploi à nu des matériaux destinés à être recouverts (briques creuses, parpaings, etc.), sauf s'ils s'intègrent dans une composition architecturale d'ensemble.

Les matériaux apparents en façade doivent être choisis de telle sorte que leur mise en œuvre permette de leur conserver de façon permanente un aspect satisfaisant.

Les matériaux de recouvrement (plaquettes, bardages, coffrages) ne peuvent être employés que s'ils ne remettent pas en cause la qualité architecturale de l'immeuble et de son environnement.

A l'occasion du ravalement des façades de bâtiments anciens, les modénatures ainsi que les balcons et volets d'origine doivent être maintenus ou remplacés à l'identique. Les revêtements doivent être des enduits de type chaux grasse, talochés finement, frottés ou feutrés.

b) Traitement des façades

Dans le cas où le bâtiment projeté présente une façade d'une longueur notablement supérieure à celle des façades avoisinantes, le traitement architectural de la façade doit s'harmoniser au rythme des bâtiments bordant la voie.

Les transformations de façades doivent respecter dans toute la mesure du possible les caractéristiques urbaines de la rue concernée, en particulier les rythmes verticaux, les hauteurs des percements, les modénatures et décors, les volumes et les hauteurs, les pentes de toiture.

Les pignons doivent être traités en harmonie avec les façades de la construction principale édifée conformément aux dispositions ci-dessus.

Les "opérations groupées", telles que définies en annexe documentaire, doivent se caractériser par une unité de composition.

Sont autorisées les formes de lucarnes et fenêtres dans les toitures, telles que figurées à l'annexe documentaire.

2) Traitement des éléments techniques et des constructions annexes

Les bâtiments annexes et les ajouts doivent être traités en harmonie avec la construction principale édifée conformément aux dispositions du paragraphe 1) ci-dessus.

Les antennes paraboliques doivent être aussi peu visibles que possible de la voie publique. Elles doivent, en outre, par leur couleur ou leur transparence, s'intégrer à la construction principale. Elles ne doivent pas porter atteinte à la qualité du site ou du paysage, à l'intérêt des lieux avoisinants ainsi qu'aux perspectives monumentales dans lesquels elles s'insèrent. Il est préféré une pose sur la souche de cheminée.

Les antennes relais de téléphonie mobile doivent être aussi peu visibles que possible de la voie publique. Un traitement esthétique est conseillé afin de favoriser leur intégration au milieu environnant, par exemple un revêtement de peinture, un décor en trompe-l'œil, une fausse cheminée, un faux arbre ou tout autre dispositif remplissant cet objectif.

Les parties de construction édifées sur des terrasses (telles que cheminées, machineries d'ascenseurs, de réfrigération, sorties de secours, etc.), doivent s'intégrer dans une composition architecturale d'ensemble.

Les bandes de plus de deux garages doivent être aussi peu visibles que possible des voies publiques et être intégrées dans leur environnement immédiat.

Il doit être prévu, pour les constructions nouvelles, un emplacement individuel sur l'unité foncière ou un emplacement collectif pour y entreposer les poubelles adaptées à la collecte sélective des déchets, de façon à éviter leur stationnement permanent sur le domaine de voirie public ou privé.

Les citernes à gaz ou à mazout ainsi que les installations similaires doivent dans toute la mesure du possible être placées en des lieux où elles ne seront pas visibles des voies publiques.

Les postes électriques et de gaz doivent présenter une qualité architecturale qui permette une bonne intégration à l'ensemble des constructions environnantes. Ils seront, dans toute la mesure du possible, accolés ou intégrés à une construction et harmonisés à celle-ci dans le choix des matériaux, revêtements et toiture. A défaut, ils seront, soit construits sur un emplacement dissimulé aux regards, soit d'un modèle dont la hauteur hors sol ne peut excéder 1,50 mètre.

3) Traitement des clôtures

Lorsqu'il est procédé à l'édification d'une clôture, les conditions suivantes doivent être respectées.

L'emploi à nu de parpaings non recouverts est interdit.

Les barbelés visibles de l'extérieur, pour les clôtures sur rue et en limites séparatives de l'unité foncière, sont interdits, sauf en cas de besoin particulier lié à la nature de l'occupation du terrain.

a) Traitement des clôtures en limite d'espace public et dans la profondeur du recul ou du retrait

Les clôtures, tant à l'alignement ou en limite de voie privée que sur la profondeur de la marge de recul ou du retrait volontaire, doivent être traitées en harmonie avec la construction principale édifée sur le terrain et avec le contexte urbain environnant, et doivent être constituées :

- soit par des haies vives,

- soit par des grillages, grilles ou tous autres dispositifs à claire-voie comportant au moins 50 % de vide et reposant ou non sur un mur bahut dont la hauteur ne peut excéder 0,80 mètre, l'ensemble ne pouvant dépasser deux mètres,
- soit par un simple mur bahut dont la hauteur ne peut excéder 0,80 mètre. Les portes de clôtures ne peuvent dépasser deux mètres de hauteur.

Les clôtures pleines ou supérieures à cette hauteur ne sont autorisées que lorsqu'elles répondent, ou au caractère des constructions édifiées sur l'unité foncière concernée, ou à une utilité tenant à la nature de l'occupation, ou à une protection acoustique vis-à-vis d'une voie bruyante ou très bruyante.

b) Traitement des clôtures en limites séparatives

Les clôtures en limites séparatives autres que celles évoquées au paragraphe a) ci-dessus, qu'elles soient édifiées à cheval sur la limite ou entièrement sur l'unité foncière, ne peuvent dépasser 2 mètres de hauteur.

Les clôtures supérieures à cette hauteur ne sont autorisées que lorsqu'elles répondent, ou au caractère des constructions édifiées sur l'unité foncière concernée, ou à une utilité tenant à la nature de l'occupation.

Si les deux unités foncières à séparer présentent entre elles une dénivellation, la hauteur de la clôture se mesure à partir du niveau du terrain inférieur.

c) Traitement des clôtures pour toute opération d'aménagement d'ensemble

Dans les ensembles de constructions à édifier dans les nouveaux lotissements ou dans les "opérations groupées", la hauteur et l'aspect des clôtures peuvent donner lieu à des prescriptions particulières pour une uniformisation d'aspect, y compris les clôtures sur limites séparatives.

4) Dispositions particulières

Les constructions édifiées sur des unités foncières concernées par une discipline architecturale repérée au plan doivent avoir obligatoirement des toitures du type deux pentes ou à la Mansard.

III) DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE U.C.z.

En l'absence de dispositions réglementaires spécifiques applicables à une zone UCz, les dispositions générales du paragraphe II) s'appliquent.

A) Dans la zone UCz 1 de la Z.A.C. « Le Domaine de la Vallée » à BOUSBECQUE

a) Traitement des façades et éléments techniques

Les façades et pignons des constructions doivent être réalisés en briques dans la gamme des rouges ou jaunes, les tons doivent être ceux des briques locales. Les couvertures des corps de bâtiments principaux doivent être réalisées en tuiles béton ou terre cuite dans la gamme du rouge au brun.

Tout versant de toiture principale visible depuis la voie publique doit avoir une pente supérieure ou égale à 45° pour les logements à l'étage. Les coyaux ou prolongements de toitures sont admis en faible pente. Les toitures de plain-pied peuvent avoir une pente à partir de 35°.

Les citernes à gaz sont interdites. Les éventuelles citernes à mazout doivent être intégrées dans le bâtiment.

Les opérations groupées doivent se caractériser par une unité de composition architecturale.

b) Traitement des clôtures

Les clôtures et portails sont interdits sur la partie située entre la façade de la construction et la voie publique. Seules les haies d'une hauteur maximale de 1,20 mètres sont autorisées en partie avant.

Dans le prolongement de la façade toutes les clôtures doivent être composées d'un grillage plastifié pouvant surmonter le muret en maçonnerie assorti à la construction principale. La hauteur totale ne doit pas excéder 1,40 mètre, la hauteur du muret en maçonnerie ne doit pas excéder 0,60 mètre.

Ces clôtures doivent être doublées d'une haie vive d'essence locale.

Ces clôtures ne sont toutefois pas obligatoires.

Les clôtures considérées comme des prolongements et des accompagnements des constructions doivent être obligatoirement réalisées en maçonnerie de même nature que celle de la construction attenante.

B) Dans la zone UCz 2 de la Z.A.C. « Les Pierres Bleues » à LINSELLES

a) Traitement des façades et éléments techniques

Les façades et pignons doivent être réalisés en briques dans la gamme des rouge ou orangé.

Les citernes à gaz sont interdites, les éventuelles citernes à mazout doivent être intégrées au bâtiment.

Les coffrets techniques et boîtes aux lettres doivent être intégrés dans un muret technique en maçonnerie, réalisé en harmonie avec la construction principale.

Les couvertures des corps de bâtiments principaux doivent être réalisées en tuile béton ou terre cuite dans la gamme du rouge au brun.

Tout versant de toiture principale visible depuis la voie publique doit avoir une pente supérieure ou égale à 45°.

Les coyaux ou prolongements de toiture en faible pente sont admis.

Les plain-pied peuvent avoir une pente à partir de 35°.

b) Traitement des clôtures

Toutes les clôtures doivent être composées d'un grillage plastifié pouvant surmonter une lice en béton ou un muret en maçonnerie assorti à la construction principale.

La hauteur totale ne peut excéder 1,60 mètre, la hauteur du muret en maçonnerie ne doit pas excéder 0,60 mètre.

Ces clôtures doivent être doublées d'une haie vive d'essence locale d'une hauteur maximale d'1,20 mètre en façade à rue et 1,80 mètre en limite séparative et limite d'accès.

Les clôtures considérées comme des prolongements et des accompagnements des constructions doivent obligatoirement être réalisées en maçonnerie identique à la construction principale attenante.

C) Dans la zone UCz 3 de la Z.A.C. « Le Ghermanez » à EMMERIN

Les dispositions des paragraphes I) et II) s'appliquent.

D) Dans la zone UCz 4 de la Z.A.C. « Les Jardins de Floriade » à QUESNOY-SUR-DEULE

Les dispositions des paragraphes I) et II) s'appliquent.

E) Dans la Z.A.C. « Domaine des Tilleuls » à COMINES

Les dispositions des paragraphes I) et II)-1) et 2) s'appliquent.

Les dispositions suivantes s'ajoutent :

- les façades et pignons des constructions doivent être réalisés en briques dans la gamme des rouges, les tons seront ceux des briques locales.

- les citernes à gaz sont interdites. Les éventuelles citernes à mazout sont intégrées dans le bâtiment.

- tout versant de toiture principale visible depuis la voie publique doit avoir une pente supérieure ou égale à 45° pour les logements à l'étage. Les coyaux ou prolongement de toitures sont admis en faible pente. Les plain-pied peuvent avoir une pente à partir de 35°. Les couvertures des corps de bâtiments principaux sont réalisées en tuile dans la gamme du rouge ou brun ou en ardoise naturelle.

- les emplacements extérieurs réservés aux poubelles sont aménagés de façon à ce que celles-ci ne soient aperçues d'aucun point du domaine public et masquées, dans la mesure du possible, des propriétés voisines.

Pour les clôtures :

- Toutes les clôtures, d'une hauteur maximale de 1,60 mètres, doivent être composées soit d'un grillage plastifié de couleur verte, soit d'un mur bahut d'une hauteur maximale de 0,80 mètre et traité dans les mêmes matériaux que la façade des habitations. Ces clôtures sont doublées d'une haie vive d'essence locale d'une hauteur maximale de 2 mètres. Elles sont implantées en limite séparative de la parcelle à la voie publique.

- Les autres séparations doivent être traitées de manière végétale, tout grillage étant obligatoirement accompagné d'une haie vive tendant à le dissimuler.

F) Dans la zone UCz 7 de la Z.A.C. « Les Jardins du Blanc Balot » à SANTES

Les dispositions des paragraphes I) et II) s'appliquent.

G) Dans la zone UCz 8 de la Z.A.C. « Piste Clincke » à HALLUIN

Les dispositions des paragraphes I) et II)-1) et 2) s'appliquent.

Les dispositions suivantes s'ajoutent :

- à l'exception des coyaux, brisis, serres et vérandas, les pentes de toiture du volume principal sont comprises entre 35° et 52°. Les couvertures doivent être réalisées en tuiles de terre cuite ou béton dans la gamme des rouges, bruns, ou noirs. Des éléments de toiture peuvent être traités en terrasses à condition que celles-ci s'intègrent à un projet architectural de qualité.

-les murs des constructions principales et des annexes accolées sont réalisés principalement soit en briques, soit en enduit. Dans ce cas les façades et pignons doivent comporter une proportion significative de briques (ex : soubassement).

Pour les clôtures :

- L'espace entre la façade et la rue doit être traité en jardin paysagé, qui peut éventuellement être délimité par une haie ne dépassant pas 0,80 mètre de hauteur implantée à l'alignement. En cas de clôture, elle doit être réalisée en retrait, dans le prolongement de la façade principale de la maison.

- En limite séparative, et lorsqu'une unité foncière ouvre sur deux rues, les clôtures sont constituées d'un grillage doublé ou non d'une haie végétale, le tout ne dépassant pas 2 mètres de hauteur.

H) Dans la zone UCz 9 de la Z.A.C. « Auguste Blanqui » à HALLUIN

Les dispositions des paragraphes I) et II)-1) et 2) s'appliquent.

Lorsqu'il est procédé à l'édification d'une clôture, les conditions suivantes doivent être respectées :

- En façade principale, tant à l'alignement ou en limite de voie privée que sur la profondeur de la marge de recul ou du retrait volontaire, les clôtures doivent être constituées uniquement d'une haie vive d'une hauteur maximale de 0,80 mètre.

- En continuité de la façade principale, les clôtures doivent être constituées d'un grillage doublé d'une haie vive d'une hauteur maximale de 1,80 mètres.
- En limite séparative, les clôtures ne peuvent dépasser une hauteur maximale de 1,80 mètres.

I) Dans les zones UCz 10 et UCz 11 de la Z.A.C. « Les Prés de Lys » à WERVICQ-SUD

Les dispositions du paragraphe I) et II) s'appliquent.

Les dispositions suivantes s'ajoutent :

- Les citernes à gaz sont interdites, les éventuelles citernes à mazout doivent être intégrées au bâtiment.
- Les coffrets techniques et boîtes aux lettres doivent être intégrés soit à la construction principale soit dans un muret technique en maçonnerie, réalisé en harmonie avec la construction principale.

IV) DISPOSITIONS RELATIVES A L'INVENTAIRE DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL ET PAYSAGER

A) Pour les "éléments de patrimoine architectural à protéger"

A moins qu'il ne s'agisse de restituer une des composantes d'origine d'un "élément de patrimoine architectural à protéger" :

1) Sont interdites :

- les modifications et suppressions :
 - du rythme entre pleins et vides,

- des dimensions, formes et position des percements,
- de la hiérarchie des niveaux de la façade et de sa ponctuation par la modénature,
- des éléments en saillie ou en retrait.

- la suppression des éléments de décoration ou d'ornementation qui caractérisent ledit élément.

Néanmoins, dans le cas d'un bâtiment faisant l'objet d'un projet global de réhabilitation, ces modifications ou suppressions peuvent être acceptées si elles sont nécessaires à son fonctionnement, dans des conditions de confort et de sécurité répondant aux normes actuelles, ne remettent pas en cause sa cohérence et sa qualité architecturale d'ensemble, et contribuent à la préservation de son caractère patrimonial.

2) Les menuiseries ou ferronneries qui ne peuvent être restaurées doivent être remplacées en respectant au mieux les dimensions, profils, compositions et formes des menuiseries ou ferronneries d'origine ou ceux existant à proximité sur des constructions de même type ou de même époque que ledit élément.

3) Les matériaux des façades, toitures et dispositifs en saillie visibles du domaine public doivent être identiques au matériau d'origine ou être de forme, d'aspect et de dimensions similaires à ceux du matériau d'origine et doivent être mis en œuvre selon une technique traditionnelle. Les travaux de ravalement de façade devront être effectués selon des techniques non agressives qui respectent l'aspect, les dimensions et les méthodes de mise en œuvre des matériaux d'origine.

Néanmoins, dans le cas d'un bâtiment faisant l'objet d'un projet global de réhabilitation, les travaux peuvent être réalisés dans des matériaux différents du matériau d'origine dans la mesure où ils ne remettent pas en cause la cohérence et la qualité architecturale du bâtiment, et contribuent à la préservation de son caractère patrimonial.

4) Les coffrets, compteurs, boîtes aux lettres et autres dispositifs liés à la desserte par les réseaux doivent être dissimulés dans l'épaisseur ou la composition de la façade, ou de la clôture.

5) En cas d'impossibilité d'installation de volets battants, les volets roulants doivent :

- a) soit être intégrés au linteau intérieur dans le respect des proportions et de la composition d'origine de la menuiserie,
- b) soit être dissimulés dans le tableau extérieur ou derrière un lambrequin de composition de la menuiserie.

6) Les bâtiments annexes et les clôtures visibles du domaine public doivent être traités en harmonie avec les façades de cet élément.

7) Le choix des couleurs des enduits et peintures doit :

- a) prendre en compte l'orientation et l'exposition dudit élément,
- b) être en harmonie avec les façades contiguës,
- c) permettre la mise en valeur de l'architecture dudit élément.

8) Les antennes doivent être aussi peu visibles que possible du domaine public et les paraboles doivent en outre, tant par le choix des matériaux que de la couleur, s'intégrer au mieux à l'"élément de patrimoine architectural à protéger".

B) Pour les "chemins et promenades à protéger"

1) Les clôtures le long des "chemins et promenades à protéger" doivent être d'une hauteur maximum de 2 mètres et être constituées :

- soit par un mur réalisé en brique, en bois, en pierre ou dans un matériau comportant au moins un tiers de vide sur l'ensemble de sa surface ;
- soit par un mur plein dans le cas du remplacement ou de la remise en état d'un mur existant ;
- soit par des grillages accompagnés de haies vives ;
- soit par des grilles.

2) Le pavage des "chemins et promenades à protéger" doit être remis en état, maintenu ou remplacé par un matériau de forme, d'aspect et de dimensions similaires à ceux du pavage d'origine.

C) Pour les "œuvres d'art à protéger"

Dans l'aire de l'espace public ou sur l'unité foncière privée où est implantée une "œuvre d'art à protéger" les travaux ne doivent pas porter atteinte à la dimension d'ensemble et de repère de ladite œuvre.

ARTICLE 12 - AIRES DE STATIONNEMENT

(voir l'annexe documentaire)

SECTION I – DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE U.C.

I) DISPOSITIONS GENERALES

1) Conditions générales de réalisation

Même si les travaux ou constructions ne sont pas soumis à l'obtention d'une autorisation prévue à l'article L.421-1 du code de l'urbanisme, les dispositions du présent règlement relatives à la réalisation d'aires de stationnement s'appliquent (article L.421-3 alinéa 6 du code de l'urbanisme).

Le stationnement et l'évolution des véhicules, correspondant aux normes et prescriptions du présent article, doivent être assurés en dehors des emprises publiques ou susceptibles d'être classées dans le domaine public, conformément à l'article R.111-4 du code de l'urbanisme appelé dans les dispositions générales du présent règlement.

Les mouvements d'entrée et de sortie des véhicules, ainsi que le stationnement de desserte, doivent être traités de manière à prendre en compte la priorité à la circulation en sécurité des piétons, quels que soient les sens de circulation autorisés dans la voie desservant l'unité foncière.

Lorsqu'une unité foncière donne sur plusieurs voies, la localisation des accès au parc de stationnement (entrées et sorties) peut être imposée en fonction de la nature et de l'importance de celui-ci, des caractéristiques géométriques et urbaines des voies ainsi que de leur mode d'exploitation.

Au-dessus de 50 places de stationnement de véhicules particuliers, il peut être exigé que les entrées et sorties des véhicules soient différenciées.

Au-delà de 1.000 m² les aires de stationnement en plein air doivent être fractionnées en plusieurs unités par des dispositifs végétaux et comprendre des cheminements piétonniers permettant d'aller du véhicule garé au bâtiment en toute sécurité.

Toute place en parking collectif doit être accessible sans avoir à circuler sur une autre.

Lorsqu'une aire de stationnement a été réalisée au titre des obligations du présent règlement, elle ne peut plus être prise en compte, en tout ou en partie, à l'occasion d'une nouvelle autorisation.

2) Taille des places

Les places de stationnement doivent avoir pour dimensions minimales 2,30 mètres sur 5 mètres, avec un dégagement minimum de 5 mètres pour permettre les manœuvres. Ces dimensions doivent être libres de tout encombrement par des murs et piliers.

3) Périmètres de valorisation des axes lourds de transports en commun

Les prescriptions concernant les périmètres de valorisation des axes lourds de transports en commun ne sont applicables qu'aux unités foncières dont la desserte est assurée à l'intérieur de ces périmètres représentés au plan par un cercle.

II) NORMES

A) Constructions nouvelles, reconstructions (sauf sinistres) et transformations de surfaces en matière de logement

1) Maisons individuelles et immeubles collectifs (sauf le logement locatif financé avec un prêt aidé de l'Etat et le logement en accession sociale à la propriété)

Il doit être créé au minimum :

a) *Dans les périmètres de valorisation des axes lourds de transports en commun repérés au plan,*

- une place de stationnement par logement,

- aucune exigence de places pour les visiteurs.

b) *En dehors des périmètres de valorisation des axes lourds de transports en commun repérés au plan,*

- *Dans les zones à C.O.S. inférieur ou égal à 0,20 :*

- quatre places par logement dont deux places pour le stationnement temporaire des résidents et des visiteurs.

- *Dans les zones à C.O.S. compris entre 0,30 et 0,50 :*

- trois places par maison individuelle dont une place pour le stationnement temporaire des résidents et des visiteurs ;
- pour les logements collectifs :
 - pour les programmes de cinq logements maximum, deux places de stationnement par logement,
 - pour les programmes de plus de cinq logements, une place et demie de stationnement par logement (arrondie au nombre entier supérieur).

- *Dans la zone UCasn de Linselles :*

- deux places par maison individuelle dont une place pour le stationnement temporaire des résidents et des visiteurs;
- pour les logements collectifs :
 - pour les programmes de cinq logements maximum, deux places de stationnement par logement,
 - pour les programmes de plus de cinq logements, une place et demie de stationnement par logement (arrondie au nombre entier supérieur).

2) Foyers-résidences

Pour les résidences pour personnes âgées, résidences pour étudiants, résidences hôtelières à vocation sociale, résidences sociales, résidences pour personnes handicapées et autres foyers résidences listés en annexe documentaire :

Le pétitionnaire doit justifier que les besoins en stationnement issus du projet, y compris pour les visiteurs, sont assurés en tenant compte de la nature du projet, de sa situation géographique, des possibilités de fréquentation simultanée ou en alternance et de la desserte en transport collectifs.

3) Logement social (logement locatif financé avec un prêt aidé de l'Etat)

Par la seule application des articles L.421-3 alinéa 9, L.421-3 alinéa 10, R.111-4 alinéa 6, et R.111-4 alinéa 7 du code de l'urbanisme :

a) Nonobstant toute disposition du P.L.U., il ne peut être exigé la réalisation de plus d'une aire de stationnement par logement lors de la construction de logements locatifs financés avec un prêt aidé de l'Etat.

b) L'obligation de réaliser des aires de stationnement n'est pas applicable aux travaux de transformation ou d'amélioration de bâtiments affectés à des logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat, y compris le cas où ces travaux s'accompagnent de la création de surface de plancher dans la limite d'un plafond de 50 % de la surface de plancher existant avant le commencement des travaux.

La réalisation de ces places de stationnement peut, pour la moitié des besoins au maximum, être différée, sous réserve que le plan de masse maintienne les possibilités de réalisation ultérieure du solde.

4) Pour le logement en accession sociale à la propriété :

Il doit être créé au minimum une place de stationnement par logement.
Cette disposition ne s'applique pas sur la commune de Bondues.
A Bondues, les dispositions prévues aux II) A) 1) s'appliquent.

5) Dispositions communes aux immeubles collectifs et foyers-résidences

a) *Places des visiteurs pour les immeubles collectifs uniquement*

Il doit être créé au minimum, sauf dans les périmètres de valorisation des axes lourds de transports en commun repérés au plan, une place réservée aux visiteurs par tranche de quatre logements pour les opérations comportant plus de 20 logements.

Ces places ne doivent pas être regroupées mais réparties dans l'opération, ni être situées en bout d'impasse afin de ne pas disparaître lors de la réalisation du prolongement éventuel.

b) *Stationnement des vélos pour les immeubles collectifs et les foyers résidences*

Il doit être créé dans les immeubles collectifs de logements et foyers-résidences, un ou des locaux aménagés pour le stationnement des vélos des résidents, des visiteurs et du personnel, à raison de 1,50 m² par logement.

B) Constructions nouvelles, reconstructions (sauf sinistres) et transformations de surfaces en matière d'activités

Il doit être créé pour tous les usages suivants, un ou des locaux aménagés pour le stationnement des deux-roues du personnel et des visiteurs, à raison d'une place pour dix places de voitures.

1) Pour les activités industrielles et artisanales

Il doit être créé au minimum :

- a) Dans les périmètres de valorisation des axes lourds de transports en commun repérés au plan, une place par 80 m² de surface de plancher.
- b) En dehors des périmètres de valorisation des axes lourds de transports en commun repérés au plan, une place par 40 m² de surface de plancher, sauf en zone UCasn de Linselles où il devra être créé au minimum une place par 60 m² de surface de plancher.

2) Pour les commerces, bureaux et services (compris dans le secteur tertiaire public ou privé, sauf les hôtels)

Les places de stationnement exigées sont à l'usage des employés et des visiteurs.

Il doit être créé au minimum :

- a) Dans les périmètres de valorisation des axes lourds de transports en commun repérés au plan, une place par 80 m² de surface de plancher.
 - b) En dehors des périmètres de valorisation des axes lourds de transports en commun repérés au plan, une place par 40 m² de surface de plancher.
- c) Pour les commerces de plus de 300 m² de surface de plancher. une zone de chargement, de déchargement, de manutention, adaptée aux besoins de l'établissement doit être créée.
- d) Cumulativement s'ajoutent, par la seule application de l'article L.421-3 alinéas 11, 12 et 13 du code de l'urbanisme, les dispositifs suivants :
- Nonobstant toute disposition contraire du règlement du P.L.U., l'emprise au sol des surfaces, bâties ou non, affectées aux aires de stationnement annexes d'un commerce soumis à l'autorisation d'exploitation commerciale ne peut excéder une fois et demie la surface de plancher des bâtiments affectés au commerce.
 - Lorsqu'un équipement cinématographique soumis à l'autorisation d'exploitation commerciale n'est pas installé sur le même site qu'un commerce soumis aux autorisations d'exploitation commerciale, l'emprise au sol des surfaces, bâties ou non, affectées aux aires de stationnement annexes de cet équipement cinématographique ne doit pas excéder une place de stationnement pour trois fauteuils.
 - Les dispositions des deux alinéas précédents ne font pas obstacle aux travaux de réfection et d'amélioration ou à l'extension limitée des bâtiments commerciaux existant à la date d'entrée en vigueur de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000.

3) Pour les entrepôts et remises

Des surfaces suffisantes doivent être créées pour l'évolution, le chargement, le déchargement et le stationnement des véhicules de livraison et de service, et pour la totalité des véhicules du personnel et des visiteurs.

4) Pour les hôtels

Il doit être créé au minimum une place par 60 m² de surface de plancher.

5) Pour les équipements publics ou privés remplissant une mission de service public

Pour les équipements publics ou privés remplissant une mission de service public d'enseignement, culturels, culturels, sanitaires, sportifs, le nombre de places de stationnement des véhicules, y compris les autocars, est déterminé en tenant compte de la nature des établissements, de leur situation géographique, de leur groupement, des possibilités de fréquentation simultanée ou en alternance et de la desserte en transports collectifs.

En outre, des aires de chargement, de déchargement, et de manutention adaptées aux besoins de l'établissement doivent être aménagées sur le terrain.

Le pétitionnaire doit prouver que les besoins en stationnement issus du projet sont assurés.

C) Création de niveaux supplémentaires internes ou modification de volume (extension, surélévation)

- 1) En cas de création de niveaux supplémentaires internes ou de modification de volume, les normes précitées ne sont exigées que pour les surfaces de plancher nouvelles créées.
- 2) Pour les commerces il doit être créé une place de stationnement par tranche entamée de 120 m² de surface de plancher. au-delà des 240 premiers m².
- 3) Toutefois, sont accordées des dispenses de création de places de stationnement dans les cas suivants :
 - a) pour l'habitat, sont dispensés de création de places :
 - les travaux qui n'entraînent pas d'augmentation du nombre de logements,
 - les travaux inférieurs à 25 m² de surface de plancher qui entraînent une augmentation du nombre de logements.
 - b) pour les autres usages (sauf le commerce) il y a dispense de création de places :
 - lorsque la configuration ou l'accès de l'unité foncière ne permettent pas de créer des places,

- lorsque la création de surface de plancher est inférieure à 20 m² et que la configuration ou l'accès de l'unité foncière permettent de créer des places.

D) Changements de destination (y compris l'augmentation du nombre de logements dans un bâtiment existant)

Il doit être créé selon la destination nouvelle, des places de stationnement dans les conditions suivantes, dans la mesure où ces places ne sont pas déjà existantes et conservées en nombre suffisant.

1) Pour le logement

a) Habitat individuel et collectif (sauf pour le logement en accession sociale à la propriété)

Il doit être réalisé au minimum une place par 60 m² de surface de plancher, le nombre de places ne devant en aucun cas être inférieur au nombre de logements créés.

b) Foyers-résidences

Pour les foyers-résidences d'étudiants, de personnes âgées, d'handicapés, de jeunes travailleurs, pour les hôtels sociaux et résidences sociales hébergeant provisoirement des personnes ou familles en rupture temporaire de logement, il doit être créé au minimum :

- une place pour quatre chambres ou studios dans les périmètres de valorisation des axes lourds de transport en commun,
- une place pour deux chambres ou studios en dehors de ces périmètres.

c) Logement en accession sociale à la propriété

Il doit être créé une place de stationnement par logement

d) Disposition commune

Dans les immeubles collectifs de logements, il doit être créé un ou des locaux aménagés pour le stationnement des vélos, à l'exclusion des véhicules à moteur thermique, à raison de 1,5 m² par logement pour les programmes de plus de dix logements

2) Pour les activités industrielles et artisanales

Il doit être créé au minimum une place de stationnement par 40 m² de surface de plancher, sauf en zone UCas de Linselles où il doit être créé au minimum une place de stationnement par 60 m² de surface de plancher

3) Pour les commerces, bureaux et services (compris dans le secteur tertiaire public ou privé, sauf les hôtels)

Il doit être créé au minimum une place de stationnement par 40 m² de surface de plancher, sauf en zone UCas de Linselles où il doit être créé au minimum une place de stationnement par 60 m² de surface de plancher au-delà des 240 premiers m².

4) Pour les entrepôts et remises

Des surfaces suffisantes doivent être créées pour l'évolution, le chargement, le déchargement et le stationnement des véhicules de livraison et de service, et pour la totalité des véhicules du personnel et des visiteurs.

5) Pour les hôtels

Il doit être créé au minimum une place par 60 m² de surface de plancher.

6) Pour les équipements publics ou privés remplissant une mission de service public

Pour les équipements publics ou privés remplissant une mission de service public d'enseignement, culturels, culturels, sanitaires, sportifs, le nombre de places de stationnement des véhicules, y compris les autocars, est déterminé en tenant compte de la nature des établissements, de leur situation géographique, de leur groupement, des possibilités de fréquentation simultanée ou en alternance et de la desserte en transports collectifs.

En outre, des aires de chargement, de déchargement, et de manutention adaptées aux besoins de l'établissement doivent être aménagées sur le terrain.

Le pétitionnaire doit prouver que les besoins en stationnement issus du projet sont assurés.

Il doit être créé un ou des locaux aménagés pour le stationnement des deux-roues du personnel et des visiteurs, à raison d'une place pour dix places de voitures.

E) Dans le cas d'un projet mettant en œuvre au moins deux des cas définis aux paragraphes A, B, C et D ci-dessus, le nombre de places à réaliser pour l'ensemble est déterminé par la norme applicable à la majeure partie des surfaces de plancher concernées.

F) Tous travaux (augmentation de surface de plancher, transformation de surfaces, changement de destination) supprimant un stationnement doivent entraîner l'obligation de recréer un nombre de places équivalent, dans la mesure où du fait de cette suppression le nombre de places est inférieur à la norme exigible en cas de construction neuve.

III) MODE DE REALISATION

Pour l'ensemble du parc des véhicules des garages commerciaux et des sociétés de location, sont seuls applicables les modes de réalisation prévus aux paragraphes 1) et 2), afin de ne pas empiéter sur le domaine public.

1) Le pétitionnaire satisfait à ses obligations en créant les places sur l'unité foncière même du projet, sauf en cas d'existence ou de décision de création de voie piétonnière.

2) A défaut, lorsque la création des places est techniquement impossible ou est interdite pour des motifs d'architecture ou d'urbanisme, le pétitionnaire satisfait à ses obligations en créant les places manquantes sur une autre unité foncière distante de la première de moins de 300 mètres dont il justifie la pleine propriété.

3) A défaut des deux modalités précédentes, le pétitionnaire justifie :

a) de l'obtention d'une concession d'au moins quinze ans dans un parc public de stationnement existant ou en cours de réalisation situé dans un rayon de 300 mètres,

b) ou de l'acquisition de places non affectées situées dans un parc privé de stationnement existant ou en cours de réalisation situé dans rayon de 300 mètres.

4) A défaut de toutes les modalités précédentes le pétitionnaire est tenu de verser à la communauté urbaine une participation fixée par délibération du conseil de communauté et réactualisée chaque année en fonction de l'indice INSEE du coût de la construction, en vue de la réalisation de parcs publics de stationnement, dans les conditions prévues aux articles L.421-3 et R.332-17 à R.332-23 du code de l'urbanisme.

IV) TRAITEMENT PAYSAGER DES AIRES DE STATIONNEMENT

Toute aire de stationnement au sol de plus de 150 m² doit être plantée à raison d'un arbre de haute tige pour quatre places, en disséminant ces arbres sur l'ensemble de l'aire, avec une circonférence de 25 à 30 cm mesurée à un mètre du sol, avec un cube de terre de deux mètres d'arête ou volume équivalent, et avec une protection efficace contre le choc des véhicules.

SECTION 2 – DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE U.C.z.

I) NORMES

A) Dans la zone UCz 1 de la Z.A.C. « Le Domaine de la Vallée » à BOUSBECQUE

Il doit être créée au minimum :

- 2 places dont une couverte par logement en accession dans les bâtiments d'habitation individuelle,
- 1 place pour les logements locatifs dans les bâtiments d'habitation individuelle,
- 1 place pour 70 m² de surface de plancher. avec un minimum d'1 place par logement pour les bâtiments d'habitation

collective,

- il doit être prévu au moins 1 place de stationnement en dehors des parcelles par tranche de 5 logements à l'usage de

visiteurs,

- En cas d'activité libérale, 1 place par 40 m² de plancher affectée à cette activité doit être prévue en complément.

B) Dans la zone UCz 2 de la Z.A.C. « Les Pierres Bleues » à LINSELLES

1) Maisons individuelles et immeubles collectifs (sauf le logement locatif financé avec un prêt aidé de l'Etat)

Il doit être créée au minimum :

- une place et demie par logement en collectif,
- deux places par logement en individuel.

2) Logement social (logement locatif financé avec un prêt aidé de l'Etat)

Les normes sont celles précisées ci-dessus à la section I) paragraphe II)-A)-3).

C) Dans la zone UCz 3 de la Z.A.C. « Le Ghermanez » à EMMERIN

Les dispositions de la section I) s'appliquent.

D) Dans la zone UCz 4 de la Z.A.C. « Les Jardins de Floriade » à QUESNOY-SUR-DEULE

Il doit être créée au minimum :

- pour l'habitat individuel (sauf le logement locatif financé avec un prêt aidé de l'Etat), deux places de stationnement minimum sur la parcelle en dehors des garages.

- pour l'habitat collectifs (sauf le logement locatif financé avec un prêt aidé de l'Etat), deux places pour les programmes de cinq logements maximum, une place et demie par logement (arrondie au nombre entier supérieur) pour les programmes de plus de cinq logements (y compris le garage).

- pour la résidence-foyer pour personnes dépendantes, seules les places de stationnement nécessaires au personnel sont demandées.

- pour le logement social (logement locatif financé avec un prêt aidé de l'Etat), les normes sont celles précisées ci-dessus à la section I) paragraphe II)-A)-3).

De plus, il doit être créé au minimum une place réservée aux visiteurs par tranche de quatre logements pour les opérations comportant plus de 20 logements. Ces places ne doivent pas être regroupées mais réparties dans l'opération, ni être situées en bout d'impasse afin de ne pas disparaître lors de la réalisation du prolongement éventuel.

E) Dans la Z.A.C. « Domaine des Tilleuls » à COMINES

Il doit être créé au minimum :

1) Pour les constructions à usage d'habitation (sauf le logement locatif financé avec un prêt aidé de l'Etat)

- deux places de stationnement sur la parcelle. Pour chaque place de stationnement couverte doit correspondre une place de stationnement non couverte.

- des places de stationnement visiteurs doivent également être créées à raison d'une place pour quatre logements.

En cas d'activité libérale, une place de stationnement par 20 m² de surface de plancher. affectée à cette activité doit être prévue en complément des places demandées pour l'habitation.

2) Pour le logement social (logement locatif financé avec un prêt aidé de l'Etat), les normes sont celles précisées ci-dessus à la section I) paragraphe II)-A)-3).

F) Dans la zone UCz 7 de la Z.A.C. « Les Jardins du Blanc Balot » à SANTES

Il doit être créé au minimum :

- pour l'habitat individuel (sauf le logement locatif financé avec un prêt aidé de l'Etat), deux places de stationnement minimum sur l'unité foncière en dehors des garages ;

- pour l'habitat collectif (sauf le logement locatif financé avec un prêt aidé de l'Etat), deux places par logement pour les programmes de cinq logements maximum, une place et demie par logement (arrondie au nombre entier supérieur) pour les programmes de plus de cinq logements (y compris le garage) ;

- pour le logement social (logement locatif financé avec un prêt aidé de l'Etat), les normes sont celles précisées ci-dessus à la section I) paragraphe II)-A)-3).

- pour les opérations groupées en accession, deux places de stationnement minimum par logements (y compris le garage).

De plus, il doit être créé au minimum une place réservée aux visiteurs par tranche de quatre logements pour les opérations comportant plus de 20 logements. Ces places ne doivent pas être regroupées mais réparties dans l'opération, ni être situées en bout d'impasse afin de ne pas disparaître lors de la réalisation du prolongement éventuel.

G) Dans la zone UCz 8 de la Z.A.C. « Piste Clincke » à HALLUIN

Il doit être créé au minimum :

- pour les constructions à usage d'habitation (sauf le logement locatif financé avec un prêt aidé de l'Etat), deux places de stationnement sur l'unité foncière créée y compris les garages.

De plus, il doit être créé au minimum une place réservée aux visiteurs par tranche de quatre logements pour les opérations comportant plus de 20 logements. Ces places ne doivent pas être regroupées mais réparties dans l'opération, ni être situées en bout d'impasse afin de ne pas disparaître lors de la réalisation du prolongement éventuel.

- pour le logement social (logement locatif financé avec un prêt aidé de l'Etat), les normes sont celles précisées ci-dessus à la section I) paragraphe II)-A)-3).

- pour les constructions à usage artisanal ou commercial, une place de stationnement par 40 m² de surface de plancher.

H) Dans la zone UCz 9 de la Z.A.C. « Auguste Blanqui » à HALLUIN

Il doit être créé au minimum :

1) Pour les constructions à usage d'habitation individuelle (sauf le logement locatif financé avec un prêt aidé de l'Etat) :

- trois places de stationnement y compris les garages.

- une place de stationnement réservée aux visiteurs pour quatre logements créés

2) Pour le logement social (logement locatif financé avec un prêt aidé de l'Etat), les normes sont celles précisées ci-dessus à la section I) paragraphe II)-A)-3).

I) Dans les zones UCz 10 et UCz 11 de la Z.A.C. « Les Prés de Lys » à WERVICQ-SUD

Les dispositions de la section I) paragraphes I), II)-C), II)-D), et III) s'appliquent.

Les dispositions suivantes s'ajoutent :

Il doit être créé au minimum :

- pour les maisons individuelles (sauf le logement locatif financé avec un prêt aidé de l'Etat), trois places par logement dont une place pour le stationnement temporaire des résidents et des visiteurs ;

- pour les logements collectifs (sauf le logement locatif financé avec un prêt aidé de l'Etat), une place et demie par logement (arrondi au nombre entier supérieur) ;

De plus, il doit être créé au minimum une place réservée aux visiteurs par tranche de quatre logements pour les opérations comportant plus de 20 logements. Ces places ne doivent pas être regroupées mais réparties dans l'opération, ni être situées en bout d'impasse afin de ne pas disparaître lors de la réalisation du prolongement éventuel.

- pour les foyers-résidences, les normes sont celles précisées ci-dessus à la section I) paragraphe II)-A)-2).

- pour le logement social (logement locatif financé avec un prêt aidé de l'Etat), les normes sont celles précisées ci-dessus à la section I) paragraphe II)-A)-3).

- pour les commerces, bureaux et services (compris dans le secteur tertiaire public ou privé, sauf les hôtels), une place par 40 m² de surface de plancher. Les places de stationnement exigées sont à l'usage des employés et des visiteurs.

II) TRAITEMENT PAYSAGER DES AIRES DE STATIONNEMENT

A) Dans la zone UCz 1 de la Z.A.C. « Le Domaine de la Vallée » à BOUSBECQUE

Non réglementé.

B) Dans la zone UCz 2 de la Z.A.C. « Les Pierres Bleues » à LINSELLES

Non réglementé.

C) Dans la zone UCz 3 de la Z.A.C. « Le Ghermanez » à EMMERIN

Toute aire de stationnement au sol de plus de 150 m² doit être plantée à raison d'au minimum un arbre de haute tige par 150 m² de terrain affecté au stationnement et à la circulation, avec un cube de terre de 2 mètres d'arête ou volume équivalent et avec une protection efficace contre les chocs des véhicules.

D) Dans la zone UCz 4 de la Z.A.C. « Les Jardins de Floriade » à QUESNOY-SUR-DEULE

Non réglementé.

E) Dans la Z.A.C. « Domaine des Tilleuls » à COMINES

Non réglementé.

F) Dans la zone UCz 7 de la Z.A.C. « Les Jardins du Blanc Balot » à SANTES

Non réglementé.

G) Dans la zone UCz 8 de la Z.A.C. « Piste Clincke » à HALLUIN

L'aire d'accès et le stationnement sont traités soit en enrobés, soit en matériau autobloquant décoratif, soit en matériau stable sans risque de ravinement.

H) Dans les zones UCz 10 et UCz 11 de la Z.A.C. « Les Prés de Lys » à WERVICQ-SUD

Les dispositions de la section I) paragraphe IV) s'appliquent.

ARTICLE 13 - ESPACES LIBRES, AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS, PLANTATIONS, ESPACES BOISES CLASSES

I) DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE U.C.

Les distances des plantations par rapport aux limites séparatives relèvent de l'article 671 du code civil rappelé en annexe documentaire.

En cas d'abattage d'arbre de haute tige rendu nécessaire par un projet de construction ou d'aménagement, il doit être procédé au remplacement par un arbre de haute tige d'une essence régionale avec une hauteur minimale de 2 mètres.

1) Espaces libres de chaque unité foncière

Sauf dans les cas de dépassement d'emprise prévus à l'article U.C. 9 paragraphe II)-A)-2) les surfaces végétalisées, avec une épaisseur minimale de 70 cm de terre végétale, doivent couvrir au moins :

- 20 % de la surface de l'unité foncière en UCa
- 30 % de la surface de l'unité foncière en UCb.

En zone UCasn de Linselles, ces surfaces ne sont pas réglementées.

2) Espaces paysagers communs des opérations d'aménagement d'ensemble et aires de jeux

Pour toute opération de construction (immeuble collectif, opération groupée, lotissement) d'au moins 20 logements sur un terrain d'une superficie supérieure ou égale à 10.000 m², les espaces paysagers communs doivent couvrir au moins 15 % du terrain d'assiette de l'opération.

Ils doivent constituer un élément structurant de la composition urbaine de l'ensemble, et :

- soit être groupés d'un seul tenant, et dans la mesure du possible être visibles des voies existantes ou à créer afin de constituer un lieu convivial participant à la qualité de vie des résidents et des passants ;

- soit composer une trame verte :

- qui participe à la végétalisation des abords des voies avec une largeur minimale de deux mètres,

- ou qui constitue un maillage incluant ou non une liaison piétonne douce traversant l'opération pour se raccorder sur les voies existantes ou à créer ouvertes à la circulation publique ;

- soit utiliser les deux aménagements précédents en complément l'un de l'autre.

Les aires de stationnement en dalles ajourées ne comptent pas comme espace paysager.

Des aires de jeux perméables doivent être aménagées à raison de 5 m² par logement, en dehors ou à l'intérieur des espaces paysagers communs.

3) Sur les unités foncières inférieures à 50 m²

L'obligation de végétalisation ne s'applique pas pour les constructions ne comportant pas création de surface de plancher sur les unités foncières de moins de 50 m².

4) Changement de destination

En cas de changement de destination de bâtiment existant sans changement d'emprise, il doit être aménagé des espaces végétalisés composés de buissons, arbustes, pelouses, arbres, si la surface est suffisante, ou de murs végétalisés.

5) Espaces boisés classés

Les espaces boisés classés repérés au plan par l'indice EBC sont soumis aux dispositions des articles L.130-1 et suivants du code de l'urbanisme rappelées en annexe documentaire.

6) Secteurs de parc

Dans les secteurs de parc repérés au plan par l'indice SP, tout déboisement rendu nécessaire par le projet doit être compensé par la plantation d'arbres d'une hauteur minimale de deux mètres sur l'unité foncière, de façon à reconstituer une qualité paysagère et arborée équivalente, en tenant compte de la valeur écologique et économique du reboisement.

7) Traitement des batteries de garages

Les batteries de garages doivent être plantées à raison d'un arbre par 150 m² de terrain non bâti, avec, lorsqu'il ne s'agit pas de pleine terre, un cube de terre de 2 mètres d'arête ou volume équivalent.

II) DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE U.C.z.

Des cahiers de recommandations paysagères figurent dans certains dossiers de réalisation des Z.A.C.

A) Dans la zone UCz 1 de la Z.A.C. « Le Domaine de la Vallée » à BOUSBECQUE

Les espaces verts privatifs doivent couvrir au minimum 1/3 de la superficie de la parcelle, la partie située en façade des constructions doit être traitée en espaces verts, à l'exception des accès.

B) Dans la zone UCz 2 de la Z.A.C. « Les Pierres Bleues » à LINSELLES

- Les espaces verts communs au secteur seront aménagés en accompagnement des voiries. Les essences utilisées seront de préférence locales.

- Sur les espaces privatifs, les espaces verts couvriront au minimum 1/3 de la superficie de la parcelle.

- Les parties en façade seront traitées en espaces verts, hors accès.

C) Dans la zone UCz 3 de la Z.A.C. « Le Ghermanez » à EMMERIN

1) Sauf dans les cas de dépassement d'emprise prévus à l'article U.C. 9 II)-2) les surfaces végétalisées, avec une épaisseur minimale de 70 cm de terre végétale, doivent couvrir au moins 20 % de la surface de l'unité foncière.

2) Les aires de stationnement en dalles ajourées ne comptent pas comme espaces verts.

3) Les espaces boisés classés repérés au plan par l'indice EBC sont soumis aux dispositions des articles L.130-1 et suivants du code de l'urbanisme rappelées en annexe documentaire.

4) Dans les secteurs de parc repérés au plan par l'indice SP, tout déboisement rendu nécessaire par le projet doit être compensé par la plantation d'arbres d'une hauteur minimale de deux mètres sur l'unité foncière, de façon à reconstituer une qualité paysagère et arborée équivalente, en tenant compte de la valeur écologique et économique du reboisement.

5) Les batteries de garages doivent être plantées à raison d'un arbre par 150 m² de terrain non bâti, avec, lorsqu'il ne s'agit pas de pleine terre, un cube de terre de 2 mètres d'arête ou volume équivalent.

D) Dans la zone UCz 4 de la Z.A.C. « Les Jardins de Floriade » à QUESNOY-SUR-DEULE

Les dispositions du paragraphe I) sauf le paragraphe I)-2).

Le paragraphe I)-2) est remplacé par la disposition suivante :

Pour toute opération de construction (immeuble collectif, opération groupée, lotissement) d'au moins 20 logements sur un terrain d'une superficie supérieure ou égale à 10.000m², les espaces paysagers communs doivent couvrir au moins 5 % du terrain d'assiette de l'opération, compte tenu du parc public existant, limitrophe à la zone.

Ils doivent constituer un élément structurant de la composition urbaine de l'ensemble, et :

- + soit être groupés d'un seul tenant, et dans la mesure du possible être visibles des voies existantes ou à créer afin de constituer un lieu convivial participant à la qualité de vie des résidents et des passants ;
- + soit composer une trame verte :
 - qui participe à la végétalisation des abords des voies,
 - ou qui constitue un maillage incluant ou non une liaison piétonne douce traversant l'opération pour se raccorder sur les voies existantes ou à créer ouvertes à la circulation publique ;
 - soit utiliser les deux aménagements précédents en complément l'un de l'autre.

E) Dans la Z.A.C. « Domaine des Tilleuls » à COMINES

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent sauf le paragraphe I)-1) et au paragraphe I)-2) la disposition concernant les aires de jeux.

Le paragraphe I)-1) est remplacé par la disposition suivante :

Les espaces libres de chaque unité foncière, plantés ou engazonnés, doivent couvrir au minimum 50 % de la superficie de l'unité foncière.

F) Dans la zone UCz 7 de la Z.A.C. « Les Jardins du Blanc Balot » à SANTES

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent.

G) Dans la zone UCz 8 de la Z.A.C. « Piste Clincke » à HALLUIN

Pour toute opération de construction (immeuble collectif, opération groupée, lotissement) d'au moins 20 logements sur un terrain d'une superficie supérieure ou égale à 10 000 m², les espaces paysagers communs doivent couvrir au moins 7% du terrain d'assiette de l'opération.

Ils doivent constituer un élément structurant de la composition urbaine de l'ensemble, et être:

- soit groupés d'un seul tenant, et dans la mesure du possible être visibles des voies existantes ou à créer afin de constituer un lieu convivial participant à la qualité de vie des résidents et des passants ;
- soit composer une trame verte :
 - + qui participe à la végétalisation des abords des voies,
 - + ou qui constitue un maillage incluant ou non une liaison piétonne douce traversant l'opération pour se raccorder sur les voies existantes ou à créer ouvertes à la circulation publique ;
 - soit utiliser les deux aménagements précédents en complément l'un de l'autre.

H) Dans la zone UCz 9 de la Z.A.C. « Auguste Blanqui » à HALLUIN

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent sauf les règles du paragraphe I)-2) ci-dessus qui ne sont pas applicables à la zone UCz 9.

Le ratio de 15% d'espaces paysagers communs est réalisé dans le cadre de l'aménagement d'un mail planté.

I) Dans les zones UCz 10 et UCz 11 de la Z.A.C. « Les Prés de Lys » à WERVICQ-SUD

Les dispositions du paragraphe I) s'appliquent à l'exception du paragraphe I)-2) qui est remplacé par les dispositions suivantes :

Le ratio d'espaces paysagers communs est réalisé de manière globale au sein de la Z.A.C. par l'aménagement d'espaces verts au bord de la Lys.

Des aires de jeux perméables doivent être aménagées en dehors ou à l'intérieur des espaces paysagers communs.

III) DISPOSITIONS RELATIVES A L'INVENTAIRE DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL ET PAYSAGER

1) Dispositions générales

Les élagages d'un "élément de patrimoine végétal à protéger" sont autorisés dans la mesure où ils ne nuisent pas à la conservation des perspectives paysagères et sont compatibles avec l'aptitude à la taille et la survie de cet élément.

Tout "élément de patrimoine végétal à protéger" abattu après autorisation doit être remplacé, sur le site, par un élément d'une circonférence mesurée à 1 mètre au-dessus du sol au moins égale à 25-30 cm et dont le gabarit (hauteur et circonférence) à l'âge adulte est au moins égal à celui de l'élément abattu.

2) Dispositions relatives à certains éléments

a) Pour les alignements d'arbres

Tout sujet, abattu ou tombé, d'un "alignement d'arbres à protéger" doit être remplacé par un nouveau sujet de même essence ou de l'essence dominant l'alignement d'arbres à protéger".

L'abattage définitif d'un sujet d'un "alignement d'arbres à protéger" est autorisé :

- si la distance entre le sujet à abattre et les sujets situés de part et d'autre est inférieure à 5 mètres.
- si l'abattage du sujet est réalisé pour des raisons de sécurité routière ou la création d'un accès.

Tout "alignement d'arbres à protéger" abattu après autorisation doit être remplacé à l'identique. Si l'alignement ne peut être remplacé sur le site même, il devra être compensé par la plantation, sur un autre site, de deux alignements de même essence, ou d'une essence différente dans le respect au minimum du gabarit adulte de l'essence d'origine et du même nombre de sujets.

b) Pour les petits édifices religieux entourés d'arbres

Tout sujet, tombé ou abattu ponctuellement, d'un "petit édifice religieux entouré d'arbres à protéger" doit être remplacé par un sujet de même essence.

L'ensemble des éléments végétaux d'un "petit édifice religieux entouré d'arbres à protéger" abattu doit être remplacé dans l'essence des éléments abattus ou doit être compensé par des plants d'une seule essence, à une distance de l'édifice facilitant la protection et l'entretien des éléments végétaux et architecturaux du "petit édifice religieux entouré d'arbres à protéger".

c) Pour les prairies et bocages

Tout sujet, tombé ou abattu après autorisation d'une "prairie et bocage à protéger" doit être remplacé par un sujet de même essence.

Tout alignement d'arbres d'une "prairie et bocage à protéger" abattu après autorisation doit être remplacé ou doit être compensé par un alignement d'arbres de longueur identique à celle de l'alignement abattu et d'un gabarit à l'âge adulte au moins égal à celui de l'alignement abattu.

Toute haie d'une "prairie et bocage à protéger" abattue après autorisation doit être remplacée ou doit être compensée, sur l'unité foncière ou l'unité d'exploitation, par une haie de longueur et de gabarit à l'âge adulte au moins égaux à ceux de la haie abattue.

d) Pour les becques

Toute plantation dans une "becque à protéger" est interdite.

Toute plantation aux abords d'une "becque à protéger" doit être constituée d'essences locales caractéristiques et adaptées aux milieux humides et être implantées :

- soit en haut de la berge à condition de respecter une distance minimale de 10 mètres entre deux arbres ;
- soit avec un recul au moins égal à 6 mètres du haut de la berge.

SECTION 3 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL ARTICLE 14 DES ZONES U.C., U.C.z., U.C.-E1, U.C.-E1 bis, U.C.-F2 et U.C.-F3

ARTICLE 14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

(voir l'annexe documentaire)

I) DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE U.C.

A) Dispenses de C.O.S.

1) Le C.O.S. n'est pas applicable aux constructions, extensions ou aménagements des bâtiments publics ou privés remplissant une mission de service public à usage scolaire, sanitaire ou hospitalier, ni aux équipements publics d'infrastructure (château d'eau, pylône E.D.F., tour de relais de faisceau hertzien, cabine électrique, central téléphonique, locaux de télécommunications, gazomètre, etc.).

2) Le C.O.S. n'est pas applicable aux constructions et installations nécessaires au fonctionnement du service public ferroviaire dans les secteurs repérés au plan.

3) Afin d'assurer une homogénéité avec la hauteur du bâti voisin et de respecter le gabarit du rang ou de l'îlot, le C.O.S. n'est pas applicable :

- aux constructions, extensions, surélévations, reconstructions, si l'unité foncière est située à l'angle de deux voies (tel que précisé en annexe documentaire), a une superficie inférieure à 500 m², et est riveraine des voies sur une longueur développée de 30 mètres maximum, angle (avec ou sans pan coupé) compris.

- aux constructions dans les dents creuses (telles que précisées en annexe documentaire),

- aux constructions sur les unités foncières d'une superficie inférieure à 500 m² et situées entre deux voies distantes de moins de 15 mètres.

B) Régime général

1) Le coefficient d'occupation du sol, tel que défini en annexe documentaire, est fixé à :

- 0,30 en UCa

- 0,20 en UCb

2) Pour les créations de niveaux supplémentaires internes et les modifications de volume (exhaussement ou extension) sur des constructions à usage industriel, artisanal, commercial, de bureaux ou de services, le C.O.S. est fixé à :

- 0,60 en UCa

- 0,50 en UCb

3) Pour les unités foncières supportant déjà une habitation individuelle, il est accordé un droit de 25 m² au-delà de la surface de plancher existante lorsque les C.O.S. est déjà atteint ou dépassé, droit utilisable une seule fois et à partir d'un délai de cinq ans après la délivrance du permis de construire initial du bâtiment. Ce droit ne peut être utilisé que pour les créations de surfaces supplémentaires internes et les modifications de volume (exhaussement ou extension) destinées à une amélioration justifiée des conditions d'habitabilité pour les occupants et ne peut avoir pour effet d'augmenter le nombre de logements.

4) Dans les opérations groupées de logements individuels à réaliser :

- la densité de l'opération doit être inférieure ou égale au C.O.S. fixé au paragraphe I)-B)-1) ci-dessus.

- sur chaque unité foncière qui en est issue, il doit être laissé la possibilité d'extension pour des pièces d'habitation supplémentaires à raison de 25 m² de surface de plancher maximum, dans la limite d'une densité définitive de :

- 0,60 en UCa

- 0,50 en UCb

II) DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE U.C.z.

Il n'est pas fixé de C.O.S. en zone UCz, la densité des constructions est déterminée par la capacité maximale de plancher en surface de plancher.

A) Dans la zone UCz 1 de la Z.A.C. « Le Domaine de la Vallée » à BOUSBECQUE

La surface de plancher. maximale constructible est de 30.000 m².

B) Dans la zone UCz 2 de la Z.A.C. « Les Pierres Bleues » à LINSELLES

1) La surface de plancher. constructible autorisée sur l'ensemble de la zone est de 22.000 m².

2) Dans les opérations groupées de logements individuels à réaliser, la densité de l'opération doit être inférieure ou égale au à la surface de plancher. attribuée pour la zone.

C) Dans la zone UCz 3 de la Z.A.C. « Le Ghermanez » à EMMERIN

1) La surface de plancher. maximale autorisée sur l'ensemble de la zone est de 20.000 m².

D) Dans la zone UCz 4 de la Z.A.C. « Les Jardins de Floriade » à QUESNOY-SUR-DEULE

1) La surface de plancher. constructible autorisée sur l'ensemble de la zone est de 30.400m².

2) Dans les opérations groupées de logements individuels à réaliser, la densité de l'opération doit être inférieure ou égale au à la surface de plancher. attribuée pour la zone.

E) Dans la Z.A.C. « Domaine des Tilleuls » à COMINES

1) La surface de plancher. constructible autorisée sur l'ensemble de la zone est de 35.000 m².

2) Dans les opérations groupées de logements individuels à réaliser, la densité de l'opération doit être inférieure ou égale au à la surface de plancher. attribuée pour la zone.

F) Dans la zone UCz 7 de la Z.A.C. « Les Jardins du Blanc Balot » à SANTES

2) La surface de plancher. constructible autorisée sur l'ensemble de la zone est de 64.000 m².

2) Dans les opérations groupées de logements individuels à réaliser, la densité de l'opération doit être inférieure ou égale au à la surface de plancher. attribuée pour la zone.

G) Dans la zone UCz 8 de la Z.A.C. « Piste Clincke » à HALLUIN

1) La surface de plancher. maximale autorisée sur l'ensemble de la zone est de 12.000 m².

2) Dans les opérations groupées de logements individuels à réaliser, la densité de l'opération doit être inférieure ou égale au à la surface de plancher. attribuée pour la zone.

H) Dans la zone UCz 9 de la Z.A.C. « Auguste Blanqui » à HALLUIN

La surface de plancher. constructible autorisée sur l'ensemble de la zone UCz 9 est de 13.000 m².

I) Dans les zones UCz 10 et UCz 11 de la Z.A.C. « Les Prés de Lys » à WERVICQ-SUD

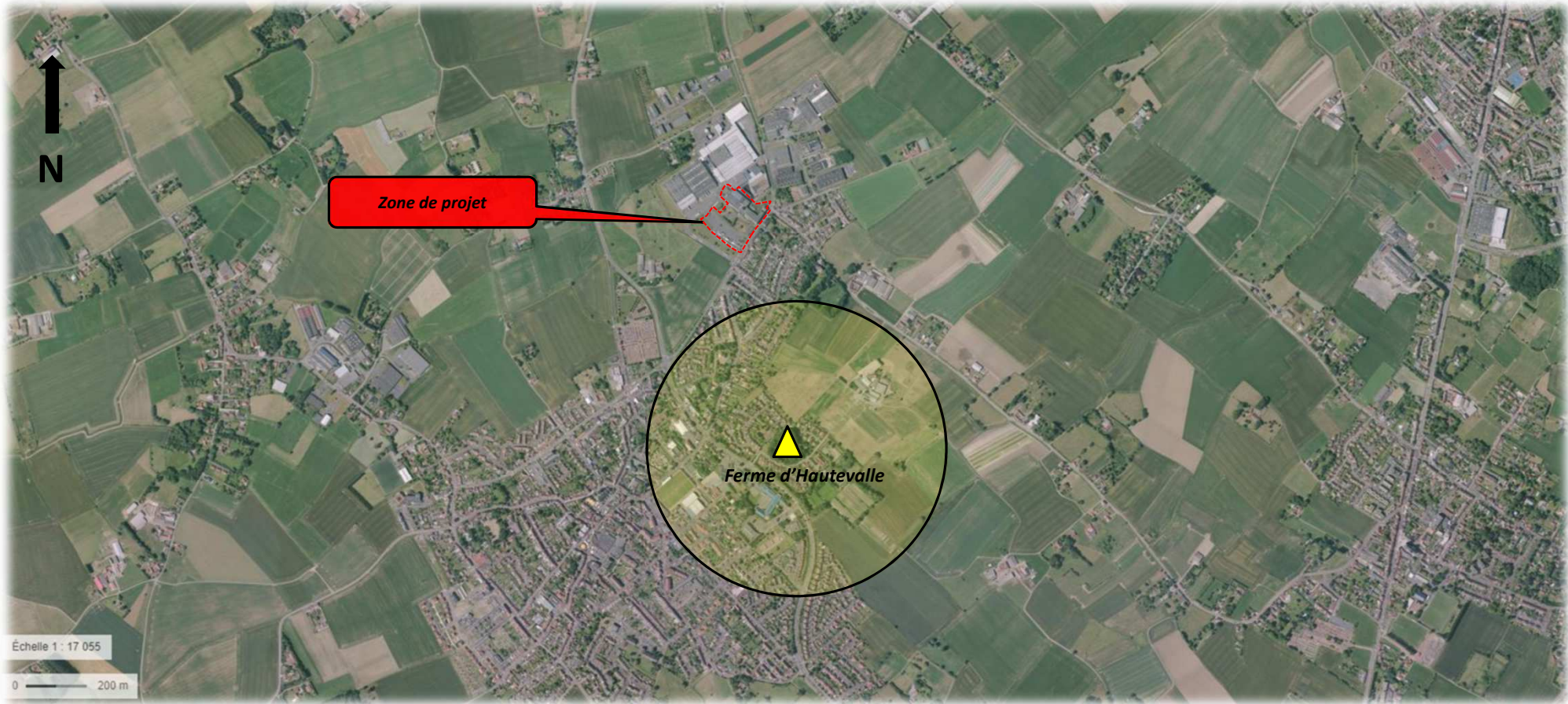
1) En UCz9

La surface de plancher. maximale autorisée sur l'ensemble de la zone est de 8.500 m².

2) En UCz10

La surface de plancher. maximale autorisée sur l'ensemble de la zone est de 7.000 m².

Annexe 13 : Localisation des Monuments Historiques



Annexe 14 : Accessibilité Entreprise DEMEYERE

Meubles Demeyère, groupe industriel familial, s'est considérablement développé en moins d'un siècle.

Entreprise artisanale en 1909, elle s'est élevée, en trois générations, au rang des leaders européen de la fabrication de meubles, et l'une des premières exportatrices.

Installée sur le site de Linselles depuis 2013, elle produit environ 20 000 colis par jour en fonctionnant à plein régime.

Les poids-lourds transitant par le site accèdent par l'unique accès PL sis Rue de la Vignette. A noter que cette voie d'accès est mise en retrait du futur projet par la présence d'une bande d'espaces verts appartenant à l'entreprise DEMEYERE.

A terme, l'accès PL au site DEMEYERE devrait évoluer. En effet, des travaux d'aménagement de la Rue de la Vignette sont envisagés par la MEL d'ici 2020. Dans ce cadre, des négociations sont en cours entre la MEL, la Ville et les entreprises DEMEYERE pour créer un nouvel accès depuis la RD149 Rue des Wattines.



Légende



Zone de projet



Emprise Entreprise DEMEYERE



Accès Poids-Lourds à l'entreprise DEMEYERE



Nos réf : YL/VGI/VGe

ATTESTATION

Je, soussigné Yves LEFEBVRE, Maire de la Commune de LINSELLES, Arrondissement de Lille, Département du Nord, atteste que dans le cadre des travaux d'aménagement de l'ancien site « SCA MOLNLYCKE » par les Sociétés KIC et LOGINOR des discussions sont en cours avec les Ets DEMEYERE pour envisager les entrées et les sorties de camions rue des Wattines en lieu et place des entrées et sorties rue de la Vignette.

Fait à Linselles, le cinq décembre deux mil dix-sept pour servir et valoir ce que de droit.

DGS



Le Maire,
Conseiller Métropolitain,

Yves LEFEBVRE

Annexe 15 : Reportage Photographique Historique

